

Le Monde

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 16038 - 7 F

MARDI 20 AOÛT 1996

FONDATEUR : HUBERT LAFONTAINE - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

L'éclipse de Boris Eltsine nourrit les rumeurs sur une opération du cœur du président russe

Le Kremlin affirme que le chef de l'Etat travaille normalement

L'ABSENCE de Boris Eltsine de la scène publique depuis plusieurs jours alimente de nouveau les rumeurs sur l'état de santé du président russe. Le porte-parole du Kremlin a démenti, lundi 19 août, que le chef de l'Etat s'apprêterait à subir une opération chirurgicale en Suisse, comme l'a affirmé l'hebdomadaire américain *Time*. « De telles publications, a déclaré Sergueï Iastrjembski, s'inscrivent dans les campagnes de bruits alarmistes qui surviennent périodiquement concernant la santé du président. Celui-ci continue à travailler, comme le montre la grande quantité de documents qu'il signe. » Il a ajouté que M. Eltsine se préparait à prendre des vacances, que « le lieu et la date de ces congés n'étaient pas encore fixés », mais qu'il n'était « pas prévu que ce soit à l'étranger ».



cardiaques graves et qu'il était sur le point de subir une transplantation du cœur en Crimée. Ces informations avaient été démenties, le même jour, par le service de presse du Kremlin. Au plan politique, le général Alexandre Lebed, secrétaire du Conseil de sécurité, n'a pas obtenu, comme il le souhaitait, le limogeage du ministre de l'Intérieur, Anatoli Koulikov, responsable, à ses yeux, du fiasco russe en Tchétchénie. Boris Eltsine a confirmé dans ses fonctions, par téléphone, samedi, l'homme qui est considéré comme l'un des « ours » du Kremlin. Dans un entretien recueilli par l'envoyé spécial du *Monde* à Grozny, le vice-président des rebelles tchéchènes, Saïd-Khazam Aboumoussinov, déclare qu'il n'y a pas d'autre choix que « l'indépendance » pour son pays et qu'à travers le conflit tchéchène « c'est le mal moral de la Russie qui s'exprime ».

Le piéton des Balkans

ÉCRIVAIN, après avoir été longtemps éditeur, François Maspéro avait séduit un large public en 1991 avec *Les Passagers du Roissy-Express*, pérégrination en Ile-de-France, le long de la ligne du RER, « pour comprendre un peu notre monde ». C'est dans le même esprit qu'il s'est imposé une nouvelle traversée, plus douloureuse celle-là, au cœur de l'Europe, dans ces Balkans où il lui semblait revivre « de nouveau "ça" », les schémas de la barbarie européenne de son enfance. De ce périple, qu'il racontera dans *Balkans-Transit*, à paraître au début de 1997 aux éditions du Seuil, il a retenu pour *Le Monde* le récit en six étapes de son dernier voyage, de la côte adriatique à celle de la mer Noire, en compagnie du photographe Klavdij Sluban.

Lire page 4

Lire page 12

Massacres autour d'Alger

Dix-sept jeunes Algériens auraient été égorgés le 15 août au sud de la capitale par un commando islamiste. Soixante-trois personnes, dont des femmes, des vieillards et des enfants, auraient par ailleurs été tuées par des islamistes près d'Alger samedi 17. p. 3

Publicis en Amérique latine

Le groupe publicitaire français, déjà première entreprise de son secteur en Europe, accentue son internationalisation en s'implantant au Mexique et au Brésil. p. 14

La Belgique sous le choc

L'arrestation de l'auteur présumé de trois meurtres et de plusieurs enlèvements suscite une intense émotion en Belgique. p. 22

Les sans-papiers dans l'attente

Les Africains sans papiers réfugiés dans l'église Saint-Bernard à Paris ont reçu le soutien de Lionel Jospin. Le PS préconise une médiation. p. 8

Tableaux otages au Japon

Des œuvres de Van Gogh, Renoir ou Picasso, achetées au plus fort de la spéculation, ont été saisies par les créanciers de leurs propriétaires en faillite. On a perdu leur trace. p. 18

Le Burundi isolé

Réunis, samedi 17 août, à Kampala, les ministres des affaires étrangères des pays voisins du Burundi exigent le retour à l'ordre constitutionnel. p. 2

Ross Perot candidat

Contre Bill Clinton et Bob Dole, Ross Perot sera candidat à l'élection présidentielle aux Etats-Unis. p. 5

Tensions en Jordanie

Les émeutes en Jordanie semblent avoir été attisées par des jeunes gens liés au parti Baas irakien. p. 3 et notre éditorial p. 13

Vivre ensemble

Après Valenciennes et Saint-Etienne, notre « série » sur l'état du lien social en France relate une initiative strasbourgeoise. p. 7

Abonnement : 3 DM : Ardennes-Guyane, 9 FF : Asie, 25 ATS : Belgique, 45 FF : Canada, 2,25 S.DAN : Côte d'Ivoire, 800 F CFA : Danemark, 14 KRD : Espagne, 220 PTA : Grèce-Belgique, 1,2 : Grèce, 350 DR : Italie, 1,40 L : Italie, 2700 L : Luxembourg, 46 FL : Maroc, 10 DM : Norvège, 14 KRN : Pays-Bas, 3 FL : Portugal, 220 PTA : Royaume-Uni, 9 FF : Suède, 250 F CFA : Suisse, 10 KPS : Suisse, 2,50 FF : Tunisie, 1 DM : USA (NY), 2 S : USA (autres), 2,50 S.

M 0147-820-7.00 F



Carnet rose en Afrique australe

SIX MILLE PERSONNES avaient été officiellement conviées, mais c'est finalement plus du double qui, dans une joyeuse pagaille, ont assisté, samedi 17 août, au mariage en secondes noces du président zimbabwéen Robert Mugabe, âgé de soixante-deux ans, avec Grace Marufu, ancienne dactylo des services de sécurité de la présidence, de quarante et un ans cadette. Un comité ad hoc avait pris en charge l'organisation de ce qui s'annonçait comme un événement mondain exceptionnel. Las, il ne semble pas qu'il ait su récolter l'argent que réclamait l'occasion. Sceptiques quant à la destination finale de leur participation, de nombreuses entreprises ont refusé de verser leur écot au comité.

Cela n'a quand même pas empêché la fête qui a eu lieu à la ferme présidentielle de Kuitama, à une centaine de kilomètres d'Harare. Parmi les invités célèbres, on pouvait apercevoir Nelson Mandela, discrètement accompagné de Graca Machel, veuve du défunt président mozambicain Samora Machel et officieuse compagne du président sud-africain depuis que ce dernier est séparé de Winnie Mandela. Joachim Chissano, président du Mozambique et témoin du mariage, était également présent, de même que Ketumile Masire et Sam Nujoma, respectivement présidents du Botswana et de la Namibie.

Le président Mugabe, à qui sa nouvelle épouse a déjà donné deux enfants, était veuf depuis 1992. Secret et puritain, il répugnait jusqu'ici à dévoiler sa vie privée. Sa liaison extra-maritale avec celle qu'il vient d'épouser était connue de toute la bonne société d'Harare, mais il n'était pas recommandé d'en parler. Deux journalistes du *Financial Gazette* qui avaient écrit avant l'heure que le président s'était secrètement marié à Grace Marufu avaient passé quarante-huit heures en prison. Poursuivis pour « diffamation criminelle », les deux journalistes, ainsi que le directeur de la publication, avaient finalement été condamnés à une amende.

Viaduc, pont et autoroutes

L'HEURE semble à nouveau aux grandes infrastructures : construction du viaduc de Millau ; autoroute entre Grenoble et Sisteron ; projet d'un troisième aéroport parisien ; achèvement d'un trente-sixième pont dans la capitale... Malgré les apparences, la simultanéité de ces projets doit beaucoup aux hasards du calendrier, quoique le schéma routier se poursuive au rythme soutenu décidé par Edouard Balladur avant l'élection présidentielle. Le schéma national des transports sera l'occasion de s'interroger, dans les prochains mois, sur la multiplication, en période de rigueur budgétaire, d'autoroutes, aéroports et TGV, dont le coût ne cesse d'augmenter.

Georges Marion

Lire page 6

Le progrès, une idée morte ?

FAUT-IL RENONCER à croire à l'idée de progrès, cette idée qui, de Bacon à Condorcet, a animé successivement la pensée de la Renaissance et la philosophie des Lumières avant d'inspirer à la fois, aux XIX^e et XX^e siècles, le libéralisme et le marxisme ? *Le Monde* a invité des philosophes, des politiques, des chercheurs à s'exprimer sur ce thème et nous commençons aujourd'hui la publication de leurs réponses.

Si elle n'est pas tout à fait nouvelle, la question a été relancée, au cours des dernières années, par un double constat : celui de la faillite du « socialisme réel », mais aussi celui des impasses du capitalisme libéral. A gauche comme à droite, les désillusions ont succédé aux espoirs et le scepticisme a en partie remplacé la confiance en l'avenir.

La faillite du socialisme ne date pas de 1989. La plupart des hommes de gauche avaient déjà rompu avec un certain marxisme marxiste qui avait coloré autrefois leur vision du futur. Mais avant la chute de l'Empire soviétique beaucoup continuaient de se dire qu'une fois les héritiers de Lénine et de Staline écartés du pouvoir un socialisme authentique serait enfin possible. Cette ultime utopie s'est à son tour évanouie. Quant aux hommes de droite, ils ont d'abord pensé que la mondialisation des économies allait stimuler la croissance et assurer la prospérité, avant de prendre la mesure de ses conséquences négatives.

Les uns et les autres en sont donc venus à se demander, avec William Pfaff, si le progrès n'est pas une « idée morte » (*World Policy Journal*, hiver 1995-1996, article traduit dans la dernière livraison de *Commentaire*, n° 74, été 1996). « Et s'il n'y avait aucune raison de penser que l'avenir sera meilleur que le présent ou, pire encore, meilleur que le passé ? », écrit l'éditorialiste américain.

Une traversée record



LOÏCK PEYRON

LE TRIMARAN *Fujicolor-II* devait franchir en vainqueur la ligne d'arrivée de la course en équipages Québec-Saint-Malo, lundi 19 août à la mi-journée. Malgré le manque de vent pendant la dernière nuit, Loïck Peyron a conservé suffisamment d'avance sur Francis Joyon (*Banque populaire*) et Paul Vainne (*Région Haute-Normandie*) pour l'emporter et battre le record de la traversée, détenu par Serge Madec depuis 1988.

Lire page 16

International	2	Aujourd'hui	16
France	6	Agenda	17
Société	8	Annuaire	17
Carnet	9	Météorologie	17
Horizons	12	Mots croisés	17
Entreprises	14	Culture	18
Finances/marchés	15	Radio-Télévision	21

Lire l'article de Thomas Ferenzi ainsi que les points de vue de Jacques Attali et de Pascal Bruckner, page 13

Costa Croisières

AFRIQUE Le chef de la junte burundaise, le major tutsi Pierre Buyoya, a confirmé, samedi 17 août, sa détermination à « faire face » à l'embargo qu'ont imposé à son

pays les pays de la région, auxquels vient de se joindre la Zambie. LES MINISTRES des affaires étrangères des pays d'Afrique orientale, réunis samedi à Kampala (Ouganda), ont

de nouveau appelé au rétablissement de l'ordre constitutionnel, avec la « réactivation » du Parlement et des partis politiques. Ils ont décidé d'interdire leur territoire

aux membres du nouveau pouvoir installé, depuis le 25 juillet, à Bujumbura, à l'issue d'un putsch. LES OPPOSANTS HUTUS n'ont pas exclu, pour leur part, la formation

d'un gouvernement en exil tandis que le Conseil de sécurité de l'ONU s'apprête à entendre les responsables des ailes modérées des deux principales ethnies.

Les pays voisins du Burundi durcissent le blocus contre les putschistes

Réunis samedi 17 août à Kampala (Ouganda), les ministres des affaires étrangères des pays d'Afrique orientale continuent d'exiger le retour à l'ordre constitutionnel à Bujumbura. Les opposants hutus évoquent, de leur côté, l'idée de constituer un gouvernement en exil

NATROBI

de notre correspondant en Afrique de l'Est
Malgré des déclarations conciliantes du major Pierre Buyoya, les voisins du Burundi continuent de durcir leur position pour obtenir le « retour à l'ordre constitutionnel ». Au moment où le chef de la junte se dit prêt à négocier avec la rébellion hutue à condition qu'elle dépose les armes, et évoque la mise en place d'un Parlement de transition, les ministres des affaires étrangères des pays d'Afrique orientale, réunis, vendredi 16 août à Kampala, en Ouganda, ont décidé d'interdire l'entrée de leur territoire aux membres du nouveau pouvoir issu du putsch du 25 juillet.

La Zambie, qui exploite une liaison maritime avec le Burundi sur le lac Tanganyika, a décidé de se joindre à l'embargo, emboîtant le pas à la Tanzanie, au Kenya, à l'Ouganda, au Zaïre, à l'Éthiopie et au Rwanda. Ces pays ont accepté toutefois d'exclure des mesures de rétorsion l'aide alimentaire et médicale, destinée aux quarante-cinq mille Rwandais encore réfugiés au Burundi. Mais les organisations humanitaires craignent qu'une pénurie de médicaments favorise l'émergence de graves épidémies alors que s'annonce la saison des

pluies. Les Nations unies ont évacué de Bujumbura, samedi, vingt de leurs employés « non essentiels », tout en maintenant sur place cent quarante agents.

Recevant, samedi, à Kampala, le président rwandais Pasteur Bizimungu, son homologue ougandais, Yoweri Museveni, a justifié les sanctions, soulignant la responsabilité de l'armée burundaise dans les affrontements ethniques qui ont fait, depuis la tentative de coup d'État d'octobre 1993, près de cent cinquante mille morts. « L'armée n'a rien fait pour défendre le président et prétend aujourd'hui combler un vide », a-t-il déclaré, faisant référence à l'assassinat, par des militaires, de Melchior Ndadaye, premier président hutu du Burundi, en octobre 1993, et au fait que son successeur, Sylvestre Ntibantunganya, craignait pour sa sécurité, se soit réfugié, le 23 juillet, à la résidence de l'ambassadeur des États-Unis à Bujumbura.

ESSENCE RATIONNÉE
Au Rwanda, où l'essentiel du pouvoir est détenu par l'armée, dominée par la minorité tutsie comme au Burundi, l'attitude des dirigeants vis-à-vis du régime de M. Buyoya est plus ambiguë. Ne serait-ce que parce que les dirigeants



P. N. M.

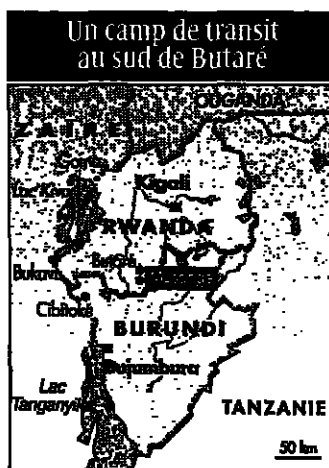
de Kigali ont bénéficié de l'appui des Tutsis du Burundi pendant leurs années de rébellion, avant de s'emparer de la capitale, en juillet 1994. Les observateurs s'interrogent sur la réelle volonté du Rwanda, tiraillé entre deux solidarités – ethnique ou régionale – à appliquer les sanctions. Le nouveau chef de la diplomatie burundaise, Luc Rukingama, de retour d'une tournée européenne, s'est

ainsi arrêté, samedi, à Kigali, lors d'une escale d'un vol de la compagnie belge Sabena, alors qu'il se rendait à la capitale, en vertu de la décision prise, la veille, à Kampala, le territoire rwandais aurait dû lui être interdit.

« On nous a dit qu'au Rwanda les choses étaient plus calmes... »

BUTARE (Rwanda)

de notre envoyé spécial
Le camp de transit de Musange, au sud de Butare, est une immense salle d'attente posée à flanc de colline. On y passe généralement une nuit, pas deux. L'administration et l'armée rwandaises veillent. Près des tentes rouges par la poussière, des petites filles dansent en riant aux éclats. Les garçons



Un camp de transit au sud de Butare

jouent au football avec des ballons de chiffons. Les plus chanceux portent des T-shirt crasseux à l'effigie de Jean Paul II qui datent de la tournée papale de 1990. Chaque famille, soigneusement enregistrée, est rapidement évacuée par camion jusqu'à sa commune d'origine, avec comme seul bagage, le plus souvent, une ration de maïs fournie par le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR). Tout se déroule pour le mieux, jure un fonctionnaire local. Fini le temps où certains de ces « revenants » – des paysans hutus dans leur immense majorité – étaient aussitôt jetés en prison, sur simple dénonciation. « Pour arrêter quelqu'un, il faut un dossier complet avec des témoignages et des accusations solides, ajoute le fonctionnaire. Maintenant que l'administration est bien implantée, les choses se normalisent, les droits des gens sont respectés ».

Assis sur son sac de maïs, le visage impassible, Jean-Marie pèse ses mots. Deux senti-

nelles en uniforme, fusil en bandoulière, sont postées à deux pas, attendant de surprendre des bribes de conversation. Ce qui l'a décidé à quitter le Burundi? « On nous a dit qu'au Rwanda, les choses étaient plus calmes ». Plus calmes qu'avant ou plus calmes qu'au Burundi? Le jeune agriculteur hutu a un sourire furtif. « Les militaires burundais ont dit qu'ils ne voulaient plus de nous chez eux, qu'ils avaient trop à faire dans leur pays pour pouvoir continuer à protéger les camps ».

Qu'il s'agisse de départs forcés ou volontaires, la tendance, en tout cas, est nette. Depuis le début du mois d'août, près de 27 000 réfugiés hutus ont quitté le Burundi pour rejoindre leurs collines rwandaises. Le regain de tension au Burundi n'est pas étranger à ce brusque sursaut migratoire. « Si les Hutus quittent le Burundi, c'est que les choses vont mal là-bas et non pas, forcément, que tout est rose au Rwanda », note un observateur. Selon les estimations du HCR, le Zaïre, où demeurent plus d'un million de réfugiés rwandais, n'a enregistré, depuis le début du mois d'août, qu'environ 400 départs.

« Moi, il me suffit d'un seul coup de œil pour savoir si l'Etat est tutsi ou hutu. Souffrir bien sûr s'il s'agit d'un mélange, mais c'est vraiment rare! », assure Alfred. Né au Rwanda mais ayant grandi au Zaïre, ce jeune mécanicien a décidé de s'installer à Kigali, au lendemain de

la guerre, en 1994. Il appartient à la minorité tutsie. « Ça se voit, non? », s'esclaffe-t-il presque fier. Mais la victoire des siens ne le réjouit pourtant que très modérément. « Maintenant que le pouvoir appartient aux Tutsis, les Hutus ne sont pas contents. Ils vont vouloir prendre la revanche. Entre Hutus et Tutsis, on ne sait pas partager. Il faut toujours qu'il y en ait un plus fort que l'autre ».

PRESSION SOCIALE

Alfred, lui, ne s'est jamais senti l'âme belléqueuse. C'est son père, pasteur dans une paroisse du sud du pays, qui avait découragé, à la fin des années 80, de rejoindre les maquis tutsis du Front patriotique rwandais (FPR). « Il n'a pas eu beaucoup de mal. Il m'a dit qu'en devenant soldat, j'apprendrais à tuer et que c'était le pire qui pouvait m'arriver », se rappelle-t-il. Le regrette-t-il? « Parfois... mais ça ne dure pas. Son père et sa mère ont été assassinés dans l'église où ils s'étaient réfugiés. Pour ma sœur aînée, c'est pareil, je ne connaîtrai jamais les assassins, ajoute Alfred. Alors à quoi bon me tourmenter? »

Contrairement à Alfred qui renâcle à l'idée de s'installer dans la maison familiale – « Il y aurait trop de mauvais souvenirs » –, François a choisi de rejoindre sa colline natale, où pourtant beaucoup des siens ont péri, victimes des pogroms de l'année 1994. A Kigeme, où il est né, au sud de Butare, les Hutus et les rares Tutsis rescapés tentent de cohabiter. « On vient de boire du vin de banane tous ensemble! », avoue François avec un rire amer.

A côté de lui, un villageois hutu fixe le sol d'un œil vague. Faustin fait partie des réfugiés récemment revenus du Burundi. Pendant son absence de deux ans, sa maison n'a pas été détruite, contrairement à celle de

François dont il ne reste rien. A son retour, il y a une semaine, il l'a trouvée occupée. Mais Faustin ne se plaint pas. Les autorités communales lui ont trouvé une chambre au village en attendant que les « squatters » tutsis aient le temps de se bâtir un logement. Impossible de protester : la pression sociale est trop forte. Son épouse est en prison à Butare. A-t-elle été accusée de participation au génocide? Le paysan, gêné, affirme ne pas connaître les raisons de son arrestation. Ils avaient fui ensemble mais, à l'en croire, ils se sont perdus, séparés par les désordres de la guerre.

C'est grâce au Comité international de la Croix-Rouge (CICR) que Faustin a fini par avoir des nouvelles de sa femme. Il a reçu une lettre d'elle, une lettre de prison. Elle y croule avec l'un de leurs fils, âgé d'une douzaine d'années. Ils sont plus de 80 000 dans son cas selon les estimations du CICR. Coupables et innocents mêlés, presque aucun n'a pu, à ce jour, comparaître. Il faudrait, pour cela, que soit promulguée la loi relative aux « infractions consécutives des crimes de génocide, ou d'autres crimes contre l'humanité, commis au Rwanda entre le 1^{er} octobre 1990 et le 31 décembre 1994 ». En attendant, les arrestations continuent au rythme d'environ 800 par semaine.

PSYCHOSE

A Kigeme, comme sur d'autres collines, on n'a pas réussi à enterrer toutes les victimes, trop nombreuses ou méconnaissables. Provisoirement, les ossements ont été réunis, entassés dans deux maisons. « Il y a eu une infinité de morts et une infinité d'assassins. Ceux qui ont tué, on les connaît. C'étaient mes copains, mes amis intimes », s'écrit François en martelant le sol. Silence

lourd : l'assemblée opine du chef, Hutus et Tutsis mêlés. « Il faut la justice, c'est la seule voie », répètent-ils les uns après les autres. Une même anxiété diffuse règne à Kigali. Les rumeurs qui font état d'incursions répétées de guérilleros hutus, à partir du Zaïre, entretiennent la psychose. Certains évoquent le spectre d'un futur « hutuland » qui pourrait s'installer en bordure de la forêt de Nyungwe, dans la région de Cibitoke, en mordant à la fois sur le Rwanda et le Burundi. « Tant que nous n'aurons pas d'autre identité que notre identité tribale, nous serons condamnés à nous entre-tuer », soupire un habitant de la capitale.

Bien que les termes de Hutu et de Tutsi soient bannis des discours officiels, l'obsession du génocide est partout présente. En témoignage cette affiche gouvernementale où l'on voit, dessinés, un couple et ses enfants accroupis derrière un buisson : ils se cachent d'un groupe de paysans hirsutes armés de lances et de machettes, qu'un jeune berger tente de détourner de leurs cibles. « Tout le monde a le droit de vivre », dit la légende. L'avenir dira s'il s'agissait d'une bonne résolution ou d'un désirable SOS.

Catherine Simon

■ Le Tribunal pénal international pour le Rwanda, qui siège à Arusha (Tanzanie), vient d'annoncer la mise en accusation du colonel Théoneste Bagosora, déchu au Cameroun et considéré comme un des principaux responsables du génocide de 1994. Il avait été arrêté en mars dernier à Yaoundé. André Ntagerura, ancien ministre rwandais des transports, lui aussi en détention au Cameroun, a été également mis en accusation. (AFP)

Neuf mois pour rétablir la paix et la démocratie au Liberia

MONROVIA

de notre envoyé spécial
Pour la première fois depuis le début de la guerre civile, le 25 décembre 1989, le Liberia se distingue sur la scène internationale autrement que par ses malheurs. A l'issue du sommet qui a réuni, samedi 17 août, à Abuja, la capitale fédérale du Nigeria, les chefs d'Etat de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cedeo), en présence des dirigeants des factions libériennes, c'est une femme, Ruth Sando Perry, qui a été portée à la tête du Conseil d'Etat libérien, qui tient provisoirement lieu de présidence collégiale. M^{me} Perry devient ainsi la première femme à diriger un pays africain.

Deux mois après la fin des terribles combats qui ont ravagé Monrovia, la capitale du Liberia, cette quinquagénaire aura fort à

faire pour appliquer le calendrier de retour à la paix et à la démocratie mis au point à Abuja. Celui-ci devrait se conclure par l'élection d'un nouveau président, le 31 mai 1997, après le désarmement et la démobilisation des dizaines de milliers de combattants qui ravagent le pays depuis plus de cinq ans. Or, la composition du reste du Conseil d'Etat demeure inchangée : on y retrouve trois chefs de faction, Charles Taylor (Front national patriotique du Liberia, NPFL), Alhaji Kromah (branche mandingue du Mouvement uni de libération, Uli-m) et George Booley (Conseil pour la paix au Liberia, LPC), ainsi qu'un représentant de la société civile et un chef communier.

Le prédécesseur de M^{me} Perry, l'universitaire Wilton Sankawulo, qui était, lui aussi, présenté comme une « personnalité indépendante »,

s'était résolument rangé aux côtés de l'alliance formée par Charles Taylor et Alhaji Kromah, lors des combats qui les ont opposés, en avril-mai, aux milices krahn fédérées autour de la branche de l'Uli-m dirigée par le « général » Roosevelt Johnson. Mais la nouvelle présidente, ancien sénateur, a promis, au micro de la BBC, qu'on ne pourrait ni l'acheter ni l'intimider par les armes, et qu'elle attendait de ses collègues « le respect dû à une mère ».

MENACE DE SANCTIONS

Dans les rues de la capitale libérienne en ruines, les changeurs de monnaie n'avaient pas attendu de connaître les résultats du sommet pour faire remonter le cours du dollar libérien qui, dès vendredi, est passé de 78 pour 1 dollar américain à 73. Ces dernières semaines,

un seul incident sérieux a été signalé dans la capitale. Le 10 août, une dispute entre combattants de l'Uli-m-k a dégénéré en échange de tirs. Contrairement à ce qui s'était passé lors du début des combats d'avril, la force d'interposition ouest-africaine, l'Ecomog, est intervenue rapidement et violemment, faisant plusieurs blessés parmi les combattants et les témoins de la scène.

En ville, les barages de l'Ecomog ont été renversés et il est désormais théoriquement impossible de faire rentrer des armes à l'intérieur de Monrovia. Mais, malgré les proclamations des chefs de faction, de nombreux combattants sont restés, notamment dans le quartier à dominante krahn qui s'est formé autour du Barclay training center (BTC), caserne qui a servi d'état-major à la coalition de Roosevelt

Johnson. Dans les rues qui entourent le BTC, on vend encore les maigres fruits des pillages qui ont marqué la bataille de Monrovia. On voudrait voir là les dernières manifestations du règne sans partage des enfants-soldats sur le Liberia. A Abuja, les chefs d'Etat ont menacé – pour la première fois – d'appliquer des sanctions aux dirigeants de faction qui s'écartent des décisions du sommet. MM. Taylor, Booley, Kromah ou Johnson et leurs familles se verraient ainsi interdits de déplacement dans la région, eux qui, jusqu'à une période récente, allaient faire leurs courses ou se faire soigner, qui à Conakry, qui à Abidjan.

Enfin, les Etats-Unis se seraient engagés à fournir l'aide financière nécessaire au renforcement des effectifs de l'Ecomog, qui devraient passer de 8 500 à 18 000 hommes

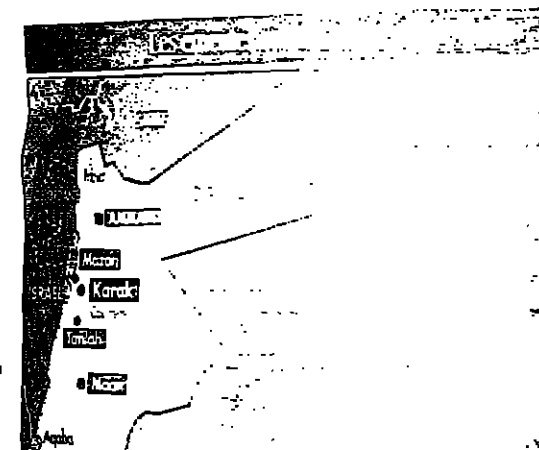
dans les deux mois à venir. La Force d'interposition restera, dans son immense majorité, nigérienne et sera toujours dirigée par un général nommé par Abuja. Sanj Abacha, le président nigérian, a remercié John Ilienger, le chef de l'Ecomog pendant la crise d'avril, mais a renvoyé sur place le général Victor Malu qui avait repoussé, en 1992, l'assaut de Charles Taylor sur la capitale.

Dans son message d'adieu à ses troupes, le général Ilienger s'est déclaré convaincu que « l'incident d'avril n'était pas sans bons côtés ». Pour les milliers d'habitants de Monrovia qui ont vu leurs maisons réduites en cendres ou pillées jusqu'à les rendre inhabitables, les bons côtés – mis à part le départ de l'officier nigérian – sont encore difficiles à discerner.

Thomas Sotinel

Le roi de Jordanie avec « dureté » les fau...

de notre correspondant en Afrique de l'Est
Bien réel... social en Jordanie... té par l'Etat... l'Irak, comme... sein, pour... pays? S'il est... l'affirmation... témoignage... prouver que... dans la ville... 160 km au su... violences des... et commises... médi 17 juil... peu organisé... Depuis une... aurait pu... population... Jordanie, à p... plainte. Ces... tendu pour... dredi, tout sa... les mosquées... prière hebdo... les gens qui... reviennent... spontanément... d'environ 20... d'entente en... certains s'en... ment aux bân... cursales de p... rapide et une... vite remplacé... provoque des... pulation et co... ment de la net... Le couvete... installé à Kar...



contrôle de l'Etat... après midi les... téléphoniques... environ cent m... viron cent m... comptés. De tr... somes ont été... qu'elles beauc... Le nombre tota... tions, qui ont... les autres villes... fileh, Mazar et... troubles avaient... attendrâit pres... en cause par l... Baas, les pro-... date implan... remment à Ba... population ma... doine, les habi... tionnellement p... vens nationaux... Intermé, diman... entendant par... gères. « Impliq... émeutes, le roi Hussein... qu'il s'agissait de... étudié en Irak, ou... thés pour ce p... tions, tout aut... que ces émeutes... une contestation de la... générale du roya... sans doute la re... du régime. Alors... des forces de l'ord... réfugiés palestini... présence policière... été renforcées, le... mie est montée en... pour affirmer que... choiir entre l'ord... monarque, qui est... vision en grand u... a abouti sur un u... fermet à surpris... « Nous ferons p... dureté ».

Alors qu'il tenait... ture politique avec l'ir... veur de l'élection de B... Nétanyahou comme p...

مكتبة من الأصل

Le roi de Jordanie veut traiter avec « dureté » les auteurs de troubles

Alors que le couvre-feu a été décrété à Karak où de nombreuses arrestations ont été opérées, l'opposition réclame la démission du gouvernement

AMMAN de notre correspondante au Proche-Orient

Bien réel, le malaise politique et social en Jordanie a-t-il été exploité par l'Irak, ou des proches du roi Hussein, pour tenter d'enflammer le pays ? S'il est encore trop tôt pour l'affirmer avec certitude, tous les témoignages recueillis tendent à prouver que les manifestations dans la ville de Karak, située à 160 km au sud d'Amman, où les violences les plus importantes ont été commises, vendredi 16 et samedi 17 juillet, ont été quelque peu organisées.

Depuis une semaine, des jeunes auraient poussé à la révolte une population qui, comme partout en Jordanie, a bien des raisons de se plaindre. Ces jeunes auraient attendu pour agir la journée du vendredi, jour de rassemblement dans les mosquées pour la grande prière hebdomadaire, et jour où les gens qui travaillent à Amman reviennent chez eux. Commencée spontanément, une manifestation d'environ deux cents personnes aurait ensuite été vite exploitée, certains s'en prenant immédiatement aux bâtiments publics et successivement aux banques. La réaction rapide et très ferme de la police, vite remplacée par l'armée, a alors provoqué des réactions de la population et contribué à l'enchaînement de la violence.

Le couvre-feu a, depuis lors, été instauré à Karak, totalement sous

le contrôle de l'armée. Dimanche après-midi, les communications téléphoniques avec cette ville d'environ cent mille habitants ont été coupées. De très nombreuses personnes ont été arrêtées, parmi lesquelles beaucoup de jeunes gens. Le nombre total des interpellations, qui ont touché notamment les autres villes du sud comme Tafila, Mazar et Ma'an - où des troubles avaient eu lieu vendredi - atteindrait près de trois cents. Mis en cause par les autorités, le parti Baas, ici pro-irakien, est de longue date implanté à Karak où, contrairement à d'autres villes du Sud, la population majoritairement bedouine, les habitants sont traditionnellement politisés et de fervents nationalistes arabes.

Interrogé, dimanche, sur ce qu'il entendait par « parties étrangères » impliquées dans ces émeutes, le roi Hussein a affirmé qu'il s'agissait de « gens qui ont étudié en Irak, ou ont des sympathies pour ce pays ». Ces accusations, tout autant que la crainte que ces émeutes dégénèrent en une contestation de la politique générale du royaume, expliquent sans doute la réaction très ferme du régime. Alors que l'ensemble des forces de l'ordre ont été placées en état d'alerte maximum, que la surveillance des camps de réfugiés palestiniens, comme la présence policière à Amman, ont été renforcées, le souverain hachémite est monté en première ligne pour affirmer que « le pays doit choisir entre l'ordre et le chaos ». Le monarque, qui est apparu à la télévision en grand uniforme militaire, a ajouté sur un ton dont l'extrême fermeté a surpris tout le monde : « Nous ferons preuve de force et de dureté ».

Alors qu'il tentait, après sa rupture politique avec l'Irak, et à la faveur de l'élection de Benyamin Néanyahu comme premier mi-

nistre israélien - qu'il est le seul chef d'Etat arabe à avoir plutôt bien accueillie - de briser l'isolement de la Jordanie, le roi Hussein est très embarrassé par ces émeutes : elles viennent lui rappeler que sa politique est incomprise par le pays et qu'elle ne lui a rien apporté jusqu'à maintenant. Car même si des éléments étrangers ont poussé à ces manifestations, tous les ingrédients du mécontentement sont là.

Plus symbolique que réelle, puisque l'augmentation a été compensée financièrement pour tous les Jordanais, la bataille contre le quasi-triplement du prix du pain exprime le ras-le-bol d'une population, désorientée par la politique du roi, depuis la signature du traité de paix avec Israël, en octobre 1994. La popularité du monarque, qui reste malgré tout le recours des Jordanais, en a pris un coup. Il est significatif que, dans un pays où la personne du roi est généralement inattaquable, des slogans contre sa personne et sa famille aient été entendus lors des manifestations.

Le temps n'est plus où la seule présence du souverain hachémite suffisait à calmer les choses, et son déplacement, samedi, à Karak, a été suivi d'une nouvelle vague de violences, qui montre bien que la population ne se contentera plus de promesses non suivies d'effets.

En 1989, quand l'augmentation du prix de l'essence avait provoqué, dans le Sud, une vague de

Deux massacres, imputés aux islamistes, auraient fait 80 morts en Algérie

Les victimes auraient été interceptées à de « faux barrages »

Quatre-vingts personnes auraient été tuées, la semaine dernière, en l'espace de trois jours, en Algérie, par des commandos islamistes armés, à en croire

les quotidiens saoudien *El Hayat* et algérien *El Watan*. Les victimes auraient été interceptées à de faux barrages.

SOIXANTE-TROIS personnes, dont des femmes, des vieillards et des enfants, ont été égorgées, samedi 17 juillet, par un commando d'une centaine de personnes armées, sur la route qui relie la wilaya (préfecture) de M'Sila à celle de Batna, au sud-est d'Algérie, a rapporté, lundi, le quotidien saoudien *El Hayat*, publié à Londres.

Le journal, qui cite des « témoins », affirme que le commando, qui avait dressé un barrage sur la route, a arrêté deux autobus qui se dirigeaient vers Batna et réclamaient les cartes d'identité des passagers. Tous ceux qui étaient originaires de Batna ont été « collectivement égorgés », ont ajouté les « témoins » qui se trouvaient à bord de l'un des deux autocars. Selon les mêmes sources, dont le récit n'a été ni corroboré ni démenti par les autorités algériennes, les membres du commando, vêtus d'« uniformes sales », étaient équipés de fusils de chasse, de poignards et de haches. C'est la première fois, note *El Hayat*, que des autochtones sont tués sur la base de leur appartenance à une région. Certaines sources n'excluent pas que l'objectif du massacre soit de « provoquer une sédition entre les tribus ».

« ÉGORGÉS UN A UN »

De plus, le quotidien algérien *El Watan* a rapporté, dimanche, que dix-sept jeunes Algériens, ont été égorgés, jeudi, près d'Aln Oussera, à 200 kilomètres au sud d'Alger, par un commando islamiste, qui les a accusés de ne pas avoir rejoint les rangs de la rébellion. L'autocar à bord duquel se trouvaient les victimes a été intercepté, selon *El Watan*, à un « faux barrage », par une dizaine d'hommes armés de fusils de chasse, de colt, de haches, à Sidi-Ladjal, un hameau isolé dans cette région de hauts plateaux.

Après avoir contraint les voyageurs à descendre, le commando a isolé tous les passagers de plus de dix-sept ans. Les plus vieux ont été autorisés à reprendre leurs places dans l'autocar. Les autres ont été conduits vers un buisson et « égorgés un à un avec une sauvagerie in-

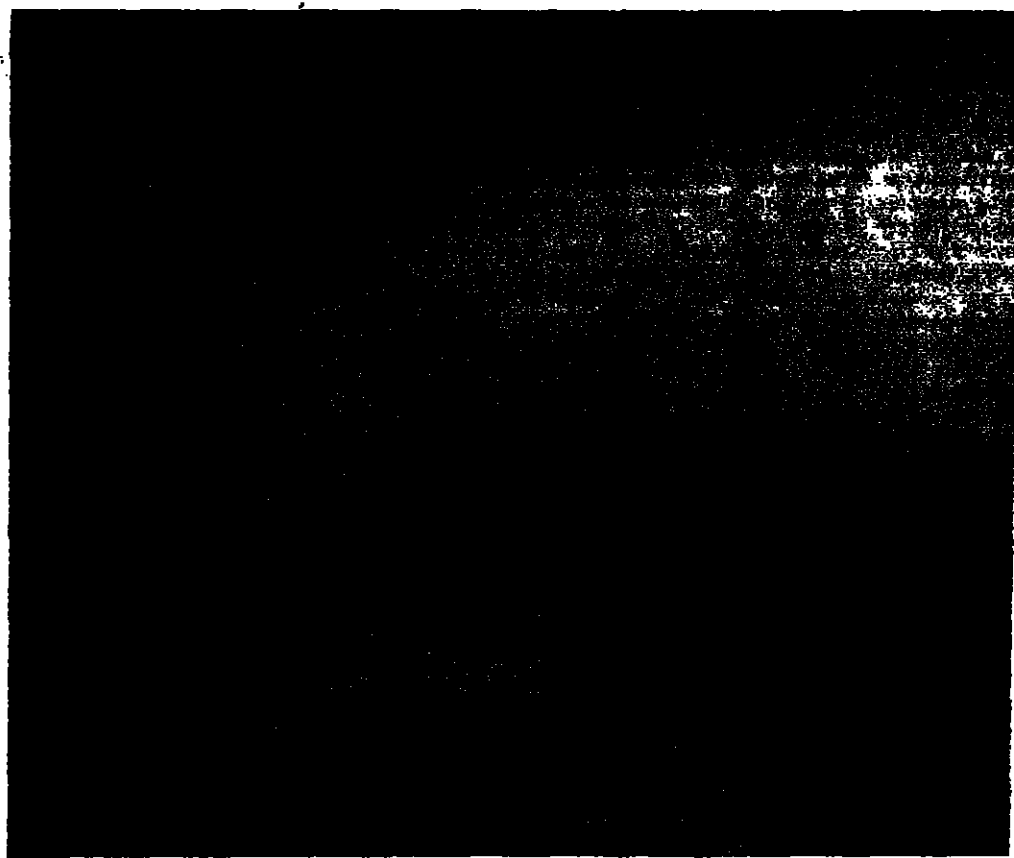
qualifiable ». Les autres passagers « gardent encore dans leurs oreilles les cris et supplications que lançaient les jeunes à leurs bourreaux ».

Ce n'est pas le premier crime du genre. A travers le pays, de nombreux jeunes ont été assassinés pour avoir refusé de répondre aux « convocations » des groupes islamiques armés (GIA) ont aussi menacé de mort, il y a quelques mois, tous les jeunes qui circulent dans une autre région que celle où ils résident. Cette situation plonge les jeunes dans le désarroi.

Un vieil homme a récemment raconté au bureau algériens de l'Agence France-Presse comment son fils, qui avait choisi de faire son service militaire en Algérie, avait été tué quelques jours seulement après avoir été muté dans une région où les accrochages entre les forces de sécurité et les islamistes sont fréquents. A Alger, ajoute l'AFP, les récits abondent sur des exécutions de jeunes gens qui venaient juste de terminer leur période de service et rentraient dans leur famille.

L'AUTOMNE AVEC LES CROISIÈRES COSTA

40% de réduction* pour la deuxième personne. Dépêchez-vous de trouver la première.



UNE CROISIÈRE D'AUTOMNE C'EST BEAU COMME L'ÉTÉ. Du 13 septembre au 4 novembre, si vous embarquez à deux, les Croisières Costa offrent 40% de réduction* à la deuxième personne. Profitez-en pour découvrir les plus belles escales de la Méditerranée à bord d'un des paquebots des Croisières Costa. Partez écumer les îles grecques, l'Italie, l'Espagne ou la Turquie. Cet automne, pour faire durer l'été, il suffit de trouver quelqu'un à accompagner en croisière.

RENSEIGNEZ-VOUS AUPRÈS DE VOTRE AGENCE DE VOYAGES OU TELEPHONEZ AU (1) 42 66 19 22

Costa
Croisières

* Offre valable pour la deuxième personne partageant la cabine d'un passager plein tarif, non cumulable avec une autre réduction et valable sur certains départs.

Le général Lebed n'a pas obtenu le limogeage du ministre russe de l'intérieur

Boris Eltsine a de nouveau disparu de la scène publique

Bien que le porte-parole du président n'ait pas exclu, vendredi dernier, que Boris Eltsine s'adresse, ce lundi 19 août, à ses concitoyens, à l'occasion du

cinquième anniversaire du putsch manqué des conservateurs en 1991, l'absence du chef de l'Etat de la scène publique depuis plusieurs jours al-

limente de nouveau les rumeurs sur sa santé. Selon un journal allemand, M. Eltsine pourrait subir prochainement une transplantation cardiaque.

MOSCOU

de notre envoyé spécial
Boris Eltsine avait brusquement disparu de la scène publique, jeudi 15 août, le jour où la composition du nouveau gouvernement russe a été présentée. Les dernières images diffusées par la télévision l'avaient montré, mercredi, au côté de Viktor Tchernomyrdine, le premier ministre, occupé à mettre la dernière touche au cabinet. « Nous avons fait un peu de ménage », s'exclama alors Boris Eltsine dont l'énergie gestuelle cachait mal une élocution difficile et des paroles quasi inaudibles. Depuis, aucune image du président n'a filtré et son lieu de résidence reste incertain, ce qui alimente de nouveau les rumeurs sur son état de santé.

Le président, qui souffre de graves troubles cardiaques à l'origine de deux attaques en 1995, s'apprête à subir une transplantation cardiaque selon des « sources diplomatiques » chères, dimanche 18 août, par le quotidien allemand, Bild Zeitung. Boris Eltsine pourrait bientôt être transféré dans une clinique en Suisse pour y subir une intervention, affirme de son côté l'hebdomadaire américain Time, dans sa dernière édition.

En ce moment, le chef de l'Etat

travaille « deux à trois heures par jour au Kremlin ou dans sa résidence de Barvikha » aux environs de Moscou, selon son nouveau porte-parole, Sergueï Iastrjembski. Ce dernier, qui avait convié au Kremlin, vendredi, une vingtaine de journalistes de la presse locale, a affirmé que le président cherchait actuellement un lieu de vacances non loin de la capitale russe, afin de « s'occuper de sa santé ». « Je sors tout juste de son bureau », avait alors confié M. Iastrjembski aux journalistes présents.

Une information mise en doute dès le lendemain par le quotidien libéral Kommersant Daily : « Ça n'est peut-être qu'un détail (...) mais l'état amorphe de la garde faisait douter, vendredi, du fait que le président se trouve réellement au Kremlin ». Il est clair que l'état physique du chef de l'Etat russe a empiré entre le premier et le deuxième tour de l'élection, c'est-à-dire entre le 16 juin et le 3 juillet. Boris Eltsine a décliné de grandes difficultés à s'exprimer, une raideur est perceptible dans le côté gauche de son visage et il semble avoir quelques difficultés à mouvoir son bras gauche. A quelques jours du deuxième tour du scrutin, la correspondante du quotidien espa-

gnol El País révélait, « de sources proches de la présidence », que Boris Eltsine avait été victime, les 26 et 28 juin 1996, de deux attaques successives, conséquences de son surmenage pré-électoral. Démentie officiellement, cette information avait été indirectement corroborée par la prestation de serment de Boris Eltsine, réduite au strict minimum, lors des cérémonies d'investiture du 9 août.

ATMOSPHÈRE BREJNEVienne

Depuis, dans une atmosphère qui n'est pas sans rappeler la période brejnevienne, les médias officiels ne perdent pas une occasion de clamer l'« hyperactivité » présidentielle. Boris Eltsine signe les décrets à la douzaine. Ceux-ci portent tant sur la réorganisation de son administration (1 200 personnes), que sur la célébration, en 1997, du 850^e anniversaire de la fondation de Moscou. En vertu d'un décret, signé le 14 août, et rédigé dans le plus pur style soviétique, les comités d'Etat de la Fédération de Russie sont dirigés par les présidents des comités d'Etat de la Fédération de Russie ». Boris Eltsine peut désormais « réorganiser ou supprimer » les ministères, « nommer et limoger » les mi-

nistres, le premier ministre se contentant de la « nomination des vice-ministres ».

Enfin, c'est par téléphone que Boris Eltsine a réglé le « scandale », selon la presse, qui a éclaté, vendredi, entre le général Lebed, secrétaire du Conseil de sécurité, en charge du dossier tchétchène et Anatoli Koulikov, le ministre de l'Intérieur dont Alexandre Lebed réclamait le limogeage pour ses responsabilités dans la déroute de l'armée à Grozny.

L'agence Itar-Tass a ainsi révélé, samedi, que le général Koulikov avait été invité par Boris Eltsine à « poursuivre sa tâche ». Désavoué par son patron, M. Lebed n'a pas fait connaître sa réaction tandis qu'à Grozny les négociations entre Russes et indépendantistes butaient, dimanche, sur la question du contrôle du cessez-le-feu. Le porte-parole des Tchétchènes a toutefois estimé que ces différends n'étaient « pas suffisamment importants pour conduire les pourparlers dans l'impasse ». La trêve - globalement respectée malgré le mitraillage des convois de réfugiés par les Russes - se maintient, vaillie que vaillie, à Grozny.

Marie Jégo

Le vice-président tchétchène : « Pas d'autre choix que l'indépendance »

SUD DE LA TCHÉTCHÈNE

de notre envoyé spécial
Après le coup de boutoir tchétchène sur Grozny, qui secoue toujours le Kremlin, l'heure du compromis a peut-être sonné. Mais, s'appuyant sur leur dernière démonstration de force, les séparatistes tchétchènes campent sur leurs positions, bien établies, que ce soit dans les ruines de la capitale ou sur le terrain politique.

« D'abord, nous ne sommes pas des séparatistes », déclare Said-Khazam Aboumoulisov, le vice-président indépendantiste tchétchène, dans un entretien recueilli par Le Monde, dimanche 18 août, quelque part au sud de Grozny. « Nous n'avons jamais accepté de vivre en Russie, toute notre histoire le montre », explique-t-il. A ses yeux, les Tchétchènes réclament simplement « un Etat indépendant et souverain en Tchétchénie, qui l'est de fait depuis quatre ans ». « Nous ne voulons tuer personne pour cela. Le droit à l'autodétermination des peuples existe, ainsi que des normes internationales, il faut les respecter. Nous voulons le départ de l'armée russe, des élections, un référendum sous contrôle international », ajoute le vice-président.

M. Aboumoulisov est un dirigeant indépendantiste tchétchène Zelimkhan Landarbiev ce que M. Landarbiev fut au président disparu, Djokhar Doudaev : celui qui prendra la direction du mouvement indépendantiste si, comme M. Doudaev, le nouveau président est tué. Il met en garde les Russes :

« On ne peut résoudre le problème tchétchène en tuant simplement le leader dans une société où il n'y a pas une forte hiérarchie, une soumission, comme en Russie. Entre un Russe et Dieu, il y a un tas, entre un Tchétchène et Dieu, il n'y a personne », dit-il.

M. Aboumoulisov, historien de formation, rejette un compromis sur le statut de la Tchétchénie de type « indépendance-association », comme celui proposé en Nouvelle-Calédonie. « Une association avec la France ou l'Angleterre est possible, mais pas avec l'actuelle Russie, qui ne respecte pas le droit », assène-t-il. « Nous voulons être sujets de droit international pour que la Russie ne puisse pas commettre un autre génocide en disant au monde "ne vous mêlez pas de nos affaires intérieures" ».

PRÊT À DES COMPROMIS

Le leader indépendantiste se dit pourtant prêt à des compromis, « à des liens librement consentis » avec Moscou, « à entrer dans une confédération de deux Etats souverains avec la Russie dans la communauté des Etats indépendants » qui a succédé à l'Union soviétique. « Mais,

préviend-il, nous voulons des garanties internationales, car, en Russie, les mécanismes du droit ne fonctionnent pas, le pays est très loin de la démocratie. A travers la Tchétchénie s'exprime le mal moral de la Russie. Si la Russie était un Etat de droit, cette guerre n'aurait pas eu lieu », juge-t-il.

M. Aboumoulisov considère qu'il « n'y aura pas d'Etat de droit en Russie avant dix, vingt, trente ou quarante ans, et, si un démagogue comme Jirinovski [le leader ultranationaliste russe] arrive au pouvoir, c'en est fini, dit-il. Si Eltsine se sent fort, il peut reprendre des deux mains les droits qu'il nous aura donnés aujourd'hui. Les dirigeants russes ne se sentent pas responsables pour la vie des gens. N'importe quel accord avec la Russie sans garantie ne vaut rien. Ils ont de très belles lois, mais ne les respectent pas. Vous connaissez la Constitution soviétique... Il nous faut des garanties », répète-t-il.

Le vice-président indépendantiste, ex-député du Parlement tchétchène, craint que le général Lebed, chargé par le président russe Boris Eltsine de la question tchétchène, ne puisse mettre fin à la guerre : « Le général Lebed est un homme de

parole. Mais il est seul. Les gens comme lui sont rares parmi les dirigeants russes, tous d'ex-apparechiks et on ne les laisse pas agir. Lebed risque d'être victime des intrigues du Kremlin », redoute M. Aboumoulisov.

« La Russie a le choix, reprend le vice-président, soit elle résout la question tchétchène, et rien ne la menace, car il n'y a pas de risque réel de sécession d'autres Républiques. Soit la guerre continue, et des barrières psychologiques qui commencent à s'effondrer vont sauter. Le conflit s'étendra alors à tout le Caucase. Le mécanisme est déjà en marche. En tant que Tchétchènes, nous n'avons pas d'autre choix que de nous battre pour l'indépendance », assure-t-il.

Enfin, le vice-président tchétchène met en garde l'Occident : « En ne se mêlant pas du problème pour avoir la stabilité en Russie, l'Occident se trompe, car la guerre va s'étendre. L'Occident ne nous aide pas, notamment parce que nous sommes musulmans. Mais en agissant ainsi, il risque de récolter ce qu'il sème. »

Jean-Baptiste Naudet

Le gouvernement Tchernomyrdine à l'épreuve du FMI

TANT QUE la réélection de Boris Eltsine à la tête de la Fédération de Russie n'était pas assurée, les pays occidentaux comme les organisations internationales ont fermé les yeux sur les désordres du pays, causes répétées de ses médiocres performances économiques et financières. La victoire, début juillet, du président sortant sur son adversaire communiste, Guennadi Ziouganov, a soulagé tout le monde et remis les choses en place.

Les compliments ont donc fait place aux réprimandes. Des experts du Fonds monétaire international sont arrivés à Moscou pour expliquer à l'équipe gouvernementale pourquoi le FMI avait suspendu en juillet et en août les versements mensuels du prêt de 10,7 milliards de dollars (environ 50,7 milliards de francs) récemment consenti : une fraude fiscale gigantesque détournée des caisses de l'Etat la moitié environ des impôts et les dépenses ont augmenté de façon vertigineuse au moment de la campagne électorale, sans pour autant calmer des revendications souvent légitimes, comme celles des mineurs, qui viennent de maintenir leur appel à la grève générale pour le 26 août.

Ce n'est sûrement pas en continuant sur cette lancée que le premier ministre russe, Viktor Tchernomyrdine, respectera les engagements qu'il a pris vis-à-vis du bailleur de fonds, généralement plus précautionneux quand il s'agit de débours des sommes aussi importantes.

Le libéralisme prôné par les hommes qui viennent de prendre en charge les affaires économiques et financières du pays devrait faciliter les choses : Vladimir Potanine, Alexandre Livchits et Evgueni Lassine arriveront sans doute à convaincre les émissaires du FMI de leur bonne volonté. Il n'est pourtant pas certain que les déclarations d'intentions suffiront à conserver, ou plutôt à reconquérir, une bienveillance que ne justifiaient, il y a quelques mois, ni les réformes entreprises ni les résultats obtenus.

DÉFAILLANCES DE L'ÉTAT

Certes la hausse des prix s'est considérablement ralentie en Russie : 22,6 % en 1994, 130 % en 1995, peut-être 50 % cette année et probablement moins de 25 % en 1997 puisque, depuis le début de l'année, le rythme mensuel de l'inflation n'a cessé de se ralentir, les résultats de juillet et août ayant même été étonnamment bons. On peut voir là les premiers résultats d'une gestion plus serrée de la masse monétaire par la Banque centrale de Russie.

Il n'empêche. L'Etat continue de financer un déficit budgétaire important en émettant massivement des bons du Trésor, procédé dont les pays occidentaux ont cessé d'user à cause de son caractère hautement inflationniste.

Comment la nouvelle équipe en place pourrait-elle renoncer à faire fonctionner la planche à billets dans un pays où l'épargne à long terme, sous forme d'obligations, n'existe pas, pour cause de forte inflation. La réduction du déficit budgétaire - 10 % du PIB en 1994, 4 à 5 % en 1995 - ne s'explique-t-elle pas d'abord par les défaillances d'un Etat qui ne paie plus - ou très mal - ses fonctionnaires civils, ses soldats et ses commandés de matériel ? Ce n'est un mystère pour personne que les prêts du FMI servent aussi, et peut-être d'abord, à combler ces carences.

S'il veut vraiment convaincre le FMI et les capitaux occidentaux, le nouveau gouvernement Tchernomyrdine va devoir s'attaquer aux réformes de fond et d'abord à la collecte des impôts, priorité des priorités. Ce qu'il n'a pas fait jusqu'à présent, se contentant de laisser se développer un capitalisme sauvage porteur d'inégalités croissantes, de pauvreté et de violence.

Alain Vernholes

L'Ifor va détruire 300 tonnes d'armes cachées par les Serbes de Bosnie

SARAJEVO. Les soldats de la Force multinationale de l'OTAN (Ifor) s'apprêtent, lundi 19 août, à détruire plus de trois cents tonnes d'armement serbe, dissimulées dans l'école de Margetici, au nord-est de Sarajevo, en violation de l'accord de Dayton. Samedi, l'Ifor s'est déployée à Margetici, engageant deux cents chars et blindés, ainsi que 1 500 hommes. L'opération de destruction devrait durer plusieurs jours. Ujana Plavsic, la « présidente par intérim » de la République serbe de Bosnie, a admis que le dépôt était effectivement clandestin, tandis que l'état-major du général Ratko Mladic démentait et dénonçait une « dangereuse provocation » des troupes occidentales. Ratko Mladic, qui n'a jamais endossé aucune défaite, tente d'accuser les leaders politiques de la République serbe de courber l'échine devant les Occidentaux. - (Corresp.)

Deux journalistes accusés de terrorisme arrêtés au Pays basque espagnol

HERNANI. Une perquisition, qui a été menée dimanche après-midi 18 août au siège du quotidien indépendantiste basque Egin à Hernani (province de Guipuzcoa, nord), a permis la saisie de « documents relatifs à de possibles objectifs » de l'ETA, a annoncé le gouvernement civil (préfecture). La veille, deux journalistes d'Egin, Fernando Alonso et Andoni Murga, avaient été arrêtés à leur domicile. Tous deux sont soupçonnés d'avoir perpétré un attentat jeudi 15 août contre une entreprise textile de la prison madrilène de Navalcarnero, inculpés pour « appartenance à bande armée », « terrorisme » et « possession illégale d'armes et d'explosifs ». - (AFP)

EUROPE

■ FRANCE-ALLEMAGNE : le ministre allemand de la défense, Volker Rühe, a déclaré dimanche 18 août qu'il était « triste » du départ prévu de 17 000 soldats français stationnés en Allemagne et qu'il espérait que « l'intimité » créée par la présence de troupes françaises dans son pays serait préservée grâce à la brigade franco-allemande. M. Rühe était reçu par le ministre français Charles Millon dans la ville de Bellay (Ain), dont il est maire. - (AFP)

AFRIQUE

■ NIGÉRIA : le régime militaire a fait un geste de bonne volonté en annonçant, jeudi 15 août, qu'il autoriserait des associations à se regrouper afin d'être enregistrées comme partis politiques. Cette autorisation, soumise à un certain nombre de conditions, a été accueillie avec scepticisme par l'opposition. - (AFP)

AMÉRIQUES

■ WASHINGTON : un appareil de la flotte présidentielle américaine s'est écrasé dans la nuit de samedi 17 à dimanche 18 août dans les montagnes du Wyoming. Les neuf personnes qui étaient à bord ont été tuées. Le C-130 de l'US Air Force effectuait une mission pour la Maison-Blanche. Il était chargé d'acheminer des bagages de la famille Clinton et au moins une voiture officielle de Jackson Hole (Wyoming) à New York où Bill Clinton fête dimanche soir son 50^e anniversaire. - (AFP)

ASIE

■ CORÉE DU SUD : les milliers de policiers qui encerclent deux bâtiments du campus de Séoul occupés par des étudiants ont intensifié, lundi 19 août, la guerre des nerfs qu'ils livrent aux protestataires réclamant la réunification des deux Corées. Six étudiants ont dû être évacués en ambulance de l'université où le face-à-face est entré dans son sixième jour. Fatigue et déshydratation sont responsables de ces malaises. - (Reuters)

■ PAKISTAN : onze personnes ont été tuées et plusieurs autres blessées, dimanche 18 août, lors d'une fusillade, à l'occasion d'un rassemblement religieux de musulmans chiites dans la ville de Vehari, dans la province du Pendjab. Quatre jours plus tôt, une fusillade avait fait douze morts à Karachi, lors d'une procession d'un parti fondamentaliste sunnite. Cette situation fait craindre l'émergence de tensions entre groupes religieux. - (AFP)

PROCHE-ORIENT

■ ARABIE SAOUDITE : les familles des militaires américains travaillant en Arabie saoudite ont commencé à quitter le pays, dans le cadre des mesures de sécurité prises par Washington après les attentats anti-américains de Riyad et Khobar, a affirmé, dimanche 18 août, l'ambassade des Etats-Unis. Entre 750 et 800 personnes seront rapatriées. - (AFP)

■ IRAK : de violents combats entre les deux principales formations kurdes, l'Union patriotique du Kurdistan et le Parti démocratique du Kurdistan ont fait plusieurs morts et des dizaines de blessés dans le nord de l'Irak, a indiqué, dimanche 18 août, un responsable de l'ONU dans cette région. Ces combats mettent fin à une trêve relative observée depuis avril. - (AFP)

■ ISRAËL : le gouvernement a autorisé la construction de trois cents nouveaux logements sur le plateau syrien du Golan occupé, a annoncé, dimanche 18 août, le porte-parole du ministère de l'habitat. « Le gouvernement précédent a autorisé la construction de plus de 2 000 logements sur le Golan et nous continuons le développement de cette région », a déclaré Amit Dobkin. - (AFP)

Israël : MM. Nétanyahou et Lévy se sont réconciliés

JÉRUSALEM. Le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou et le chef de la diplomatie, David Lévy, se sont réconciliés, dimanche 18 août, en se partageant les prérogatives liées à la conduite du processus de paix avec les Arabes, a annoncé M. Lévy. « Nous sommes tombés d'accord sur une coordination entre le ministère des affaires étrangères et la présidence du conseil », a déclaré M. Lévy, à l'issue d'une rencontre avec M. Nétanyahou. Selon le porte-parole de ce dernier, la rencontre « s'est déroulée dans une très bonne atmosphère ». Un comité interministériel chargé de la politique étrangère et de la défense, qui comprendra MM. Nétanyahou et Lévy, et le ministre de la défense, Itzhak Mordechai, sera chargé de déterminer la politique à suivre vis-à-vis de la Jordanie, de la Syrie et du Liban. Le général Dan Shomron, ancien chef d'état-major et personnage neutre, a été nommé président du comité de suivi des négociations avec les Palestiniens. - (AFP)

SPECTACLES

Réservez vos places de concerts, spectacles, théâtres, expositions... sur Minitel
3615 LEMONDE

L'élection du président

Au cours de la campagne électorale, commençant le 15 août, le candidat démocrate Bill Clinton a tenté de faire passer son message de paix et de justice sociale.

Tous les candidats ont des idées sur la façon de résoudre les problèmes du pays.

Le candidat démocrate Bill Clinton a tenté de faire passer son message de paix et de justice sociale.

Tous les candidats ont des idées sur la façon de résoudre les problèmes du pays.

Le candidat démocrate Bill Clinton a tenté de faire passer son message de paix et de justice sociale.

Tous les candidats ont des idées sur la façon de résoudre les problèmes du pays.

Le candidat démocrate Bill Clinton a tenté de faire passer son message de paix et de justice sociale.

Tous les candidats ont des idées sur la façon de résoudre les problèmes du pays.

Le candidat démocrate Bill Clinton a tenté de faire passer son message de paix et de justice sociale.

Tous les candidats ont des idées sur la façon de résoudre les problèmes du pays.

Le candidat démocrate Bill Clinton a tenté de faire passer son message de paix et de justice sociale.

Tous les candidats ont des idées sur la façon de résoudre les problèmes du pays.

Le candidat démocrate Bill Clinton a tenté de faire passer son message de paix et de justice sociale.

Tous les candidats ont des idées sur la façon de résoudre les problèmes du pays.

Le candidat démocrate Bill Clinton a tenté de faire passer son message de paix et de justice sociale.

Tous les candidats ont des idées sur la façon de résoudre les problèmes du pays.

Le candidat démocrate Bill Clinton a tenté de faire passer son message de paix et de justice sociale.

Tous les candidats ont des idées sur la façon de résoudre les problèmes du pays.

Le candidat démocrate Bill Clinton a tenté de faire passer son message de paix et de justice sociale.

Tous les candidats ont des idées sur la façon de résoudre les problèmes du pays.

Le candidat démocrate Bill Clinton a tenté de faire passer son message de paix et de justice sociale.

Tous les candidats ont des idées sur la façon de résoudre les problèmes du pays.

Le candidat démocrate Bill Clinton a tenté de faire passer son message de paix et de justice sociale.

L'élection du président américain se jouera une nouvelle fois à trois

La remontée de Robert Dole dans les sondages, après la convention républicaine, indique que le scrutin est plus ouvert qu'il n'y paraît. La candidature de Ross Perot devrait objectivement profiter à Bill Clinton

Au cours de la convention démocrate qui commence le 26 août, à Chicago, Bill Clinton va tenter de décrédibiliser Robert Dole en l'attaquant sur sa promesse de baisser résolument les impôts tout en

maintenant l'équilibre budgétaire. Le candidat républicain, dont la cote remonte dans les sondages après sa prestation de San Diego, tient en effet à jouer la carte fiscale, la seule qui, selon ses experts, est

susceptible d'attirer à lui les modérés des classes moyennes dont les revenus stagnent. Le candidat Clinton devra également convaincre les électeurs qu'en dépit de l'image modérée que ses adver-

saires ont voulu se donner durant leur convention, le Parti républicain est toujours celui des extrêmes, et prêt à prélever dans les budgets sociaux pour financer ses promesses. En attaquant les

républicains sur le manque de réalisme de leurs promesses économiques, le troisième candidat, Ross Perot et son Parti de la réforme, devrait objectivement faire le jeu de Bill Clinton.

WASHINGTON
de notre correspondant

Tous les participants de la course à la Maison Blanche sont désormais sur la ligne de départ. Au cours de la récente convention du Parti républicain, à San Diego, Robert Dole a effectué un parcours sans

faute qui lui permet de combler une grande partie de son retard sur Bill Clinton. Il est cependant probable qu'à l'issue de la convention du Parti démocrate, qui se tient la semaine prochaine, à Chicago, le chef de la Maison Blanche regagnera une partie de son avance. Quant à Ross Perot, il vient de triompher facilement de l'ancien gouverneur du Colorado, Richard Lamm et d'être investi ce week-end par le Parti de la réforme. Avec cette élection triangulaire - le candidat vert, Ralph Nader, qui devait être désigné ce 19 août, ne paraît pas en mesure de pouvoir peser sur les événements -, c'est donc une répétition de 1992 qui se jouera le 5 novembre, scénario qui avait grandement profité à M. Clinton.

A 80 jours du scrutin, et en dépit de l'avantage apparent du président sortant, les jeux sont cependant plus ouverts qu'on ne pourrait le penser. Si les acteurs sont en place, il en est de même, peu ou prou, des stratégies des états-majors et des thèmes qui vont dominer la campagne électorale. En promettant aux Américains une baisse de 15 % de leurs impôts, Robert Dole dispose d'un argument électoral naturellement populaire en ces temps où la classe moyenne est réputée rongée par l'anxiété économique. Or ce sont ces électeurs modérés qui peuvent faire pencher la balance en faveur de M. Dole s'ils prennent pour argent comptant sa promesse dispenseuse. C'est bien là le pari tenté par le candidat républicain, qui table sur la confiance que sa parole est censée lever chez les Américains. « Les gens de gauche tels Clinton ne peuvent pas dire la vérité », martèlent, depuis des mois, les publicités télévisées du Parti républicain. La « force de caractère » de chaque candidat, les « valeurs » qu'il entend incarner et le « déclin moral » de l'Amérique, constituent les autres axes de la campagne de Bob Dole.

Distancé de près de 20 points en début de semaine dernière, M. Dole, grâce à l'élan reçu à San

Diego, a réduit son retard à 6 points, voire à 2 (42 % des sondés contre 44 % pour M. Clinton) si l'on croit les résultats du sondage que publiera le prochain numéro de Newsweek. Une performance impressionnante, mais fragile : après la convention de Houston, en 1992, George Bush avait gagné 14 points qui s'étaient évaporés en une semaine. Il n'empêche que la convention de San Diego a été un succès. Nulle voix discordante ne s'est fait entendre dans cette partition écrite à l'avance et contrôlée de bout en bout.

IMAGE DÉFRAÎCHIE

Chacun sait que le Parti républicain est en réalité tiraillé et a dû entre ultras et sociaux-conservateurs, mais cette dichotomie s'est manifestée si discrètement que c'est Bob Dole, et lui seul, qui a donné le ton. Habilement, l'ancien chef de la majorité sénatoriale a laissé les partisans du populiste Pat Buchanan et les activistes de la droite religieuse exercer leur influence dans la rédaction du programme du parti, puis celle-ci est vite tombée dans l'oubli. C'est l'un des défis qui attendent M. Dole : les Américains peuvent-ils croire à ce « nouveau » Parti républicain censé ne plus adhérer aux propositions extrémistes du « Contrat avec l'Amérique », qu'ils ont de facto rejetées ?

Doivent-ils accepter cette image défraîchie du « parti de Lincoln » qui voue un culte à la « diversité », au moment même où M. Dole, cédant à la Coalition chrétienne, cautionne la suppression dans la « plate-forme » du simple mot de « tolérance » et se range parmi les adversaires de la politique d'« affirmative action » au profit des minorités, notamment les Noirs qui représentaient à peine 3 % des délégués de San Diego ? Mais la véritable gageure, ce sont les propositions fiscales de M. Dole. Comment ce champion de l'équilibre des finances publiques espère-t-il convaincre qu'une réduction des impôts de 548 milliards de dollars (environ 2 740 milliards de francs) est compatible avec l'équilibre budgétaire ?

Les adversaires de M. Dole vont pouvoir s'en donner à cœur joie. Ross Perot d'abord, qui fut, dès 1992, le premier à préconiser un retour à l'équilibre des comptes de l'Etat. Bill Clinton ensuite, pour qui les propositions républicaines sont à l'image du « vrai » Parti républicain, irresponsable et intolérant. « Les Américains méritent une baisse des impôts », a souligné, di-

manche, le président, mais ils doivent choisir entre une proposition qui équilibre le budget de façon responsable, et une autre qui met notre économie en péril. La baisse des impôts que je propose s'élève à 110 milliards de dollars, la leur à 550 milliards de dollars. »

Dans ce registre plutôt insolite (historiquement, ce sont les démocrates qui sont accusés d'être peu

économés des deniers publics), M. Clinton dispose d'arguments de poids. Bob Dole s'est montré discret sur la méthode qu'il compte employer pour financer ce manque à gagner de rentrées fiscales, ce qui permet aux démocrates d'affirmer qu'un président républicain n'hésitera pas à ponctionner les programmes sociaux de Medicare (l'assurance-maladie

des personnes âgées) et Medicaid (l'aide aux plus démunis).

En faisant, d'autre part, le choix d'attaquer son adversaire sur le terrain économique, M. Dole se livre à un pari hasardeux. S'il est vrai que l'écart des richesses s'accroît et que les revenus d'une partie de la classe moyenne stagnent, le procès d'une dégradation générale de la situation peut difficilement être instruit alors que le chômage est ramené à 5,4 %, que l'économie américaine est proche du plein emploi et que l'inflation est contenue. Quant à la lutte contre le déficit budgétaire, M. Clinton peut aussi revendiquer un certain succès : il devrait s'élever cette année à 116 milliards, contre 255 milliards de dollars en 1993. A la question posée par M. Clinton, « Sommes-nous dans une meilleure situation qu'il y a quatre ans ? », il est difficile de répondre par la négative. Les stratégies républicaines n'en considèrent pas moins que seule la « recette fiscale » est susceptible de leur faire remporter l'élection.

Ils en veulent pour preuve la victoire des gouverneurs républicains du New Jersey et du Michigan, Christine Todd Whitman et John Engler, qui, en 1990 et 1993, l'avaient emporté en promettant une baisse des impôts.

Comment détruire l'image de modération que le Grand Old Party et son candidat cherchent à se donner tout en cultivant celle d'un président qui refuse de se laisser entraîner dans la basse polémique ? Le succès de la convention démocrate dépendra largement de la capacité du chef de la Maison Blanche à concilier ces deux impératifs. Bill Clinton entend y parvenir en abandonnant les critiques aux porte-parole du Parti démocrate et en se réservant le soin de développer une véritable « vision » de l'Amérique, notamment grâce à la diffusion de son livre « Entre espoir et histoire : répondre aux défis de l'Amérique pour le XXI^e siècle - qui sort fort à propos cette semaine.

Laurent Zecchini

Pareil à lui-même et si différent des autres

Ross Perot a été officiellement investi, samedi 17 août, candidat présidentiel du Parti de la réforme à Valley Forge, en Pennsylvanie. Le scrutin postal et électronique qui l'a désigné a été critiqué par plusieurs, et notamment par les amis de son rival, l'ancien gouverneur du Colorado, Richard Lamm, pour son manque de transparence. Mais Ross Perot qui voulait être candidat n'en a cure : « Je me suis préparé toute ma vie pour ce job », a-t-il assuré, dimanche, à l'émission de Larry King, sur CNN. Fidèle à son habitude, il n'a pas manqué ses mots à l'encontre des Partis républicain et démocrate, coupables à ses yeux d'avoir « corrompu » la politique et d'être les instruments d'« intérêts particuliers ». Quant aux sondages qui le créditent d'environ 6 % des voix, voire de moins encore, le jugement de celui qui affirme « adorer être le candidat que l'on dit perdant » n'est guère moins tranché : « Je ne prête pas attention aux sondages, qui sont faits pour manipuler les électeurs », a-t-il lancé dimanche.

Dans votre
Agence France Télécom,
le téléphone mobile

GSM Itineris[®]
250 F
T.T.C.

c'est à partir de

et c'est
maintenant.



Et si vous communiquez
avec les outils d'aujourd'hui ?

France Telecom

* Dans la limite des stocks disponibles jusqu'au 31 août 1996 inclus. Si l'abonnement est inférieur à 12 mois, est inclus au moment du rachat du Nokia Itineris.
Prix à partir de 120,00 F TTC / mois + frais de mise en service 142,10 F TTC.

Un narcotrafiquant accuse le principal conseiller du président péruvien

LIMA
correspondance

Selon le trafiquant Demetrio Chavez, alias Vaticano, qui déposait, le 16 août, devant la cour d'assises, le principal conseiller du président Fujimori, Vladimiro Montesinos, aurait reçu durant un an 50 000 dollars mensuels pour informer les narcotrafiquants des opérations antidrogue programmées par la police contre leurs bases de Campanilla, dans le Hualaga. En 1992, le conseiller du président Fujimori aurait même exigé 100 000 dollars, somme que Vaticano aurait refusé de verser. Par représailles, son aéroport clandestin aurait alors été dynamité, ce qui l'aurait obligé à se réfugier en Colombie.

Vaticano a été capturé en 1994, à Bogota, d'où il a été expulsé vers le Pérou. Jugé à huis clos, tel un terroriste, par la justice militaire pour « trahison de la patrie », condamné à la prison à vie, il a vu sa peine commuée à trente ans de réclusion. Le trafiquant de cocaïne aurait décidé de faire ses révélations parce que ceux qui avaient acheté son silence ne l'auraient pas fait libérer, contrairement à leurs promesses. Une commission présidée par le « défenseur du

peuple » (le médiateur) vient d'être chargée de réviser les sentences édictées pour terrorisme et de proposer au chef de l'Etat la grâce des prisonniers injustement condamnés. Selon les organisations des droits de l'homme, ils seraient plus d'un millier dans ce cas.

Vladimiro Montesinos est le principal conseiller du président Fujimori. Avocat connu pour son habileté - il a fait fortune en assurant la défense de plusieurs trafiquants de drogue - et pour son intelligence, il a été le protégé du général Edgar Mercado, premier ministre du régime militaire en 1974 alors qu'il était officier dans l'armée de terre. En 1976, il avait été traduit devant la cour martiale, accusé d'espionnage pour le compte de l'Equateur. Il avait été dégradé puis emprisonné.

Après l'élection du président Fujimori, Vladimiro Montesinos est devenu le numéro un du service de renseignements, le SIN. Le journal Reforma du Mexique avait écrit, début août, que Santiago Fujimori, le plus jeune frère du chef de l'Etat, assurait avec Vladimiro Montesinos le contact avec la mafia azèque.

Nicole Bonnet

SPECTACLES
2015 LE MONDE

TERRITOIRE En quelques mois, le gouvernement a annoncé le lancement de plusieurs grands projets, comme l'autoroute A 51 Grenoble-Sisteron, début août. ● LA LOI PAS-

QUA d'orientation et de développement du territoire affirme qu'en 2015, nul, dans l'Hexagone, ne sera situé « à plus de 50 kilomètres ou 45 minutes d'automobile d'une

autoroute ou d'une route à deux fois deux voies, soit d'une gare TGV ». ● LE GOUVERNEMENT JUPPÉ a maintenu l'accélération du programme autoroutier décidé par

Edouard Balladur en 1993. En revanche, les neuf lignes de TGV envisagées seront probablement vicieuses de la rigueur budgétaire. ● DE NOUVEAUX ÉQUIPEMENTS sont

certes nécessaires pour affronter les défis du siècle prochain (notamment dans le domaine de l'environnement), mais pas forcément la multiplication de grandes infrastructures.

Le coût des grands équipements relance le débat sur leur utilité

L'annonce, presque simultanée, de plusieurs grands projets d'infrastructure - TGV est, canal Rhin-Rhône, viaduc de Millau... - est due en partie au hasard des calendriers. Mais elle conduit à s'interroger sur le rapport entre leur nécessité et les sommes colossales engagées

PRÉSENTÉ en période de langueurs estivales, le futur viaduc de Millau a déjà acquis une notoriété certaine, bien avant la pose de sa première pierre : Valéry Giscard d'Estaing (UDF), président du conseil régional d'Auvergne, vient d'écrire à Jacques Chirac pour se plaindre de ce projet de franchissement du Tarn, incompatible, à ses yeux, avec les paysages auvergnais (*Le Monde* daté 18-19 août). Dans sa lettre, l'ancien président de la République rappelle que la décision de construire une autoroute à travers le Massif central, permettant de relier Clermont-Ferrand à Montpellier et Béziers via le fameux viaduc, avait été prise en 1967. Quant à l'achèvement de l'A 75, il n'est prévu qu'au siècle prochain.

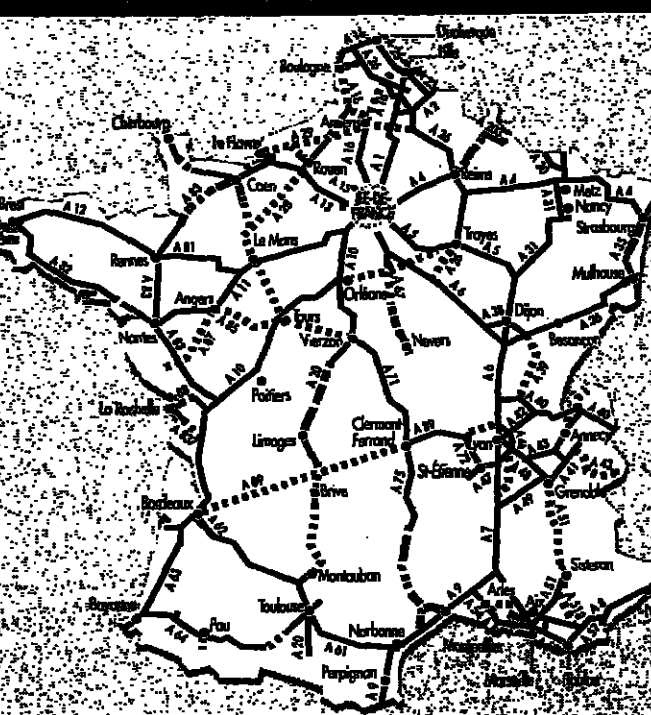
Qu'importe ! La publication du projet de viaduc participe au sentiment qu'une vague de grands travaux déferle sur la France : le gouvernement vient aussi de faire connaître son arbitrage sur le tracé de la future autoroute A 51, qui reliera Grenoble à Sisteron ; en juin, il choisissait de retenir le site de Beauvilliers (Eure-et-Loire) pour accueillir, peut-être, le troisième aéroport du Bassin parisien. Avec la mise en service, le 8 août, du pont Charles-de-Gaulle à Paris, cette conjonction de décisions pourrait laisser croire à quelque brusque frénésie dépendant de la part de l'équipe du pre-

mier ministre, Alain Juppé, voire, aux yeux des plus suspicieux, à la circulation accrue de dessous-table. La réputation des grands chantiers est, en effet, entachée par ces discrètes enveloppes.

En fait, cette série d'annonces, a priori surprenante en période de rigueur budgétaire, doit beaucoup aux hasards de calendriers différents. La construction du trentième pont de la capitale avait été décidée en 1986. L'hypothétique aéroport correspond, lui, davantage à un effet d'annonce, puisqu'il n'est prévu qu'aux alentours de 2015-2030. Quant à l'A 51, son tracé a déjà donné lieu aux arbitrages de... huit ministères des transports depuis 1986, arbitrages chaque fois contestés par les écologistes, mais aussi par les techniciens, qui penchent pour un itinéraire plus à l'ouest.

LES PROMESSES DE M. BALLADUR Pourtant, dans un secteur au moins, celui des autoroutes, le gouvernement a, jusqu'à présent, repris à son compte la marche soutenue imposée par l'ancien premier ministre Edouard Balladur avant l'élection présidentielle. En novembre 1993, celui-ci avait décidé d'accélérer le schéma directeur routier national de 1992. Il souhaitait lancer, en dix ans au lieu d'un objectif approximatif d'au moins quinze, le programme de construction de

Réalisation du schéma directeur routier national



2 600 kilomètres de sections : 140 milliards de francs d'investissements en études, acquisitions de terrain, premiers travaux, etc. d'ici à 2005. De fait, 280 kilomètres d'autoroutes (conçues ou non) sont mis en service chaque année depuis 1994.

M. Balladur et son ministre de l'aménagement du territoire, Charles Pasqua, n'avaient pas lésiné sur les promesses en matière d'équipement. Pas moins de neuf nouvelles lignes de TGV étaient ainsi envisagées à plus ou moins longue échéance (soit plus du double des 1 148 kilomètres existants), avec parfois une faible quote-part de l'Union européenne. Mais du TGV-Méditerranée, du TGV-Est, Aquitaine, Rhin-Rhône, picard, breton, de celui qui devrait, un jour, traverser le Langue doc-Roussillon, relier Lyon à Turin ou encore Mâcon à Genève, seul le premier est à peu près sûr d'atteindre Marseille puisque les travaux sont en cours. La gare de Montpellier paraît déjà plus éloignée.

Même la desserte à grande vitesse de Strasbourg, quoique promise plus solennellement que les autres, pourrait être compromise. Le rapport sur le sujet sensible des TGV, commandé à Philippe Rouvillois, qui fut président du conseil d'administration de la SNCF en 1988, était présenté comme imminent fin juin.

Il est toujours attendu. Autant d'incertitude n'empêche pas les élus locaux de s'empêcher sur d'hypothétiques tracés, encore que la cote du train pendulaire grimpe rapidement dans leurs rangs.

La loi d'orientation et de développement du territoire du 4 février 1995, votée par Charles Pasqua, devait permettre de définir la future politique des transports. Ce texte affirme qu'en 2015, nul, dans l'Hexagone, ne sera situé « à plus de 50 kilomètres ou 45 minutes d'automobile d'une autoroute ou d'une route à deux fois deux voies, soit d'une gare TGV ».

« APPROCHE MULTIMODALE »

Il prend, en outre, le pari que le fameux canal Rhin-Rhône sera achevé, et exige surtout l'établissement d'une série de schémas directeurs : routier, aéroportuaire, ferroviaire, des voies navigables et des ports maritimes, le tout conçu avec une « approche multimodale », sur laquelle Anne-Marie Idrac, secrétaire d'Etat aux transports, insiste beaucoup.

Depuis, son administration s'est appliquée à couvrir tout cela sur des cartes, mais discrètement. Car ces plans dépendent, en principe, d'un schéma national posant, au préalable, les grandes lignes de l'aménagement du territoire, dont le Parlement devrait débattre début 1997, avec une bonne année de retard sur le calendrier prévu par la loi. Ce sera l'occasion de décider des moyens à allouer aux nouvelles infrastructures. Entre 1989 et 1993, sur 321 milliards de francs d'investissements, les usagers en ont payé 121 milliards, les contribuables 141.

Dans tous les secteurs, les coûts grimpent. Certains observateurs redoutent de voir les sociétés d'autoroutes bientôt aussi endettées que la SNCF elle-même, et les liaisons restant à construire ne sont pas les plus rentables. Le kilomètre de ligne TGV est, lui, passé de 26 millions de francs 1994 en moyenne sur le Paris-Lyon à plus de 50 millions de francs aujourd'hui.

Quant aux besoins des transports urbains, ils explosent. L'Île-de-France à elle-seule nourrit trois grands projets (Eole, Métro, Orbital). Rennes prépare son métro VAL ; Montpellier et Clermont-Ferrand leur tramway ; Lille et Toulouse veulent étendre le leur.

Georges Chatain

Martine Valo

L'A 89, de la « route des ministres » à l'autoroute du président

LIMOGES

de notre correspondant
C'était, en juin 1995, la première visite de Jacques Chirac devenu président de la République en Corrèze, le terroir qui avait été pendant plus de trente ans le socle de sa carrière politique et son lieu de ressourcement favori. Et dans le discours-programme d'Egletons, qu'il prononça à cette occasion, consacré en principe aux desseins présidentiels, la chère « Chiracologie » ne fut pas oubliée : le projet d'autoroute transcorrézienne, dont on parlait depuis si longtemps (l'inscription au schéma directeur national avait été acquiescée le 18 mars 1988) devait devenir très vite une réalité. Une date impérative fut même fixée : les travaux devaient débuter avant la fin 1996.

Il y fallut un sérieux coup d'accélérateur. Après les dernières études techniques et les choix définitifs de la « bande des 300 m », la déclaration d'utilité publique (DUP) fut publiée le 11 janvier et la concession confiée à la société des Autoroutes du sud de

la France (ASF). Alors que l'habitude est un délai de dix-huit mois pour les dernières études entre la DUP et la mise en chantier, tout fut réglé en moins d'un an et la volonté présidentielle respectée : les premiers chantiers vont s'ouvrir dans les prochaines semaines.

L'itinéraire ? Bordeaux-Clermont-Ferrand, soit 288 km qui doivent s'intégrer dans une grande continuité autoroutière entre l'Europe de l'Est et la péninsule ibérique. L'A 89 va doubler la RN 89, qu'on avait surnommée, dans les années 70, la « route des ministres » parce qu'elle reliait le fief de Valéry Giscard d'Estaing (Clermont-Ferrand) à celui de Jacques Chaban-Delmas (Bordeaux) en passant par Ussel (Jacques Chirac), Brive-la-Gaillarde (Jean Chabonnel), Périgueux (Yves Guéna) et Limoges (Robert Boulin).

Le choix du tracé ne fut pas simple. A l'est, la défense du parc naturel des volcans mobilisait les opposants auvergnats ; à l'ouest, il fallut éviter le vignoble de Pome-

rol-Saint-Emilion, en passant par une zone inondable où tous les problèmes techniques sont loin d'être résolus. Plus au centre, la traversée de la Dordogne par la vallée de la Vézère et les causses du Périgord blanc souleva un tollé, mobilisa archéologues et préhistoriens. Lascieux et Les Eyzies sont tout proches, il reste bien des découvertes à faire, et les travaux risquaient de saccager un sous-sol tissé de grottes et de cavernes. En fin de compte, il fallut opter pour un trajet plus au nord, par la vallée de l'Isle. Il n'y eut guère que la Corrèze pour accepter l'autoroute d'enthousiasme et sans condition.

Les travaux vont commencer, conjointement, aux deux extrémités de l'itinéraire : à l'est, d'Ussel au puy de Sancy (40 km) ; à l'ouest, la traversée du Libournais jusqu'à la limite du Périgord, Arveyres-Montpon-Ménestrol (49 km). Une mise en service partielle devra intervenir à partir de 1999 et les deux tronçons devront faire leur jonction à Brive-la-Gaillarde, en basse Corrèze,

en l'an 2005. L'A 89 y crociera l'A 20 Paris-Limoges-Toulouse.

Une accélération du chantier est-elle envisageable ? Lorsqu'en 1988, l'inscription au schéma directeur avait été acquiescée, la Corrèze s'était prise à espérer une mise en service pour l'an 2000. La durée des études préalables ne le permettra pas. Dix ans, estiment les techniciens, ce n'est pas trop pour un tel projet et la volonté des politiques, fut-elle présidentielle, doit laisser la place aux réalités techniques. Outre 145 ouvrages d'art courant - des ponts, dans le langage des travaux publics -, il faudra construire à travers le Massif central 14 viaducs, dont un (pour le franchissement de la Corrèze entre Tulle et Brive) de 1 150 m de long, et quatre de plus de 400 m. Restera à régler, après 2005, le raccordement de l'A 89 à l'A 71 Paris-Clermont-Ferrand, au nord de la capitale auvergnate, pour mettre Bordeaux à moins de cinq heures de Lyon.

Georges Chatain

Martine Valo

Le trente-sixième pont de Paris, un gouffre financier ?

« **UN PONT DE TROP** », « une réalisation anachronique et démesurée » : ouvert en plein mois d'août, le pont Charles-de-Gaulle, à Paris, provoque plus de commentaires sur son coût et son utilité que sur son esthétique ou les prouesses techniques de sa construction. Tout blanc, effilé, long de 208 mètres et large de 35, ce pont relie les 12^e et 13^e arrondissements. Quatre corolles métalliques lui permettent de reposer sur deux piles. Cet ouvrage - le trente-sixième pont de la capitale - a été construit en trois ans. Les automobilistes l'utilisent dans le sens rive gauche-rive droite et continuent d'emprunter le pont d'Austerlitz dans l'autre sens. Piétons et cyclistes peuvent y circuler sur des espaces réservés.

« Nous avons voulu obtenir un objet très fin, un ouvrage horizontal, sans courbe, une forme accusant la légèreté de la structure sous la forme d'une aile d'avion. Il fallait donc une structure métallique, puisque l'acier, à égalité de forme, représente un poids infiniment plus faible que le béton », écrivaient Louis Arretche et Roman Karasinski, les deux architectes lauréats du concours. Ces octogénaux, inventeurs de ce pont du « XXI^e siècle », n'auront pas vu la mise en œuvre de leurs plans : ils sont décédés entre la conception et la réalisation de leur projet.

« Malgré l'implantation d'un bout de piste cyclable qui part de nulle part pour arriver on ne sait où, ce pont demeure une véritable autoroute sur Seine coincée entre deux quais », proteste Bertrand Delanoë, président du groupe socialiste au conseil de Paris. Pour les écologistes de l'association Réseau vert, la mise en service de ce pont « traduit la poursuite obstinée de la politique tout automobile de la ville de Paris » ; ils estiment que « la ville a gâché une occasion unique de mener une opération majeure et spectaculaire d'amélioration de la circulation des bus ».

DIX ANS DE POLÉMIQUES

Cela fait dix ans que la construction de ce pont suscite des polémiques, depuis que Jacques Chirac, maire de Paris, en a fait approuver le projet par le conseil de Paris. Il s'agissait alors d'améliorer la circulation dans le sud-est de la capitale. A l'époque, les aménagements des deux berges de la Seine - l'ensemble Gare de Lyon-Bercy rive droite, la gare d'Austerlitz et le futur quartier Seine-rive gauche en face - commencent à sortir des cartons. La construction d'un ouvrage à cet endroit était envisagée depuis longtemps, notamment pour alléger la circulation du pont d'Austerlitz, un des plus encombrés de Paris. Par ailleurs, la direction de la voirie a de grandes

ambitions pour ce secteur, dont elle rêve de réaménager le plan de circulation. Contestée dès le début par l'opposition de gauche et par les écologistes, la construction du pont a donné lieu à quelques épisodes épiques, notamment en novembre 1993, lorsque les écologistes se sont opposés avec succès à l'abandon de trente-deux planètes du quai d'Austerlitz.

Le coût de l'ouvrage est un autre objet de polémique. Selon la Ville, la totalité de l'opération s'élève à 750 millions de francs, dont 240 pour le pont lui-même. La différence a servi à financer les aménagements des quais d'Austerlitz et de la Rapée. Par rapport au projet initial, les élus avaient dû voter en 1994 une rallonge de 26 millions. En revanche, les sommes prévues pour le mini-métro automatique qui devait surplomber le pont (mais n'est pas réalisé pour l'instant) n'ont pas été dépensées. De même, certains aménagements des têtes de pont ont été un peu revus à la baisse, notamment rive gauche : la construction des voies souterraines que ce pont devait contribuer à desservir a été annulée. Malgré tout, pour les socialistes, « cette réalisation démesurée et anachronique coûte plus d'un milliard de francs aux contribuables parisiens ».

Françoise Chivot

Equiper, c'est choisir

LA FRANCE doit-elle encore parer son territoire d'infrastructures de transports ? On ne reprochera pas aux pouvoirs publics de se montrer prévoyants en voulant préparer le pays aux défis du XXI^e siècle. Mais les procédures sont à ce point longues et complexes que les gouvernements peuvent à la fois affirmer régulièrement leur volonté d'aller de l'avant et de tenir leurs engagements et, dans les faits, temporiser, pour des motifs budgétaires, juridiques ou écologiques.

Les empereurs romains avaient tracé des centaines de kilomètres de voies rectilignes. Il y a cent ans, de Lesseps n'avait pas hésité à trancher des isthmes. Pourquoi faudrait-il aujourd'hui dire « Stop ! », lance en chœur les entreprises de travaux publics et la majorité des élus, relayés par le groupe de pression du corps des ponts et chaussées ? Ingénieurs et architectes ont, bien sûr, toujours le droit et le devoir d'exercer leurs talents. Mais comme toutes ces initiatives ont un coût considérable, direct et indirect, pour les collectivités nationales, régionales, voire européennes, faut-il - même si beaucoup sont légitimes - les considérer comme abso-

lument nécessaires ? Sont-elles à coup sûr utiles, c'est-à-dire créatrices d'emplois et de richesses ? Flasco financier pour les banques et les petits actionnaires, le tunnel sous la Manche a déjà des conséquences désastreuses pour les compagnies de ferries à Roscoff et à entrainé, au Havre, une guerre des prix absurde. Quant aux TGV qui relient Paris à Nantes, Rennes et Lyon, si les villes terminales en tirent profit, rien ne permet de dire qu'ils ont dynamisé les régions intermédiaires qu'ils traversent à toute allure.

La question doit être posée au moment où le gouvernement met la dernière main au projet de schéma national d'aménagement du territoire : les dépenses envisagées dans les deux décennies à venir pour permettre, d'abord aux cadres, d'aller toujours plus vite sont-elles en rapport avec la rentabilité économique et sociale escomptée ? Les sommes (92 millions) qu'il faudra mobiliser pour construire chaque kilomètre de la future autoroute Grenoble-Sisteron pourraient permettre de proposer un stage annuel rémunéré au Smic à 700 jeunes environ. Argent privé d'un côté, argent public de l'autre : ne mélangeons pas, diront certains. L'argument selon lequel la construction d'une autoroute se finance aujourd'hui sur les péages de demain ne tient pas longtemps : les autoroutes sont des ou-

vrajes publics qui s'intègrent dans une politique de l'Etat impliquant des choix financiers et des priorités. Le temps n'est plus où les échanges de marchandises pondéreuses s'effectuaient essentiellement sur des parcours terrestres. C'est dans les grands ports qu'on reçoit du monde entier, et qu'on expédie ou transforme minerais, céréales, hydrocarbures et pièces en conteneurs. Quant aux voyageurs aériens, ils partent autant désormais des grands aéroports des métropoles de province que des « méga-plate-formes » proches des capitales. En témoigne l'accroissement considérable du trafic aérien de Strasbourg-Entzheim ou Satolas.

Il y a place pourtant, dans la politique d'aménagement du territoire, pour des grands travaux judicieusement sélectionnés et très attendus : assainissement dans les villes, restauration du patrimoine historique, remise en état des espaces littoraux ou forestiers défigurés, amélioration de la qualité des grands fleuves, stations d'épuration, habitat rural souvent abandonné, enfouissement des lignes électriques à moyenne et basse tension...

Sans exclure, naturellement, des améliorations d'infrastructures ferroviaires, aériennes ou routières. Il ne faut pas équiper ou construire plus, mais mieux.

François Grosrichard

مكتبة من الأصل

A DÉCOUVRIR

La « liste des maçons » emporte l'élection municipale partielle de L'Île-d'Yeu

LA ROCHE-SUR-YON (Vendée) de notre correspondant

La liste conduite par Jean-Claude Orsonneau (div. d.), ancien premier adjoint du maire sortant, a nettement emporté, dimanche 18 août, l'élection municipale de L'Île-d'Yeu, en Vendée. Les Ogiens ont ainsi confirmé leur vote de juin 1995, au cours duquel Jean-Claude Bernard, maire démissionnaire, qui a choisi de ne pas se représenter, avait été porté à la tête de la municipalité, dès le premier tour, avec 51,55 % des suffrages exprimés.

Malgré les préoccupations liées à la saison touristique et les campagnes de pêche en cours, deux électeurs sur trois ont voté. Le succès de l'équipe de M. Orsonneau, composée de nombreux professionnels du bâtiment et de la pêche, confirme la volonté de la population de l'île de continuer à construire comme dans les décennies fastes (Le Monde du 17 août). La tâche du préfet, chargé d'orienter le plan d'occupation des sols afin qu'il soit conforme à la loi littoral de 1986, ne devrait pas s'en trouver facilitée.

Cette crise politique était apparue au grand jour au mois d'avril, lorsque les professionnels du bâtiment avaient bloqué la navette maritime avec le continent, pour protester contre le refus de la préfecture de Vendée de valider une série de permis de construire délivrés par le maire.

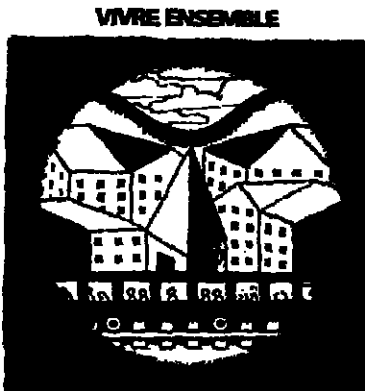
Gaspard Norrito

JL : 4.010 ; V : 2.717 ; A : 32,24 % ; E : 2.433.
Liste Orsonneau, div. d., 1.454 voix (59,76 %) 22 élus
Liste Constituantes, div. g., 979 voix (40,23 %) 15 élus

Après Valenciennes et Saint-Etienne, nous continuons notre série de « cortès postales », illustrées par Killoffer, sur l'état du bien social dans la France de 1996.

STRASBOURG

Ce soir-là, les agents de prévention de l'association Pulsar ont assuré leur service sans réelle difficulté. Pourtant, la nuit était très chaude, comme il est fréquent à Strasbourg pour peu que le soleil brille dans la journée. Ce n'était pas le cas le jour de la fête de la musique, où, malgré la pluie, une bande de jeunes, l'alcool aidant, a semé le désordre place de l'Homme-de-Fer, la plus importante station de tramway de la ville. Ali, Christophe, Abdelaziz, Jean-Pierre, Pepe et Lionel ont passé un mauvais moment en voulant s'interposer. Ils sont dix-huit à circuler sur les lignes de bus et de tram-



VIVRE ENSEMBLE

way de l'agglomération strasbourgeoise pour prévenir les incidents, voire les agressions. Seul du par équipe de deux, disposant d'un téléphone portable qui leur permet de signaler immédiatement les situations délicates à une centrale organisée par la Compagnie des transports strasbourgeois (CTS), les « pulsars », comme ils s'appellent, sont des hommes jeunes, fils d'immigrés pour la plupart et vivant dans les quartiers difficiles. Ali et Abdelaziz sont beurs, Jean-Pierre est le fils d'un Algérien et d'une Ukrainienne, Pepe est gitan, Lionel et Christophe sont des Alsaciens.

Les « pulsars » sont recrutés par l'association créée par la CTS, la communauté urbaine, le conseil général du Bas-Rhin et la police parce qu'ils connaissent les faubourgs chauds de Strasbourg et qu'ils y sont connus. Ils sont engagés même s'ils ont été, dans le passé, en délicatesse avec la justice ; mais, pour autant, ils n'ont pas d'affaire

en cours et ils ne sont pas concernés par la toxicomanie. Leur mission est de dialoguer avec les jeunes, de calmer les « excités », mais surtout pas de « cartonner », comme dit Christian Anthoni, responsable de la prévention à la CTS.

Dans la rame qui conduit vers le sud de Strasbourg, Lionel descend au bout de deux stations. « Je vais prendre la prochaine. Dans celle-là, il n'y a personne qui va faire du « ramdam », affirme-t-il, fort de son expérience. Le bus, qui traverse le Neuhof, illustre les cités HLM construites dans les années 60, où vivent treize mille personnes, transportées une bande de gamins passablement agités. En voyant Christophe, ils se calment ; un jeune Turc s'approche et lui dit : « Toi, je te connais, monsieur. »

Au centre de la cité, c'est le terminus. Le bus stationne une dizaine de minutes. Arrive un groupe d'adolescents, des beurs et des Alsaciens. Ils montent sans payer et viennent saluer amicalement Christophe. « Il n'y a rien à faire ici, explique Christophe, alors ils font le tour du Neuhof en bus et, parfois, ils poussent jusqu'en ville en prenant le tram à la place de l'Étoile. » Une épicerie tenue par un Maghrébin, le poste de police ouvert il y a quelques semaines, le tout nouveau terrain de basket et une bibliothèque en construction, et le bus a déjà franchi la

frontière du Neuhof. Dans le tram qui ramène au centre, le même groupe monte à la station de la gare. Un beur tient une cigarette entre les doigts. Lionel lui dit - avec tact - de l'éteindre. Son premier réflexe est d'« argumenter », mais celui qui semble être le chef, un beur aussi, lui fait rapidement entendre raison. Un jeune Alsacien de la bande tente, en vain, de crâner en montrant les blessures qu'il s'est faites en échappant à un « keuf » au guidon d'une moto volée.

Les lignes de bus et de tramway ne sont pas toujours aussi paisibles à Strasbourg. Alors, pour mener à la fois la bataille de l'insertion et celle de la « reconquête du territoire », l'association Pulsar va doubler ses effectifs d'ici au début de 1997. Reste la question de l'avenir des agents de prévention - payés 10 %, au-dessus du Smic -, dont le contrat est limité à deux ans. Un chose est sûre, ils ne veulent pas devenir vigiles. Deux voies s'offrent à eux : conduire à la CTS ou animateur dans un centre socio-culturel de quartier. M. Anthoni est catégorique : « Les échecs sont rares. »

Marcel Scotto

PROCHAIN ARTICLE
Vaulx-en-Velin

Eric Petetin est à nouveau poursuivi pour dégradation sur le chantier du Somport

BAYONNE de notre correspondant

Après six jours de détention, Eric Petetin devait comparaître, lundi 19 août, devant le tribunal de grande instance de Pau. Opposant de longue date au tunnel routier du Somport actuellement en construction, il a été interpellé le 14 août au lendemain de dommages causés sur le chantier contre trois camions, dont les pneumatiques ont été en partie brûlés. Présenté au parquet de Pau, Eric Petetin a été mis en examen pour complicité de dégradation de biens en compagnie d'une autre personne, qui a reconnu les faits.

Ce n'est là qu'un nouvel épisode de la guérilla que mènent Eric Pe-

tetin et ses amis écologistes contre le tunnel du Somport. Agé de quarante-deux ans, ce défenseur de la montagne est surnommé « l'indien » en raison de la plume qu'il porte dans les cheveux, et surtout parce qu'il a puisé dans les textes des Indiens d'Amérique « la conviction que l'homme ne peut pas vivre sans la nature ».

La vallée d'Aspe que ce Parisien de naissance a découverte durant son service militaire est, à ses yeux, menacée de devenir un grand couloir routier européen quand le tunnel sera achevé. Le 31 juillet, le tronçon français du souterrain a été terminé et la jonction avec la foreuse espagnole est prévue pour le début du mois de septembre. Long de 8 597 mètres, le tunnel du

Somport devrait relier la France à l'Espagne à la fin de 1998. D'un coût de 1 milliard de francs, dont 400 millions pour la partie française, l'ouvrage a été commencé en avril 1994. Ce sera le plus long tunnel routier sous les Pyrénées. Les voitures et les camions devraient y accéder gratuitement.

Selon ses promoteurs, ce projet devrait désenclaver le Béarn et ouvrir à l'Aquitaine une nouvelle porte vers la péninsule ibérique et vers les rivages méditerranéens. Les distances seront moindres que via le Pays basque. C'est du moins le pari des milieux économiques et politiques, tant à Pau qu'à Bordeaux.

Michel Garjeix

Série d'attentats en Corse

QUATRE ATTENTATS CONTRE DES ÉDIFICES PUBLICS ont été commis en Corse, pendant le week-end du 15 août, l'un à Bastia, où le palais de justice a été mitraillé, et trois à Ajaccio, au palais de justice, à la villa Pietri, qui appartient au département, et à l'hôtel de région. Les dégâts sont variables. A la villa Pietri, l'attentat a causé des dégâts d'un montant de 1 million de francs, selon José Rossi (UDF-PR), président du conseil général, dont le communiqué très laconique précise qu'aucune revendication n'a été exprimée. Jean Baggioni (RPR), président du conseil exécutif de Corse, a, en revanche, vigoureusement dénoncé l'attentat qui a endommagé quelques bureaux à la région, en affirmant qu'il marque « une escalade avec la reprise de l'action violente au cours de la saison touristique ». M. Baggioni pense néanmoins que ces attentats ne seront pas revendus. (Corresp.)

DÉPÊCHE

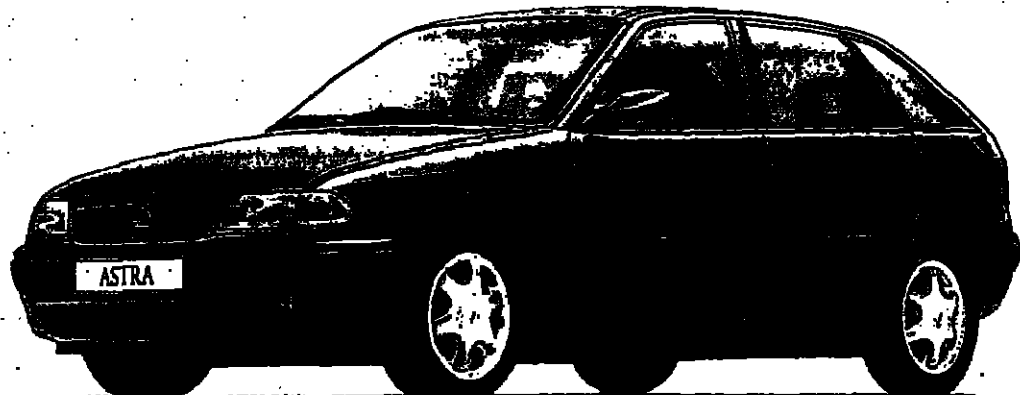
■ COMMÉMORATION : Eric Raoult, ministre délégué à la ville et à l'intégration, a rendu hommage, dimanche 18 août, aux victimes des massacres de Rillieux-la-Pape et Saint-Genis-Laval (Rhône), perpétrés en juin 1944. Après la participation de Pierre Bernard (div. d.), son suppléant à l'Assemblée nationale, aux obsèques de l'ancien milicien Paul Touvier (Le Monde du 27 juillet ainsi que celui daté 18-19 août), M. Raoult a évoqué le « devoir de mémoire », en ajoutant : « Blessés, c'est honorer la mémoire de celui qu'il conviendrait d'oublier. »

Que vous portiez
des CHEMISES, des T-SHIRTS, des POLOS,
des PANTALONS, des SHORTS,
des JUPETTES, des BERMUDAS, des BOTTES,
des MOCASSINS ou des

Opel vous offre jusqu'au 30 septembre jusqu'à

-20 000 F*

INFORMATION CONSOMMATEUR : *PQA incluse, si vous en bénéficiez soit : -12 000 F sur Corsa essence ou -17 000 F sur Corsa Diesel, -14 000 F sur Astra essence ou -20 000 F sur Astra Diesel. Si vous ne bénéficiez pas de la PQA : -7 000 F sur Corsa (sauf City et Astra essence, -12 000 F sur Corsa Diesel, -13 000 F sur Astra Diesel. Offres réservées aux particuliers, hors VU et séries spéciales (Jimmy et Euro 90), dans la limite des stocks disponibles. Offres valables pour toute livraison avant le 30/09/96.



OPEL

A DÉCOUVRIR CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE OPEL

DISPARITIONS

Masao Maruyama

L'un des plus éminents intellectuels japonais

MASAO MARIYAMA est mort, jeudi 15 août, à l'âge de quatre-vingt-deux ans. Il avait donné à la science politique, qu'il enseigna, la dimension d'une quête humaniste du sens de l'action de l'homme. Par son rayonnement et une contribution majeure à l'élaboration du cadre conceptuel d'appréhension de la modernité japonaise comme du fonctionnement de sa démocratie, la pensée de Masao Maruyama (« Le Monde des livres » du 10 mars 1995) exerça dans les années 50-60 une influence comparable à celle de Jean-Paul Sartre à la même époque. Membre de l'Académie japonaise, le plus prestigieux atout intellectuel, Maruyama avait enseigné dans les universités américaines de Harvard et de Princeton. Au lendemain de la défaite, Masao Maruyama bouscula le monde intellectuel : la pensée de cet historien des idées, nourri de l'idéalisme allemand comme de la sociologie du savoir d'un Karl Mannheim, joignait à la lucidité la dimension innovatrice d'une révolution conceptuelle. Il fut le principal théoricien de ce que les marxistes nomment le modernisme (*Kindaishugi*) : un progressisme où l'analyse historique et l'empirisme

se conjuguent à un fort souci éthique. Sa réflexion sur l'ultranationalisme et le système d'irresponsabilité qu'il engendra, son exploration des soubassements de la pensée nationale conjuguée à l'effort de situer la formation de la conscience moderne dans une histoire afin de dégager des voies pour le présent donnèrent à sa pensée une profondeur de champ inégalée. Et il devint l'un des phares de la démocratie de l'après-guerre. « En matière de pensée, nous n'avions eu jusqu'alors que des sonates : Maruyama nous donnait des symphonies », dira le philosophe Osamu Kuno, soulignant l'ampleur de l'entreprise réflexive de celui-ci. Un nouveau courant (*Maruyama gakuha* : l'école de Maruyama) devint le creuset où allait se former toute une génération d'intellectuels engagés. Car comme Hannah Arendt, Maruyama s'efforça de « penser l'événement ». Par son appel *Le Moment de choisir*, il influença profondément le grand mouvement de lutte contre le traité de sécurité nippo-américain (1960) : « Masao Maruyama avait su nous donner un langage commun », estime le Prix Nobel de littérature Kenzaburo Oe. Diplômé de la fa-

culté de droit de l'université impériale, nourri de pensée libérale par son père, Masao Maruyama traversa la « vallée noire » du totalitarisme en étudiant un penseur nado-confucéen contestataire du XVIII^e siècle, Sora Ogiwara, sorte de Machiavel nippon. Il en sortit une œuvre magistrale publiée en 1952 : *Essai sur l'histoire de la pensée politique au Japon*, dont le premier tome vient de paraître aux Presses universitaires de France (« Le Monde des livres » du 24 mars) dans laquelle l'auteur s'attaque au grand dilemme idéologique du Japon moderne : sa modernité est-elle liée à l'occidentalisation ou (aussi) le fruit de facteurs endogènes ? Une réflexion qu'il poursuivait avec *La Philosophie de Yuki-chi Fukuzawa* (1964).

RETRAITE ANTICIPÉE. Au lendemain de la défaite, il avait publié une série d'essais, dont certains sont parus en anglais sous le titre *Thought and Behavior in Modern Japanese Politics* (1956, Oxford University Press), parmi lesquels le célèbre article « Logique de l'ultranationalisme » (*Le Débat*, septembre 1962), réflexion incisive sur la période que venait de traverser le Japon. L'une de ses

contributions majeures à une analyse de la pensée nationale est un petit livre publié en 1961 : *La Pensée japonaise*. Son dernier ouvrage est un recueil d'essais, *Loyauté et révolte*, publié en 1992. Ses œuvres complètes en seize volumes sont en cours de parution. Choqué par la violence des étudiants contestataires de la fin des années 60, qui n'avaient pas ménagé la grande figure du monde académique qu'était Masao Maruyama, celui-ci avait pris une retraite anticipée de l'université et se murait dans le silence, poursuivant sa réflexion sur l'histoire. Il n'en avait pas moins conservé l'une des qualités, rares parfois, des grands esprits : la générosité intellectuelle. Il n'accordait plus d'interviews mais ne refusait jamais de recevoir un visiteur et de passer de longues heures à répondre les fils de l'histoire pour penser le présent. Désorienté, on pouvait toujours se tourner vers Masao Maruyama. Toute une génération d'intellectuels japonais et certains étrangers auxquels il n'avait pas ménagé sa générosité ne peuvent aujourd'hui que se sentir orphelins.

Philippe Pons

Père Max Thurian

Le théologien de Taizé

MAX THURIAN, le plus ancien compagnon de Père Roger, fondateur et prieur de la communauté de Taizé (Saône-et-Loire), est décédé, jeudi 15 août, à Genève, à la veille de son soixante-quinzième anniversaire. Ses obsèques ont été célébrées, dimanche 18, dans sa communauté. Né à Genève le 16 août 1921, ce jeune théologien calviniste avait rejoint dès 1942 Roger Schutz. Ce dernier s'était installé en 1940 sur la colline bourguignonne pour y créer une communauté œcuménique, qui compte désormais quatre-vingt-cinq moines, catholiques ou protestants, et accueille, cet été encore, des milliers de jeunes en quête d'un monde réconcilié.

Le pasteur Max Thurian, qui avait fait ses vœux définitifs à Taizé en 1949, a participé avec Roger Schutz, comme observateur protestant, au concile Vatican II (1962-1965), qu'il a vécu comme un éblouissement. La réforme liturgique et le vote du schéma qui légitimait enfin pour les catholiques l'existence de deux sources de Révélation (la Tradition de l'Eglise, mais aussi la Bible) lui apparurent comme des étapes décisives sur la voie de l'unité chré-

tienne. Il se met alors à écrire des ouvrages sur l'eucharistie, la confession, Marie, la Révélation, le célibat, qui marqueront son œuvre de théologien.

Celle-ci ne va cesser de s'approfondir, à partir des années 70 à Genève, au sein du Conseil œcuménique des Eglises, où Max Thurian collabore à la rédaction des grands documents de Foi et de constitution, notamment le fameux BEM (Baptême-Eucharistie-Ministres), qui explore les voies d'une réconciliation sacramentelle entre les Eglises chrétiennes.

ESPERANCE D'UNE RÉCONCILIATION

Tout en continuant à vivre pleinement la spiritualité de Taizé, il s'élève ensuite de plus en plus vers Naples, où il se lie avec l'ancien archevêque, le cardinal Corrado Ursi, et vers Rome, où il fréquente les grands théologiens catholiques, y compris le pape. En mai 1987, à Naples, il est même ordonné prêtre de l'Eglise catholique, une décision qui ne sera rendue publique qu'un an après (ce qui provoquera quelques grincements dans la famille réformée dont il est issu). Le 30 septembre 1992, il sera nommé membre de la Commission théologique internationale, qui regroupe les plus grands théologiens catholiques pour assister la congrégation pour la doctrine de la foi du cardinal Ratzinger.

Dans ses nombreux livres et ses articles - y compris dans *Le Monde* -, il s'impatiente devant les lenteurs du rapprochement œcuménique. Le refus de Rome de l'« intercommunion » (possibilité pour un protestant de communier dans une église catholique) était pour lui un « scandale ». Il s'étonnait des excès de centralisation romaine.

Mais ce grand spirituel, familier de l'Ecriture et théologien passionné, était tout entier habité par l'espérance d'une réconciliation et d'une purification du christianisme, qui lui apparaissait possible même dans le contexte d'une sécularisation croissante de la société. Jean Paul II, qui a visité Taizé en 1986, a rendu hommage dimanche à ce « bon serviteur de l'Evangile, dont la fidélité se traduit par un engagement théologique de très grande qualité ».

V. Mo.

Henri Tincq

Camilla Horn

Une star allemande du cinéma muet

CAMILLA HORN, héroïne de Murnau et de Lubitsch, est morte, mercredi 14 août, dans une maison de retraite à Gillingen, en Bavière. Elle était âgée de quatre-vingt-trois ans.

Née le 25 avril 1906 à Francfort, Camilla Horn connut une gloire presque instantanée en 1925 dans le *Faust* du maître de l'expressionnisme allemand Friedrich Wilhelm Murnau, où elle tenait le rôle de Marguerite.

ROLES DE FEMMES FATALES. Figurante de la grande société allemande de cinéma UFA, cette blonde diaphane, formée à la danse, avait été remarquée par le cinéaste qui avait aimé l'expression de son visage. Dès la projection de *Faust* aux Etats-Unis, elle obtint un contrat

avec la compagnie hollywoodienne United Artists, pour qui elle joua des rôles de vamp blonde dans sept films. En 1928, elle tourna *Tempest* de Sam Taylor, aux côtés de John Barrymore, puis *Eternal Love* (*L'Abnégation*) d'Emst Lubitsch.

Après avoir tourné des versions allemandes de films américains parlants, elle retourna en Allemagne, où elle devint l'une des comédiennes les plus populaires de son époque, campant des femmes fatales et des héroïnes de mélodrames assez proches de sa vie privée très agitée.

Peu à peu, les nazis, qui contrôlaient avec soin les productions de l'UFA, l'écartèrent des écrans. Elle alla tourner en Italie entre 1941 et 1943 avant de se retirer dans une propriété de l'est de l'Allemagne. A la fin de la guerre, elle se réfugia,

ruinée, dans la zone américaine et travailla comme interprète pour l'armée américaine.

RETOUR AU THÉÂTRE

En 1948, elle redevint comédienne au théâtre. Elle tourna ensuite dans des films de peu de succès. Elle joua au théâtre jusqu'à dans les années 70 avant de se retirer dans un petit appartement sur les bords du lac Ammersee en Bavière.

En 1987, on la retrouve cependant dans *Schloss Königswald*, de Peter Schamoni. Un livre de Mémoires, *Verliebt in die Liebe* (Amoureuse de l'amour), paru en 1985, racontait très franchement les nombreuses amours de cette femme à la beauté remarquable, mariée et divorcée quatre fois.

V. Mo.

Henri Tincq

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du dimanche 11 août est publié :

● UN DÉCRET rattachant la commune de Han-Devant-Pierrepont (Meuse) au département de Meurthe-et-Moselle (*Le Monde* du 15 août).

Au Journal officiel daté lundi 12-mardi 13 août sont publiés :

● Election : un décret fixant au dimanche 29 septembre l'élection d'un sénateur en Charente après la déchéance de Pierre Lacour de son mandat parlementaire, constatée par le Conseil constitutionnel (*Le Monde* du 15 juillet).

● Enseignement agricole : deux arrêtés relatifs à la création d'un Observatoire national de l'enseignement agricole et à la nomination de ses membres. Le président est René Rémond, président de la Fondation nationale des sciences politiques.

Au Journal officiel du mercredi 14 août sont publiés :

● Publications administratives : une circulaire du premier ministre demandant au gouvernement de diminuer les dépenses des ministères

consacrées aux publications administratives.

● Environnement : un décret renforçant les possibilités d'intervention des associations agréées de protection de l'environnement.

● Santé : un décret relatif à la conférence nationale de santé, qui doit se réunir du 2 au 4 septembre.

Au Journal officiel du jeudi 15 août est publié :

● Temps de travail : un décret mettant en application la loi sur l'aménagement et la réduction du temps de travail, dite loi « de Robien » (*Le Monde* du 9 juillet et du 17 août).

NOMINATION

MATIGNON. Le général de brigade Louis Le Mièrre a été nommé chef du cabinet militaire du premier ministre, par un arrêté paru au Journal officiel du 15 août. Il remplace le général de corps d'armée Jean-Pierre Kelche nommé major général de l'état-major des armées (*Le Monde* du 3 août).

Décès

— M^{me} Fernande BALDI, son épouse, ses enfants, ses petits-enfants, et toute la famille, ont le deuil de faire part du décès de

M. Joseph, François BALDI, chevalier de l'ordre national du Mérite, maire adjoint de la ville d'Antony de 1955 à 1983,

survécu à Phévières (Loire), le 12 août 1996, dans sa quatre-vingt-septième année.

Ses obsèques ont eu lieu le vendredi 16 août en l'église Saint-Samuel d'Antony, suivies de l'inhumation au cimetière d'Antony.

46, avenue du Bois-de-Verrières, 92160 Antony.

— M^{me} Henri Souleau, et ses enfants, M. Philippe Defrenois, M. et M^{me} Jean-Marie Defrenois et leurs enfants, M^{me} Claire Defrenois, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Jacques DEFRENOIS, née Brigitte PARENT,

survécu à Paris le 12 août 1996.

Ses obsèques auront lieu le mercredi 21 août à 15 heures, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, 88, rue de l'Assomption, 75016 Paris.

12, bd Emile-Augier, 75116 Paris.

— M^{me} Khejasteh Entekhabi, née Mossadeghi, son épouse, Shoroh, Sharokh et Leyli, ses enfants, Les familles Nasseri, Rishi et Basir Pour, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Ebrahim ENTEKHAHI,

survécu le 12 août 1996, à Nice, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

François-Xavier FALALA

nous a quittés le 9 août 1996.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité à Saint-Maur-des-Fossés.

Denise Falala-Tailleur et ses enfants, 88, av. Jean-Jaures, 94100 Saint-Maur-des-Fossés,

— Isabelle Haouy, Michel Charpy, Harold, Sarah et Elliot, Philippe Haouy, Marie-Pascale Leluy et Olivier, Béatrice et Jean-François Hayet, et Timothée, ont la profonde douleur de faire part du décès de

M. Marcel HAOUY, ancien élève de l'Ecole polytechnique, ingénieur général honoraire à la SNCP,

leur cher père, beau-père, grand-père, parent et ami, enlevé à leur affection le 15 août 1996, dans sa soixante-seizième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 22 août, à 10 h 30, en l'église catholique Saint-Pierre-le-Jeune, à Strasbourg, où l'on se réunira.

Ni fleurs ni couronnes.

La famille remercie toutes les personnes qui s'associent à son deuil, et plus particulièrement les médecins et le personnel soignant pour leur dévouement et leur présence.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

8, place du Marché-Neuf, 67000 Strasbourg.

CARNET DU MONDE
Télécopieur : 42-17-21-36

Paris, Jérusalem, Bagdad

Le 14 août 1996.

Sylvain KAUFMANN

nous a quittés, dans sa quatre-vingt-troisième année.

De la part de : Françoise Kaufmann, Alain et Joëlle Kaufmann, et leur famille, Henri Assolonne et Laurence Assolonne-Kaufmann, ses enfants, M^{me} Joseph Teichholz, M. et M^{me} Rodolphe Surh, M. et M^{me} Simon Besserman, ses sœurs et beaux-frères, M^{me} Charles Kaufmann, M^{me} Henri Kaufmann, ses belles-sœurs, M^{me} Sophie Rosenberg.

L'enterrement a eu lieu le dimanche 18 août, à Jérusalem.

— Eve-Marie et Niklas Svennung, ses enfants, Chantal Cronel, Carl-Henrik Marting et Gun Svennung, Bengt Svennung, Björn Svennung, Nils-Gunnar Svennung, Sa famille, Et ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

Ivar SVENNUNG,

survécu à Paris le 14 août 1996.

Une cérémonie se tiendra le mercredi 21 août à 14 h 30 en l'église Suédoise de Paris, 9, rue Médicis, Paris-17^e.

L'inhumation et une célébration auront lieu au cimetière de Hovensås, Suède, en octobre, à une date qui reste à fixer.

5, rue de la Chapelle, 75018 Paris.

— M^{me} Ewa-Marie et Niklas Svennung, ses enfants, Chantal Cronel, Carl-Henrik Marting et Gun Svennung, Bengt Svennung, Björn Svennung, Nils-Gunnar Svennung, Sa famille, Et ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

Ivar SVENNUNG,

survécu à Paris le 14 août 1996.

Une cérémonie se tiendra le mercredi 21 août à 14 h 30 en l'église Suédoise de Paris, 9, rue Médicis, Paris-17^e.

L'inhumation et une célébration auront lieu au cimetière de Hovensås, Suède, en octobre, à une date qui reste à fixer.

5, rue de la Chapelle, 75018 Paris.

Remerciements

— Très touchés par les marques de sympathie qui leur ont été témoignées à l'occasion du décès de

Thomas SANTEL-LEBORNE,

Amick Leborgne, Gilbert Samel et leurs enfants, Jérôme et Mathieu, ses parents, Lila Perleux, son amie,

remercient de tout cœur toutes celles et tous ceux qui se sont associés à leur peine et les ont aidés dans ces douloureux moments.

— M^{me} Ewa-Marie et Niklas Svennung, ses enfants, Chantal Cronel, Carl-Henrik Marting et Gun Svennung, Bengt Svennung, Björn Svennung, Nils-Gunnar Svennung, Sa famille, Et ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

Ivar SVENNUNG,

survécu à Paris le 14 août 1996.

Une cérémonie se tiendra le mercredi 21 août à 14 h 30 en l'église Suédoise de Paris, 9, rue Médicis, Paris-17^e.

L'inhumation et une célébration auront lieu au cimetière de Hovensås, Suède, en octobre, à une date qui reste à fixer.

5, rue de la Chapelle, 75018 Paris.

— M^{me} Ewa-Marie et Niklas Svennung, ses enfants, Chantal Cronel, Carl-Henrik Marting et Gun Svennung, Bengt Svennung, Björn Svennung, Nils-Gunnar Svennung, Sa famille, Et ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

Ivar SVENNUNG,

survécu à Paris le 14 août 1996.

Une cérémonie se tiendra le mercredi 21 août à 14 h 30 en l'église Suédoise de Paris, 9, rue Médicis, Paris-17^e.

L'inhumation et une célébration auront lieu au cimetière de Hovensås, Suède, en octobre, à une date qui reste à fixer.

5, rue de la Chapelle, 75018 Paris.

Conférences

DROITS DE L'HOMME

Cours par correspondance, en langue française, proposés par le

Centre d'études et de recherches internationales. Renseignements et inscriptions (uniquement par correspondance) au :

CEI, 6, rue de Trèves, Building B, L-2633 Semmerberg, Luxembourg.

— Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

ABONNEMENT VACANCES

Vous êtes abonné (e)

Faites suivre ou suspendre votre abonnement pendant vos vacances :

● Retournez ce bulletin au moins 12 jours à l'avance sans oublier de nous indiquer votre numéro d'abonné (en haut à gauche de la « une » de votre journal).

● Si vous êtes abonné par prélèvement automatique, votre compte sera prélevé au prorata des numéros servis dans le mois.

Retenez le Monde sur le lieu de vos vacances. Retournez-nous au moins 12 jours à l'avance ce bulletin accompagné de votre règlement.

DURÉE **FRANCE**

☐ 2 semaines (13 n°) 91 F
☐ 3 semaines (19 n°) 128 F
☐ 1 mois (26 n°) 181 F
☐ 2 mois (52 n°) 360 F
☐ 3 mois (78 n°) 536 F
☐ 12 mois (312 n°) 1890 F

Date et signature obligatoires

Votre numéro d'abonné : (IMPRIMER)

Commence de résidence habituelle : (IMPRIMER)

☐ Suspension vacances (votre abonnement sera prolongé d'autant)* du : au :

☐ Transfert sur le lieu de vacances (France métropolitaine uniquement)* du : au :

Votre adresse de vacances :

Nom : Prénom :

Adresse : Ville :

Code postal : Ville :

Votre adresse habituelle :

Nom : Prénom :

Adresse : Ville :

Code postal : Ville :

Votre règlement : ☐ Chèque joint ☐ Carte bancaire n°

* Pour l'étranger, nous consulter.

LE MONDE - Service abonnements - 24, av. du Général-Lacaze - 93496 Chantilly Cedex

CARNET DU MONDE

21 bis, rue Claude-Bernard 75012 Paris Cedex 05

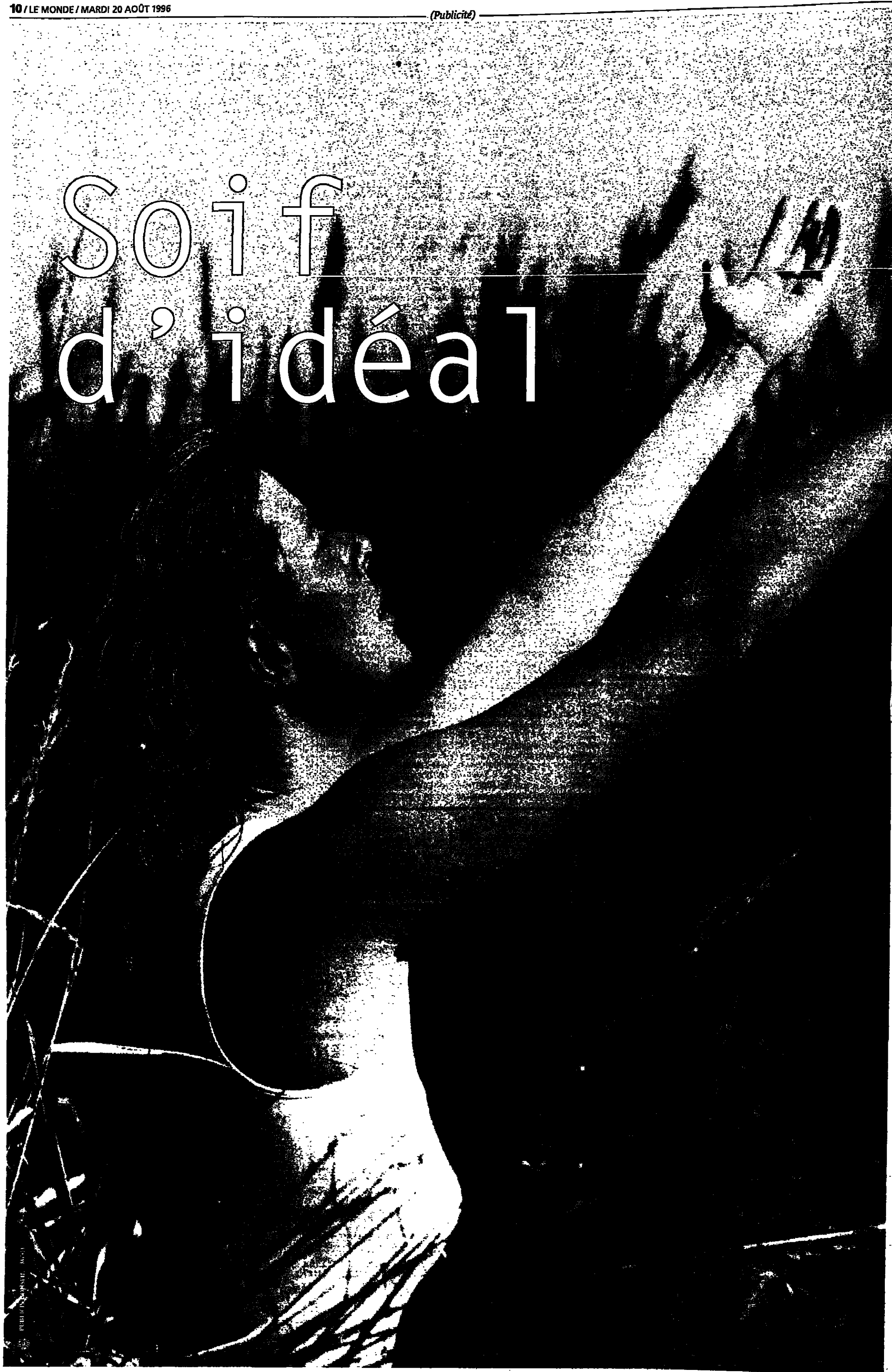
Renseignements : 42-17-21-36 ou 29-96 ou 38-42

Télécopieur : 42-17-21-36

Tarif de la ligne H.T.

Toutefois rubriques : 105 F
Abonnés et actionnaires : 95 F
Thèmes étudiants : 85 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en italique sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.



Soif d'idéal

d'e

Envie d'
Envie qu
Envie de
mais surt
Envie d'é
économe,
Si je peu
Et surtou
Il paraît
on peut +

مَكْنَزٌ مِنَ الْأَصْلِ

Faim d'essentiel

Envie d'être moi.

Envie qu'on pense à mes fins de mois.

Envie de m'y retrouver,
mais surtout de me retrouver, moi.

Envie d'être exigeant, sourcilleux,
économe, dépensier.

Si je peux. Quand je veux.

Et surtout, envie d'être heureux.

Il paraît qu'il y a des endroits où
on peut faire tout ça. Et rester soi.

 **Géant. J'ai envie**

HORIZONS

RÉCIT

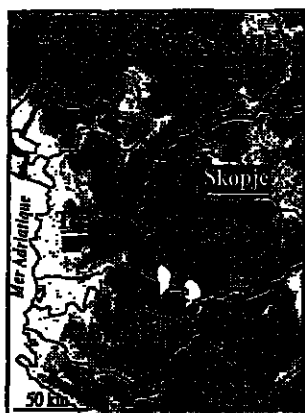
Le piéton des Balkans

C'ÉTAIT en 1991. Je venais, avec mon amie photographe Analk Frantz, d'accomplir une longue traversée, en suivant la ligne du RER, de la plaine de France à la vallée de Chevreuse, 60 kilomètres, deux ou trois millions d'habitants, deux millénaires d'histoire pour comprendre un peu notre monde. Nous en avions fait un livre, *Les Passagers du Relsy-Express*.

L'idée s'est formée en moi d'une autre traversée, qui ne ferait pas 60 kilomètres celle-là, mais plutôt 3 000 : un périple dans les pays émergents à peine du « socialisme réellement existant », pour voir, comprendre les changements. Je me disais que ce serait l'occasion de retrouver certains de ceux qui s'étaient exprimés dans *L'Alternative*, revue « pour les droits et libertés dans l'Europe de l'Est », que nous avions, quelques camarades et moi, animée (avec succès et difficulté) pendant six ans.

Peut-être ce projet s'est-il vraiment dessiné un jour de cet été-là, sur le sommet d'une montagne polonaise proche de la frontière slovaque. Je séjournais dans ce que je ressentais comme le cœur géographique de l'Europe (je ne savais pas, alors, que partout où je passerais, on me dirait : « Nous sommes ici au vrai cœur de l'Europe »). Là, le royaume de Hongrie à l'ouest, le pays slave à l'est, la population ukrainienne expulsée à l'ouest, les églises orthodoxes aux catholiques, les noms du cimetière sont pour beaucoup germaniques, la rue Karl-Marx est (re)devenue Pilsudski, les mères de famille polonaises ne menacent plus leurs enfants du juif mais du Tzigane, le photographe ambulancier réclame aux touristes polonais venus de Montréal un dollar par photo, le cinéma affiche Pedro Almodovar en précisant qu'il s'agit d'un film pornographique interdit par la commission épiscopale, des Lituanais vendent de l'ambre au marché et, à 1 000 mètres d'altitude, le ciel au-dessus des montagnes reste toujours plombé par les fumées des mines de la Silésie noire. Sur un col, des écriteaux cloués à un poteau de bois indiquaient des directions idéales au promeneur : Erfurt, Bratislava, Budapest, Lübeck, Kiev, Vilnius, Bucarest, Sofia. J'ai eu vraiment envie de suivre une de ces flèches. Et puis, naturellement, je n'en ai rien fait. Comme pour bien d'autres projets auparavant, en d'autres endroits du globe (cette pancarte ironique au fond du Labrador, indiquant la direction du pôle Nord...).

Le plan, tel que je l'étais pour le soumettre à l'éditeur, était ambitieux : tout bonnement traverser l'Europe centrale et orientale de part en part, du nord au sud. De Tirana à Gdansk, peut-être même à Leningrad (c'était encore le nom de Saint-Petersbourg). Sans oublier Berlin. Personne ne me fit remarquer sa démesure. Je fus chaleureusement



Un périple au cœur de l'Europe par François Maspéro
Photo : Klavdij Sluban

Demain : La ville de pierre

ment à une suite de mots sur un cahier ce trop-plein de vie différente qui déferle et vous plonge entre enthousiasme et angoisse, est un exercice déprimant qui va parfois jusqu'à une souffrance physique.

Pour pouvoir dire quelque chose, donc, puisque je m'y étais engagé, il fallait repartir. Là-bas, ce n'était déjà plus tout à fait ailleurs. Je savais maintenant que j'y retrouverais des visages aimés et que j'en rencontrerais d'autres.

En revanche, il m'apparaissait désormais exorbitant de prétendre continuer le périple tel que j'avais prévu mon projet, j'aurais été comme ces touristes américains auxquels les agences de voyage garantissent cinq capitales européennes en dix jours et douze nuits. Il fallait retourner : peut-être qu'un jour je pourrais prendre des notes, j'aurais quelque chose à dire qui émergerait de ce chaos d'impressions ? Ou serais-je toujours ainsi, en transit ?

Mais surtout, si je suis revenu plusieurs années dans les Balkans du Sud, c'est parce que, entre le moment où j'ai tracé les lignes initiales de mon projet et cet automne 1992 où j'ai débarqué pour la première fois à Sofia, il s'était produit en Europe un bouleversement radical et définitif.

« Plus jamais ça ! », disions-nous, chantions-nous, dans les années 50, enfants de toute l'Europe dans nos auberges de jeunesse.

Nous nous étions trompés. Nous avions certes vu la guerre embraser certains points du globe : guerres de libération de peuples colonisés, guerres dues à l'affrontement des deux blocs issus de la deuxième guerre mondiale. L'Europe pouvait en être parfois responsable ou complice, on continuait d'espérer avec la foi du charbonnier qu'il s'agissait de conflits locaux exacerbés par la guerre froide, qui pouvaient menacer la paix

monde de la Bosnie, panacée pour les têtes pensantes et déçadantes du continent, était-il irréprochable du point de vue de la logique géopolitique. Mais alors, la Bosnie n'étant pas sur la Lune, il fallait, il faut s'attendre à le voir un jour, ce plan, au nom de la même logique, préconiser pour une juste répartition ethnique des populations d'Aubervilliers et de La Courneuve.

La Bosnie n'est pas le seul endroit des Balkans où se côtoient, où se côtoient toujours, des populations d'origine et parfois de langues différentes : Bulgares et Turcs, Macédoniens et Albanais ou Turcs, Serbes et Albanais, Albanais et Grecs, Roumains et Hongrois ou Tziganes, chaque peuple étant, selon le pays, la « minorité » de l'autre... Comment pouvais-je, après avoir tissé des liens si chaleureux dans chaque pays parcouru, m'empêcher d'imaginer le cauchemar déferlant sur les êtres aimés : l'ami torturé à mort, l'amie violée par les soldats d'une milice ou d'une autre, ou simplement par les bons voisins d'hier...

Où alors avaient-ils, sur ce versant-ci des Balkans que je parcourais, contrairement à ceux du Nord, un secret de la vie en bonne entente, et étaient-ils suffisamment forts pour exorciser la haine et mort qui ravageaient les autres ?

Je marchais dans le quartier turc de Veliko-Tirnovu la Bulgare, je parlais à des Serbes de Kumanovo ou à des Albanais de Tetovo les Macédoniennes, tout était apparemment pacifique, mais l'interrogation était là, lancinante : est-il possible que « ça » arrive aussi ici ?

Et dans ce cas, croyez-moi : « ça » arrivera bien aussi un jour chez nous.

Où, il fallait retourner.

J'ai fait ainsi, entre 1992 et 1994, cinq voyages balkaniques qui m'ont conduit de Sofia à Ohrid, de Salonique au Danube, de Missolonghi à Tirana, etc. A cela s'ajoute un assez long détour par l'enfer bosniaque. Tantôt par les grands itinéraires de tous les temps - telle la Voie Égna-thia qui mène, depuis l'époque romaine, de l'Adriatique à la mer Noire, de Dyrrachium-Durrës à Byzance-Istanbul, et dont des fragments sont aujourd'hui des autoroutes -, tantôt par des chemins de traverse.

A part la bicyclette, la mongolfière et l'âne, il n'est pas de moyens que je n'aie empruntés. Et encore, pour l'âne, ce fut tout juste, car je fus suivi un jour sur un sentier de montagne par deux de ces intéressants quadrupèdes avec une telle opiniâtreté et sur une telle distance, qu'il s'en fallut de peu pour que je ne m'approprie le bien d'autrui.

En 1995, enfin, j'ai voulu tenter de mettre bout à bout ces fragments de voyages éparpillés dans le temps et l'espace, en suivant un trajet qui serait une traversée de toute la région déjà parcourue par petits bouts : de la côte adriatique à celle de la mer Noire, de Durrës en Albanie à l'embouchure du Danube en Roumanie. Et en prenant enfin consciencieusement, au fil des jours, les notes que j'avais toujours ajournées.

Ce dernier voyage, nous l'avons fait à deux. J'avais rencontré Klavdij Sluban deux ans plus tôt à Skopje. Il arrivait de Belgrade, il avait parcouru le Kosovo et séjourné à Pristina. Il m'avait décrit cette ville éternelle, la population privée de travail, de perspectives, les gens attendant dans la rue - attendant quoi ? On débarque du train, disait-il, et, perdu, plongé dans cette foule mais séparé d'elle par l'écran invisible qui colle à tout voyageur, il faut des heures, des jours avant même de comprendre où l'on est, avant simplement d'arriver à voir. Il faut marcher, écouter, s'imprégner.

Et c'est seulement après un long temps de patience et d'inquiétude que l'écran se dissipe et qu'il est question, peut-être, de se servir de l'appareil photographique. Car Klavdij est photographe.

Il parlait aussi des nouvelles frontières, de ces attentes qui n'ont pas de fin, de gens perdus dans un pays pulvérisé, ces gens ayant vécu si longtemps ensemble et prétendant soudain ne plus se comprendre.

Ce jour-là, après s'être adressé au garçon qui nous servait nos cafés, il m'avait dit : « Vous voyez : je lui ai parlé en serbo-croate, et il a fait semblant de ne pas me comprendre. Il y a un an encore, c'était impensable, ici. » Plus tard, quand j'ai vu ses photos, j'y ai retrouvé ce que j'avais senti en lui, ce regard patient, ce refus de l'immédiat, du choc de l'événement, cette immersion dans une réalité où se mêlent la paix du jour et la menace du lendemain. Il y a, entre les frontières qui quadrillent les Balkans, quelque chose qui parle de paix rêvée et de mort latente. C'est cela, entre autres, qui filtre des photos de Klavdij Sluban.

Elles parlent de mort mais elles la conjurent en même temps, parce qu'elles parlent aussi de vie, d'êtres humains, de terre - et de ce qui attache ces êtres humains à cette terre : ce qu'ils y ont construit, à l'image des personnages d'Ivo Andrić.

L'unité perdue des Balkans est peut-être comme celle de l'espèce humaine : une vue de l'esprit. Mais peut-on, faut-il encore vivre, si l'on renonce définitivement à la rêver ?

Je me suis dit que j'aimerais bien savoir prendre des photos comme celles de Klavdij. Ou, à défaut, faire avec elles un bout de chemin, un bout d'écriture. Quelques mois plus tard, en nous revoyant à Paris, nous avons constaté que, chacun de notre côté, nous avions pensé à la même chose.

C'est ainsi que, par un jour de pluie de mai 1995, nous avons débarqué du ferry de Bari, dans le port de Durrës, sur la terre albanaise.

François Maspéro
Photo : Klavdij Sluban



encouragé. Il ne me restait qu'à partir, muni de quelques adresses données par des gens qui ne discutèrent pas davantage mon itinéraire, ça n'était pas leur problème, mais qui tous me posèrent les questions que je savais désormais rituelles pour les avoir affrontées en Chine comme dans le Hurepoix : « Qu'est-ce que vous cherchez, exactement ? Vous avez bien une idée derrière la tête ? » L'expérience m'a enseigné qu'à ces questions-là, je n'ai pas de réponse. D'ailleurs, si j'en trouvais une, je crois que je cesserais de voyager.

De mon premier voyage, qui débuta à Sofia et se termina plus d'un mois plus tard à Bucarest, je suis revenu plein d'un grand désordre d'images et de voix, dont beaucoup - mais pas toutes ! - avaient la chaleur d'amitiés neuves et impossibles à effacer. Sur mon passage, l'histoire, lointaine, proche ou immédiate, m'avait assailli, foisonnante, contradictoire selon les paysages et interlocuteurs successifs. Vagues grises de la mer Noire à Varna et eaux vertes du Danube où ne circulaient pratiquement plus de bateaux, trafiquants ukrainiens entassés comme pour un exode dans le train franchissant le pont de l'Amitié si mal nommé entre Bulgarie et Roumanie, foule pataugeant dans neige fondue de la Calea Victoriei à Bucarest : tout était chargé de réminiscences infinies.

Le problème c'est que, de retour à Paris, je n'avais rien à rédiger. Je n'avais pas pris de notes. Rédire instantané-

François Maspéro à Durrës.
« On débarque du train, et perdu, plongé dans cette foule mais séparé d'elle par l'écran invisible qui colle à tout voyageur, il faut des heures, des jours avant même de comprendre où l'on est, avant simplement d'arriver à voir. Il faut marcher, écouter, s'imprégner. »

mondiale comme dans le cas du Vietnam ou de la Palestine, mais ne la remettaient jamais définitivement en cause. En 1991, après l'effondrement de la Fédération yougoslave, pour la première fois depuis 1945, la guerre avait éclaté sur le sol européen, dans le cœur même de l'Europe.

De nouveau « ça » : les scènes de la barbarie européenne de mon enfance. Les populations fuyant sur les routes mitraillées, les villages brûlés, les massacres en masse, les barbelés, la mort sous la schlague et par la faim dans les camps, les « personnes déplacées » parquées par centaines de milliers, le génocide racial - aujourd'hui « ethnique ». Et la haine banalisée. La haine du voisin pour le voisin dont le langage est, souvent, sinon le même, du moins cousin germanique. La haine qui pousse à dénoncer, à saccager et à tuer.

Qu'on ne me parle pas d'une quelconque sauvagerie propre à je ne sais quelle particularité balkanique. Moi, c'est bien d'Européens que je parle. Sarajevo n'était pas différent de Skopje ou de Sofia, trois villes des Balkans, trois villes d'Europe : dans l'une on s'entretenait, dans les deux autres la vie était en apparence un long fleuve difficile mais paisible qui les différencialait peu de Bruxelles ou d'Innsbruck.

Mais jusqu'à quand ? Srebrenica avait été aussi douce à vivre que Bellac, et Dubrovnik plus facile que Naples. Les Balkans n'étaient pas, ne sont pas une parenthèse dans l'Europe et, s'il y a a-bécès, il n'est pas balkanique mais européen. Peut-être le plan Vance-Owen de partition eth-

Les incertitudes du présent

SILVIA

Je me souviens d'un jour où j'étais allée à la messe à la paroisse de Saint-Pierre de la Courneuve. C'était un dimanche matin, et j'étais seule. J'étais allée à la messe à la paroisse de Saint-Pierre de la Courneuve. C'était un dimanche matin, et j'étais seule.

Je me souviens d'un jour où j'étais allée à la messe à la paroisse de Saint-Pierre de la Courneuve. C'était un dimanche matin, et j'étais seule. J'étais allée à la messe à la paroisse de Saint-Pierre de la Courneuve. C'était un dimanche matin, et j'étais seule.

Je me souviens d'un jour où j'étais allée à la messe à la paroisse de Saint-Pierre de la Courneuve. C'était un dimanche matin, et j'étais seule. J'étais allée à la messe à la paroisse de Saint-Pierre de la Courneuve. C'était un dimanche matin, et j'étais seule.

Je me souviens d'un jour où j'étais allée à la messe à la paroisse de Saint-Pierre de la Courneuve. C'était un dimanche matin, et j'étais seule. J'étais allée à la messe à la paroisse de Saint-Pierre de la Courneuve. C'était un dimanche matin, et j'étais seule.

Je me souviens d'un jour où j'étais allée à la messe à la paroisse de Saint-Pierre de la Courneuve. C'était un dimanche matin, et j'étais seule. J'étais allée à la messe à la paroisse de Saint-Pierre de la Courneuve. C'était un dimanche matin, et j'étais seule.

Je me souviens d'un jour où j'étais allée à la messe à la paroisse de Saint-Pierre de la Courneuve. C'était un dimanche matin, et j'étais seule. J'étais allée à la messe à la paroisse de Saint-Pierre de la Courneuve. C'était un dimanche matin, et j'étais seule.

Je me souviens d'un jour où j'étais allée à la messe à la paroisse de Saint-Pierre de la Courneuve. C'était un dimanche matin, et j'étais seule. J'étais allée à la messe à la paroisse de Saint-Pierre de la Courneuve. C'était un dimanche matin, et j'étais seule.

هكذا من الأصل

Le Monde

ÉDITORIAL

La solitude d'Hussein de Jordanie

POUR avoir trop promis et n'avoir pas assez tenu parole, le roi Hussein de Jordanie fait face aujourd'hui à une contestation populaire dans laquelle il aurait tort de ne voir que les desseins maléfiques de « parties étrangères » liées à l'Irak. Certes, la capacité de nuisance du régime irakien, qui s'estime trahi par la Jordanie (elle l'avait soutenu politiquement durant la guerre du Golfe), est grande. Mais elle ne saurait occulter une formidable exacerbation des mécontentements au sein de la population. Les jeunes manifestants qui sont descendus dans les rues de plusieurs villes jordanienues, vendredi 16 et samedi 17 juillet, réagissent au quasi-triplement du prix du pain, décidé il y a une semaine par le gouvernement d'Abdel Karim Kahar, dont l'opposition, toutes tendances confondues, réclame la démission. La réponse a été brutale : l'armée est intervenue à Karak, principal foyer de tension ; des centaines de jeunes ont été arrêtés.

Emettes et répression redoublent la tension qui n'a fait que croître dans le royaume au cours des dernières années. Les jordanienues considèrent que leur monarque est allé trop vite, confondant, dans une même hâte, la normalisation avec Israël, intervenue en 1994, la prise de distance, voire une franche hostilité vis-à-vis de l'Irak, et une amitié retrouvée avec les États-Unis dont les positions sur la crise du Proche-Orient sont de plus en plus contestées. Autant de choix qui n'ont pas porté de fruits puisque les jordanienues attendent toujours les dividendes du traité de paix conclu avec l'État juif et de la réconciliation avec les États-Unis.

Or si l'Égypte recueille amplement plus de 2 milliards de dollars d'aide américaine depuis Camp David en 1978, la Jordanie, elle, n'a rien vu venir depuis 1994, sinon une simple remise de sa dette à l'égard des États-Unis. Pourtant, le royaume est mal en point, pressuré par le FMI pour réduire une dette extérieure de quelque 11 milliards de dollars, aux prises avec un chômage qui, au bas mot, touche plus de 14 % de la population, mal remis de la rupture de ses relations commerciales avec l'Arabie saoudite, etc.

Contrairement à ce qu'on a fait croire à la population, ce n'est pas l'établissement de relations diplomatiques avec Israël qui apportera quelques touches de clarté à ce sombre tableau. Israël a déjà conclu avec l'Autorité palestinienne des accords qui détournent de Jordanie une partie du commerce de Cisjordanie. Seul chef d'État arabe à avoir accueilli favorablement l'élection de Benjamin Nétanyahou, le souverain hachémite n'est pas payé de retour : le gel ou quasi-gel du processus de paix, du fait des positions du nouveau gouvernement israélien, ne peut que crispier davantage les jordanienues d'origine palestinienne, qui forment plus de la moitié de la population du pays.

Même pour un homme habitué à la corde raide, Hussein de Jordanie apparaît comme un souverain déconnecté à la fois de son environnement régional et de sa population.

L'Histoire-labyrinthe par Jacques Attali

QUAND une civilisation s'interroge sur le sens de l'Histoire, c'est qu'elle est proche du déclin. A la fin du second siècle à Rome, à la fin du XIX^e siècle en Grande-Bretagne, comme aujourd'hui dans tout l'Occident, l'idée de progrès a été ou est remise en cause ; des dizaines de textes parais- saient avec un titre commençant par « La fin de... ». Tout se passe

comme si l'empire dominant, gavé de réussite et de pouvoir, espérait discréditer les valeurs auxquelles il n'a plus accès et entraîner le monde neuf, qui s'apprête à prendre le relais, dans son propre naufrage. Un débat comme celui-là n'aurait pas sa place dans un journal chinois ou indien ou même africain ; ces peuples ont trop de bienfaits évidents à attendre du progrès pour le mettre en doute, même s'ils en discutent, à juste titre, la distribution et la conduite.

Le déclin relatif de l'Occident est une évidence du siècle prochain. Sa part dans la population mondiale, dans la richesse mondiale, dans les innovations, ne peut que diminuer. Mais un déclin relatif n'est pas nécessairement un déclin absolu, tout au contraire. Et l'humanité tout entière a tout à gagner au décollage économique de l'Asie. Après une période d'ajustement, la croissance du Sud sera le moteur de celle du Nord. La réussite des autres n'est pas nécessairement le signe annonciateur de notre défaite.

En Occident, depuis quelques siècles, le débat sur le progrès est pourtant posé en termes très réduits : on avance, on recule ou on stagne. Tout se passe le long d'une ligne droite ; il n'y a pas d'autres choix possibles. Descartes le premier utilisait cette métaphore, quand il expliquait dans ses *Méditations* que l'homme ne doit pas accepter d'errer dans une forêt et que la seule façon d'en sortir est d'avancer en ligne droite, sans s'occuper des obstacles : on trouvera bien une clairière. Cette réflexion a marqué toute la société industrielle. Hegel, Marx, Tocqueville n'ont fait que reprendre cette métaphore à leur compte, ne se disputant que sur le sens et la vitesse du mouvement du progrès dans l'Histoire.

Au XIX^e siècle, le nazisme et le communisme ont démontré, selon certains, que l'homme n'avance pas ; pour d'autres, leur défaite a été le signe de l'inévitable marche en avant du progrès ; pour d'autres encore elle a signifié l'arrêt de l'Histoire, par la victoire définitive et inéluctable du marché et de la démocratie. En réalité, cette représentation est trompeuse et naïve. Elle ne permet ni de rendre compte de la complexité du devenir des sociétés humaines. L'Histoire n'avance ni ne recule ; elle ne se promène pas le long d'une ligne droite. Sinon sur le fil tendu d'un filin.

Depuis le commencement du monde, l'humanité va en effet à la fois vers plus de bien et plus de mal. Elle avance et recule à la fois. Pour ne regarder que ce qui se joue dans les cinquante prochaines années, on peut citer mille exemples de cette simultanéité : l'espérance de vie augmentera aussi vite que les moyens de guerre ; l'agriculture progressera et la famine menacera au moins le tiers d'une humanité dépassant les dix milliards de personnes ; la globalisation des marchés accentuera la solidarité

planétaire alors que la recherche d'identité multipliera le nombre d'États-nations qui, au rythme actuel, dépassera les deux mille. Les moyens de communication, d'apprentissage et de distraction seront infiniment plus puissants qu'aujourd'hui et en même temps jamais la solitude n'aura touché autant de gens perdus dans l'entier des villes, sans famille ni tribus.

Dans un tel chaos, l'humanité connaîtra des progrès de plus en plus bienfaits en même temps que des barbaries sans cesse plus dévastatrices. Et s'il fallait une représentation graphique de ces phénomènes, on pourrait dire que l'Histoire oscille autour d'une ligne droite, avec des amplitudes croissantes, jusqu'au jour où l'écrou du Mal sera tel qu'il deviendra irréversible et que l'oscillation se transformera en fin du monde.

Encore l'image de l'oscillation est-elle trop sommaire pour rendre compte de ce qui nous attend, car elle reste liée à celle de la ligne droite. Pour éclairer ce que je crois discerner de l'Histoire à venir et de

sa complexité, il me semble qu'il faudrait plutôt la comparer à un labyrinthe : le voyageur y avancera quand il croira reculer ; il se perdra quand il croira toucher du doigt le but ; deux points qui lui paraîtront très proches l'un de l'autre seront en fait très éloignés ; avancer ou reculer y sont des concepts vides de sens. C'est donc à une tout autre géométrie de l'Histoire qu'il faut se préparer.

C'est aussi à une tout autre philosophie : dans un labyrinthe, reculer peut être progresser, se perdre est un moyen d'apprendre. Là est un des secrets de notre avenir. Dans l'univers incroyablement complexe, enchevêtré, interdépendant, paradoxal, qui s'installe, fait d'une mosaïque de réseaux et d'un déluge de signes, seul l'homme qui se souviendra de ses erreurs, qui gardera en mémoire ses barbaries, aura une chance de ne pas se perdre. Seul il progressera vers l'idée qu'il se fait du Bien, s'il est capable de s'en faire une. Le capitalisme ne l'y prépare pas qui se nourrit d'annihilation. Et les sociétés qui se contenteront de mimer la conception occidentale du progrès définie aux siècles du triomphe industriel y perdront leur âme.

Le pronostic est alors assez facile à faire. Ne survivront que les civilisations assez mobiles pour ne pas se laisser aller à la déception d'un échec et pour chercher des moyens d'échapper à leurs impasses ; mais aussi qui auront assez de mémoire pour se souvenir de l'horreur et nourrir un rêve intérieur, pour réver le beau. A elles, l'Histoire, pour mener encore d'innombrables sursourires, d'innies découvertes et de superbes jubilations.

Jacques Attali est conseiller d'État

Ni désespoir ni euphorie par Pascal Bruckner

TOUTE discussion sur le progrès oscille entre les deux impasses du pessimisme et de l'optimisme. Ses détracteurs dénoncent en lui une illusion funeste qui conduit tout droit à la vulgarité, à l'insignifiance, au conformisme quand ce n'est pas à des formes inédites de barbarie. Ses laudateurs, à l'inverse, célèbrent en lui une réalité dont nous profitons tous et violent dans le développement moral et matériel de nos sociétés un mieux-être objectif dont le monde entier devrait s'inspirer.

Penser le progrès, c'est d'abord sortir de ce face-à-face stérile entre les grinceux et les béats. Et l'on peut redouter que la célébration de l'an 2000 ne donne lieu à une débauche de bilans positifs ou négatifs où les deux camps adverses jouent leurs partitions en miroir, emplantant leurs arguments tels des enfants les boules de neige pour se bombarder. A cet égard je préconiserais la création d'un comité pour l'abolition de l'an 2000 dont les

adhérents s'engageraient à ne pas publier une ligne ou prononcer un discours sur les deux millénaires écoulés. Car c'est le danger des points de vue panoramiques que d'être producteurs de généralités vagues, c'est-à-dire de banalités, de stéréotypes.

La difficulté c'est qu'il n'y a pas un progrès mais des progrès localisés, eux-mêmes paradoxaux puisque producteurs de régressions. Telle est peut-être la sagesse désenchantée de cette fin de siècle : nous savons que nos avancées se payent de reculs terrifiants, que chaque conquête est aussi un terrain perdu, chaque démonstration de force un aveu de faiblesse. Ainsi avons-nous appris que l'arrachement à la tradition, s'il est générateur de libertés, l'est aussi de nouvelles souffrances et accroît l'embarras de vivre ensemble. Ainsi avons-nous compris que tout

conservatisme n'est pas en soi réactionnaire et qu'il y a dans le patrimoine d'une nation, dans ses moeurs, dans son art de vivre, des trésors d'intelligence et de finesse qu'il serait criminel d'oublier. Ainsi l'effondrement du système soviétique en 1989 a-t-il produit simultanément un grand bonheur et une grande mélancolie : le sentiment d'avoir perdu, avec l'ennemi principal, une source de vitalité et de mobilisation, de se retrouver face à soi-même, c'est-à-dire face au vide, d'avoir remporté une victoire ambiguë qui laisse derrière elle autant de problèmes qu'elle n'en résout.

Ce dont il faut se défaire, c'est de la croyance en une loi de l'Histoire échappant à ses acteurs et se réalisant à leur insu. Si la démocratie garde une validité, c'est bien de refuser une solution toute faite puisque l'avenir y a toujours la figure de l'indétermination et de l'imprévisible. C'est toujours là où d'autres formulent la réponse que devrait commencer pour nous la question. Et ne pas savoir où va l'Histoire, c'est aussi refuser qu'elle aille n'importe où, repousser le double piège du relativisme et du happy end, du sens tracé à l'avance. Les performances du siècle dans l'abominable et l'horreur doivent

nous rendre modestes : le confort, à l'évidence, n'a pas éradiqué la cruauté du cœur de l'homme et, contrairement aux espérances du 18^e siècle, le progrès technique n'est jamais synonyme de progrès moral. Mais pourquoi céder pour autant aux sirènes de l'Apocalypse et abandonner toute idée de raison et de volonté ? Au moins disposons-nous d'un guide pour l'action : les valeurs démocratiques héritières des Lumières, elles-mêmes traduction sécularisée du message des Évangiles et de la Bible. Le pire et le meilleur cheminent côte à côte dans nos sociétés et il dépend de nous que le Mal soit tenu à distance, certaines injustices corrigées, certaines réformes accomplies. En définitive nous sommes toujours les artisans de notre propre progrès, qui ne relève pas d'une main invisible ou de la Providence. Ni désespoir ni euphorie : une éternelle perplexité qui nous demande de nous battre sur plusieurs fronts sans jamais croire détenir le dernier mot.

Pascal Bruckner est écrivain

DÉMAIN
Le rêve ridicule d'Isaac Bashevis Singer, par Alain Finkielkraut.

Les incertitudes du progrès

« SCIENCE d'où prévoyance, prévoyance d'où action », affirmait Auguste Comte. Pour le fondateur du positivisme, héritier d'une tradition qui remonte au vieux rêve d'une cité idéale fondée sur la raison, la connaissance scientifique était appelée à assurer le progrès de la société en éclairant les lois de son fonctionnement et de son évolution. De cette philosophie, le libéralisme et le marxisme, au XIX^e siècle, ont été, chacun à sa façon, les continuistes.

Or voici qu'aujourd'hui elle vole en éclats sous le double coup des échecs du capitalisme et de l'effondrement du communisme. Le triptyque même de Comte se trouve mis en question. Science, prévoyance, action : les trois termes ne se déduisent plus aussi facilement l'un de l'autre, la « science » ne rime plus aussi bien avec la « prévoyance », ne s'accorde plus aussi aisément avec l'action. Entre le savant et le politique la collaboration est devenue problématique, le savoir et le pouvoir divergent, le sens de l'Histoire a cessé d'être lisible.

Les socialistes et un bon nombre de communistes, en France et ailleurs, ne croyaient plus depuis longtemps aux lendemains qui chanteraient, mais ils restaient marqués par une forme d'optimisme progressiste. Ils demeuraient convaincus, au fond d'eux-mêmes, qu'en dépit des horreurs du siècle l'humanité s'acheminait, douloureusement, mais sûrement, vers un avenir meilleur. Le communisme avait trahi l'idéal qu'il prétendait incarner : cet idéal n'en restait pas moins perceptible à l'horizon de l'Histoire. Le fiasco de l'après-communisme en Russie et surtout dans l'ex-Yougoslavie a mis à mal cette croyance.

Les libéraux, pour leur part, pensaient que le capitalisme avait définitivement triomphé sur toute la surface du globe et qu'il allait démontrer à l'Est la même efficacité qu'à l'Ouest. Même si des difficultés, parfois lourdes, subsistaient ici ou là, elles ne devaient pas masquer la direction du mouvement : selon le philosophe américain Francis Fukuyama, lecteur de Hegel et de Kojève, la victoire du libéralisme annonçait la « fin de l'Histoire ».

Ces espoirs ont été déçus. Non seulement les peuples d'Europe de l'Est n'ont pas trouvé dans le capitalisme la voie attendue du bonheur, mais ceux d'Europe de l'Ouest se sont mis à douter de ses bienfaits. Au-delà même de la persistance d'un chômage massif, une longue série d'accidents industriels les a rendus de plus en plus sensibles aux dégâts du progrès. En France, les récentes affaires du sang contaminé, de la « vache folle » et de l'amiante,

pour ne citer que les plus récentes, ont donné à penser que les effets pervers de la technique pouvaient au moins contrebalancer ses conséquences positives.

Dès lors les certitudes de naguère ont laissé place au doute et la confiance dans l'avenir s'est muée en perplexité, voire en désenchantement. Comme si l'Histoire était désormais le lieu de tous les hasards et la science celui de tous les dangers. Ce « nihilisme » contemporain ne se confond pas avec les vieilles idéologies du déclin, qui ne sont que l'envers des théories du progrès. Il ne soutient pas que le monde d'aujourd'hui est nécessairement pire que celui d'hier, mais plutôt, comme le soulignait déjà Jadis Chateaubriand (cité par Denise Souche-Dagues dans son livre *Nihilisme*, PUF, 1996), que « l'Histoire a perdu le visage d'un calme développement » et qu'elle est devenue « imprévisible ».

Faut-il donc renoncer aux croyances anciennes ? La science est-elle décidément incapable de contribuer, comme le pensait Auguste Comte, à l'organisation rationnelle de la société ? L'Histoire ne peut-elle plus être conçue, dans la double filiation de Hegel et de Marx, comme le déroulement progressif de l'aventure humaine ? Faut-il considérer que les incertitudes du progrès font entrer l'Occident dans un nouveau « paradigme », en rupture avec les schémas intellectuels d'autrefois ?

« IDÉOLOGIE IRRATIONNELLE »
Le débat est aujourd'hui largement ouvert. Les uns tentent de redéfinir le marxisme pour montrer qu'il ne correspond pas aux simplifications auxquelles il a trop souvent donné lieu. Les autres s'efforcent de repenser la science, qu'ils s'emploient à distinguer de sa caricature scientiste. Dans tous les cas, il s'agit de bousculer les idées reçues afin de rétablir la complexité de la démarche scientifique et la part d'incertitude qui affecte le processus historique.

Ce n'est pas un hasard si une partie des intellectuels se tournent vers Merleau-Ponty, dont la conception du marxisme est moins dogmatique que d'autres. Le propre du marxisme, affirme-t-il dans *Sens et Non-Sens*, tout récemment réédité chez Gallimard, est d'« admettre qu'il y a à la fois une logique de l'Histoire et une contingence de l'Histoire, que rien n'est absolument forcé, mais aussi que rien n'est absolument nécessaire ».

Le principe d'incertitude Jadis énoncé par le physicien Werner Heisenberg est aussi au cœur de la « techno-science », dont on découvre aujourd'hui qu'elle entraîne, à l'échelle de la planète, des risques d'une ampleur inédite. Les écologistes ont multiplié les avertissements, suscitant l'inquiétude de nombreux savants qui se sont dits préoccupés, dans le fameux appel de Heidelberg, en 1992, par « l'émergence d'une idéologie irrationnelle qui s'oppose au progrès scientifique et industriel ».

De cette idéologie les hommes de science sont en partie responsables s'il est vrai, comme le rappelle Dominique Lecourt (*Contre la peur*, Hachette-Pturiel, 1990), qu'ils ont « accredité l'idée d'un progrès pour ainsi dire automatique ». Or la pensée scientifique « ne progresse qu'en détruisant ses certitudes », elle se caractérise moins par « son souci de la prévision » que par « son ouverture déterminée à l'imprévisible ».

Face à l'imprévisible, à l'Aléatoire, à l'incertain, les hommes sont ainsi renvoyés à leur liberté et les politiques à leur responsabilité.

Thomas Ferenzi

RECTIFICATIFS

MÉTRO DE LONDRES

Nous avons écrit par erreur, dans *Le Monde* du 6 août, que le syndicat des conducteurs de métro, l'Aslef, regroupait cheminots et pompiers. Un lecteur, Antoine Capet, professeur à l'université de Rouen, nous indique que l'Aslef (*Associated Society of Locomotive Engineers and Firemen*) date du temps des locomotives à vapeur où l'élite des cheminots était constituée de chauffeurs (*firemen*) et de mécaniciens (*engineers*).

DRESDE

Nous avons indiqué par erreur, dans *Le Monde* daté 11-12 août, que le peintre Gerhard Richter était né en 1932, à Dresde, en RDA. Comme nous l'avait fait remarquer plusieurs lecteurs, la RDA n'existait pas en 1932, puisqu'elle a été créée en 1949.

PUBLICITÉ Le groupe français de publicité Publicis vient de prendre successivement le contrôle de deux importantes agences, au Mexique et au Brésil. Les investissements publi-

citaires en Amérique latine s'accroissent de 25 % par an. ● LA FIN de son alliance avec le groupe américain True North a permis à Maurice Lévy, président du directoire de Pu-

blics et responsable du groupe publicitaire depuis la mort de son fondateur, Marcel Bleustein-Blanchet, de nouer des alliances dans des pays qui étaient auparavant le fief de son

ancien associé. ● PUBLICIS devrait continuer à développer son implantation hors de France et d'Europe - continent où il est devenu leader - en procédant bientôt à de nouvelles

acquisitions en Amérique du Sud, mais aussi en Amérique du Nord. ● EURO-RSCG, rival de Publicis, est déjà installé dans soixante-deux pays et sur quatre continents.

Numéro un européen, Publicis s'implante au Mexique et au Brésil

Après avoir conquis la première place en Europe, le deuxième groupe publicitaire français tire la leçon de son divorce avec son allié américain True North et acquiert des agences latino-américaines

PUBLICIS, le groupe publicitaire français fondé en 1926 par Marcel Bleustein-Blanchet, affiche sa volonté d'internationaliser hors Europe (il réalise 41 % de son chiffre d'affaires en France, 54 % en Europe et 5 % aux États-Unis). Après avoir pris, en fin de semaine dernière, 51 % de l'agence mexicaine Paulino Romero y Asociados (*Le Monde* daté dimanche 18-19 août), Publicis a conclu à São Paulo (Brésil), dans l'après-midi du dimanche 18 août, une deuxième acquisition, celle de l'agence brésilienne Norton Publicidade. Le Français en acquiert 60 %, le reste du capital demeurant aux mains des dirigeants de la société.

Maurice Lévy, président du directoire de Publicis et dirigeant du groupe depuis le décès de son fondateur, le 11 avril, ne souhaite pas dévoiler le montant des deux transactions, mais précise au *Monde* que « si l'investissement au Mexique n'est pas considérable, celui qui a été réalisé au Brésil est important pour nous ». Publicis a des réserves : il a dégagé en 1995 une marge brute d'autofinancement de 501 millions de francs, pour un chiffre d'affaires de 20,5 milliards.

Les deux agences dans lesquelles le groupe français a investi présentent des caractéristiques proches. Comme lui, il s'agit de deux entreprises à la longévité

éprouvée. Comme lui, elles ont été lancées par une personnalité à laquelle la « réclame » locale rend hommage. L'agence mexicaine, Paulino Romero y Asociados, a été fondée en 1951 et c'est le fils du fondateur qui en a pris les rênes.

FORTE CROISSANCE

L'agence de São Paulo, Norton Publicidade, célèbre cette année son cinquantième : elle a été créée par Geraldo Alonso, une des figures emblématiques de la publicité brésilienne à laquelle un livre, intitulé *Geraldo Alonso, l'homme, le mythe, a été récemment consacré*. Elle aussi est dirigée par le fils de son fondateur, Geraldo Alonso Filho.

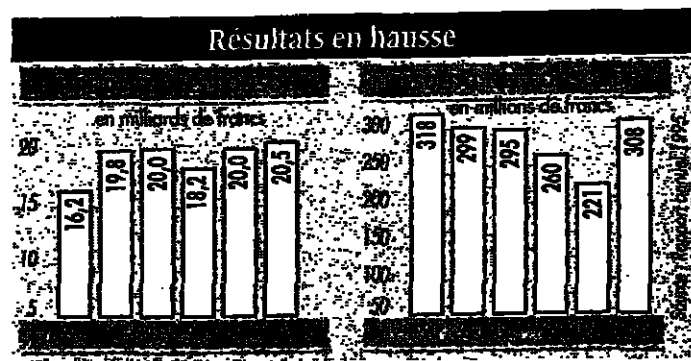
Outre la reconnaissance de la créativité des campagnes publicitaires de nombreuses agences mexicaines et surtout brésiliennes - régulièrement saluées par le Festival international du film publicitaire de Cannes -, l'entrée de Publicis dans le capital de ces deux agences témoigne de sa foi dans leur bonne santé financière et dans le potentiel publicitaire du marché latino-américain - la croissance annuelle des investissements publicitaires y est estimée à 25 % -.

« Quand on examine l'histoire et les comptes de ces deux agences, on est frappé par le fait qu'elles aient toujours dégagé des profits, en dépit de la forte inflation qui règne sur ce

La primauté d'Euro-RSCG

Euro-RSCG, réseau mondial du groupe Havas Advertising (26,5 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1995), talonne Publicis en Europe et est le seul publicitaire français présent sur quatre continents (Europe, Amérique du Nord, Asie-Pacifique, Amérique du Sud). Actionnaire d'agences dans quarante-deux pays, Euro-RSCG a tissé des accords de coopération dans dix-neuf autres. 60 % de ses 4 450 collaborateurs travaillent hors de France.

Sous l'égide d'Alain Cayzac, son PDG, Euro-RSCG a mis en place début 1996 une structure décentralisée qui traduit sa volonté de s'enraciner dans chaque pays (le patron de l'agence est un « local ») et a intronisé des « patrons » de marque mondiale pour chaque grand annonceur de dimension internationale (Pepsodent, Danone, l'Oréal, Procter et Gamble, etc.). Euro-RSCG s'est implanté depuis deux ans en Amérique latine, notamment pour y accompagner son client Philips.



continent », fait remarquer Maurice Lévy. Les deux agences, à la créativité réelle, bénéficient « d'une solide base de clientèle et de nombreux grands annonceurs internationaux » comme Nestlé (un des grands budgets de Publicis). Reckitt and Colman ou Kimberly Clark pour Paulino Romero y Asociados ; General Electric, Saint-Gobain ou Tefal pour Norton Publicidade, sans compter les grands annonceurs locaux tels l'Asesadora Mexicana ou la poste brésilienne. Norton Publicidade a réalisé un chiffre d'affaires de 475 millions de francs en 1995 et un bénéfice d'environ 100 millions de francs. L'agence mexicaine, qui fait partie d'un groupe spécialisé dans la promotion et la démonstration de vente, offre une rentabilité proche. Les

deux agences étaient tentées depuis longtemps de s'allier à un groupe européen, par défiance envers les grands enseignes américaines. Le président de Norton Publicidade, Geraldo Alonso Filho, a indiqué que son entrée dans le réseau de Publicis « était logique. Nous partageons les mêmes valeurs en publicité ».

BIENTÔT LES ÉTATS-UNIS

Les deux nouvelles filiales de Publicis vont permettre à celui-ci de parfaire son internationalisation. Premier groupe publicitaire en Europe, Publicis-FCB y devance Euro-RSCG (Havas Advertising), McCann-Erickson, Ogilvy, Young and Rubicam. Il est implanté dans cinquante-huit villes et trente pays, essentiellement en Europe.

Yves-Marie Labé

Lafuma, un sac à dos très porteur

A l'occasion des vacances, nous publions une série d'articles, illustrée par Jacques Valot, retraçant l'histoire de produits et de marques associés à la période estivale.

« **PARTIR, ce rêve de bon projet...** » La formule est signée Albert Londres, un homme qui s'y connaissait en départs au pied levé. A ses yeux n'existaient que deux sortes d'individus : « Ceux avec des meubles et ceux avec des valises ». Mort prématurément dans l'incendie du *Georges-Philippart*, au large d'Aden, en 1932, le célèbre reporter n'avait pas eu le loisir d'envisager le sac à dos.

A cette époque, pourtant, au début de l'année 1930, trois frères, Victor, Alfonso et Gabriel Lafuma, ont entrepris la fabrication d'un sac de toile libérant les mains du voyageur. De leur modeste usine - parlons plutôt d'atelier - située à Anneyron, dans la Drôme, les frères

Lafuma réfléchissent à la légèreté. Une belle idée pour qui taille la route. Un bagage lourd, c'est comme un gros caillou au fond des soutes. Il empêche de marcher droit et interdit la contemplation des étoiles. Chez les frères Lafuma, qui n'ont sans doute pas lu Albert Londres, on connaît d'instinct les qualités d'un bon projectile : il se doit d'abord d'être léger. Mais aussi fidèle, donc solide.

Heureux hasard, le sac à dos à armature métallique est fin prêt en 1936. Le front populaire offre aux Français quinze jours de congés payés. Le temps sera souvent pluvieux et venté, mais qu'importe puisque le cœur y est. Les routes de campagne - et de montagne - se remplissent de tandems et les chemins de randonneurs équipés comme pour l'Anapurna. Pas une seconde on n'imaginait Léon Blum, avec sa longue silhouette, sanglé

dans un sac à dos pour se rendre aux soirées exotiques de la princesse Bibesco ; sur l'île Saint-Louis. Un sacré voyage au demeurant. Mais, pour les vacanciers lâchés en pleine liberté, l'affaire est autrement sérieuse. Le sac Lafuma offre profusion de poches et de rangements. Il devient le compagnon naturel de la promenade, porteur empressé du boire et du manger, oreiller de paresse au bord de l'eau...

« BOSSE À BRETELLES »

La guerre lui confère d'autres missions, moins réjouissantes : acheminer le bardo du soldat jusqu'au feu, dans des conditions parfois extrêmes. Le sac Lafuma y gagnera ses gages définitifs de fiabilité. De la simple balade au grand raid, il devient le vade-mecum des marcheurs. En affinant l'alliance de la toile et du tube, ses frères lui ont même donné une petite sœur : la tente Lafuma, autoportable et ronde, montable en deux minutes, composée d'un seul toit surmonté d'une ouïe d'aération. Légère, imperméable, résistante. Comme un sac à dos. Soixante ans après sa première pousse, la « bosse à bretelles » continue son bonhomme de chemin. Les frères Lafuma ont disparu, mais l'esprit d'innovation demeure au sein d'un observatoire de l'air du temps. Grâce à ses antennes aux États-Unis, pays chef d'orchestre de ce qu'il faut, paraît-il, appeler l'« outdoor » - disons : le loisir sportif d'extérieur -, Lafuma jongle avec les nouveaux

tissus (ceux qui gardent la chaleur, retiennent l'eau et favorisent la respiration). Patrick Gabarrou, le champion du mont Blanc, et Catherine Destivelle, escaladeuse de l'impossible - et de surcroît kinésithérapeute -, perfectionnent la gamme des produits, sacs à dos et de couchage, tentes et vêtements. « *Mon rôle, c'est de détruire* », avoue la jeune femme. Mais le sac d'aventure a des arguments pour résister. Des bretelles ergonomiques rembourrées de mousse, une armature amovible, une ceinture matelassée, très enveloppante, qui reporte la charge sur les hanches, la partie la plus solide du squelette, soulageant ainsi les épaules et le buste.

Les sacs de gros litrage semblent du coup plus légers. Voici le « *dos aéré* », qui assure une meilleure circulation de l'air et chasse la transpiration, ou encore l'appui lombaire, et le rappel central qui évite de comprimer la poitrine des femmes. Sans oublier les astuces du sac à dos Lafuma, la poche de visite latérale, la sangle porte-skis, les doubles compartiments, le repose-mains et le porte-piolet. Les enfants connaissent. Tout cela ou presque existe désormais sur leurs cartables d'écoliers. Une allusion pour l'heure prématurée...

Eric Fottorino

PROCHAIN ARTICLE
Aigle

La fusion d'Ecco et d'Adia amorce la mondialisation de l'intérim

ANNONCÉE MERCREDI 8 mai (*Le Monde* du 9 mai), la fusion du français Ecco, numéro deux mondial de l'intérim, et du suisse Adia, numéro trois mondial, devait être effective mardi 20 août, à l'issue de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires. Un pacte lie pour cinq ans Philippe Foriel-Destezet, PDG du groupe Ecco, dont il détient 46 % du capital, et Klaus J. Jacobs, président et actionnaire majoritaire (52,8 %) d'Adia. Le Français s'apprête à devenir le premier président de la nouvelle structure, dont il détient 28 % du capital. Sur la base d'une alternance annuelle, son homologue suisse, qui possédait 22 % des actions, dirigera le nouvel ensemble dans un an.

Baptisée Adecco et basée en Suisse, la nouvelle société, avec un chiffre d'affaires consolidé d'environ 32 milliards de francs français en 1995, peut revendiquer le titre de « leader mondial de l'intérim », au

coude à coude avec l'américain Manpower (27 milliards de francs de chiffre d'affaires), très loin devant Kelly, un autre américain (13 milliards de francs). Pour justifier la fusion, les dirigeants d'Adecco mettent en avant deux arguments : la volonté de leurs principaux clients - les mille premières sociétés mondiales - d'avoir affaire à un prestataire de services unique aux quatre coins de la planète et la complémentarité de leurs deux réseaux.

2 400 AGENCES DANS 26 PAYS

Présent dans trente-deux pays, en particulier en Europe et en Asie, Ecco avait un point faible : les États-Unis, où il n'arrivait pas à s'imposer. En revanche, Adia, implanté dans trente et un pays, était moins présent en Asie - exception faite de la Chine - mais occupait le quatrième rang aux États-Unis. L'Amérique du Nord représentait 48 % du marché mondial du travail tempo-

raire, Ecco ne pouvait se permettre d'en être absent très longtemps. Avec ses 2 400 agences - dont chacune gardera son enseigne actuelle - réparties dans trente-six pays, le nouveau réseau placera, en

moyenne, 200 000 personnes par jour. Il sera leader en France (deuxième marché mondial), en Allemagne, en Suisse, en Australie, au Canada, et quatrième aux États-Unis avec seulement 4 % de part de mar-

Un marché français moins bon que prévu

Après une très bonne année 1995, le premier semestre 1996 a été morose pour les sociétés d'intérim en France. Selon un des deux syndicats de la profession (Promatt), l'activité des entreprises de travail temporaire a baissé de 7 % par rapport au premier semestre 1995. En juin, l'écart atteindrait même 9 %. Selon le Promatt, la hausse de la demande dans les emplois de bureaux ne parvient pas à compenser la stabilité de la demande émanant de l'industrie et, surtout, la baisse du BTP.

Manpower annonce un chiffre d'affaires stable en France durant les six premiers mois (5,1 milliards de francs), mais un résultat net en baisse de 5 %, à 61,8 millions de francs. Chez Ecco Travail temporaire, le chiffre d'affaires des opérations en France et en Europe a progressé de 4,7 %, à 7,945 milliards de francs (7,596 milliards en 1995), celui des opérations hors Europe de 39,1 %, à 1,052 milliard (756 millions en 1995).

ché. Pour Ecco, cette fusion marque aussi un recentrage sur son métier de base, que M. Foriel-Destezet, partisan de la diversification, déplore.

En revanche, le patron d'Ecco se dit convaincu que « les métiers du travail temporaire vont se développer dans les activités haut de gamme, comme l'informatique, l'ingénierie en télécommunications, l'audit et la comptabilité. Nous réalisons environ 2 milliards de francs de chiffre d'affaires dans ces métiers. Nous espérons bien doubler ce chiffre en trois ans ».

Les marges dégagées par les activités de conseil étant généralement supérieures à celles qu'offre l'intérim, Adecco entend également jouer cette carte. Ecco a déjà une filiale spécialisée dans la « chasse de têtes » à Singapour (Templar) et Adia est le numéro trois mondial de l'ouïement (recasement de salariés licenciés), par le biais de sa filiale américaine Lee Hecht Harrison.

Frédéric Lemaître

RÈGLEMENT MENSUEL

LUNDI 19 AOÛT

Les cours de clôture le 19 août

Cours relevés à 14h

VALEURS FRANÇAISES

BNP

CFM

CR

CRF

CRP

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

CRS

AUJOURD'HUI

SPORTS

TRANSAT Loïck Peyron et son équipage étaient en passe de remporter sur le trimaran *Fujicolor II* la Transat Québec-Saint-Malo. Ils étaient attendus lundi 19 août vers midi dans la

cité des corsaires. ● **LE RECORD** établi en sept jours 21 heures 35 minutes par Serge Madec sur *Jet-Service* en 1988 était ainsi à leur portée. Deux mois après avoir enlevé la Transat an-

glaise en solitaire, Loïck Peyron s'impose comme le meilleur skipper actuel de multicoque. ● **LE NAVIGATEUR** possède dorénavant un des plus beaux palmarès de la course

au large. Il cherchera à le compléter en s'alignant dans la prochaine Route du rhum et en tentant d'améliorer le record du tour du monde à la voile pour conquérir le Trophée Jules-

Verne. ● **DANS LA SOLITAIRE** du Figaro, Jean Le Cam (Guy Cotten-Chattawak) a pris la tête du classement général provisoire en gagnant la deuxième étape à Saint-Nazaire.

Loïck Peyron sur la route des records entre Québec et Saint-Malo

Malgré le manque de vent dans la dernière nuit, le skipper baulois et son équipage devaient rallier la cité des corsaires dans la journée de lundi 19 août, avec la perspective de battre le meilleur temps de la traversée entre le Canada et la France

SAINT-MALO

de notre envoyé spécial
L'océan a trouvé son maître, mais la Manche lui a imposé sa loi. Loïck Peyron et son équipage ont passé une nuit épuisante au large de l'île de Bréhat. Leur trimaran *Fujicolor II* est resté « Scottché » dans les

VOILE

calmes avant de pouvoir rejoindre sous une brise anémique Saint-Malo où il était attendu, lundi 19 août en fin de matinée. Si la « pétrole » l'attendait, les tempêtes de l'Atlantique semblent ne rien pouvoir contre Loïck Peyron. En deux mois, il a relié en vainqueur le Vieux Continent et le Nouveau, dans les deux sens, en se jouant à chaque fois des dépressions. Après avoir remporté pour la deuxième fois la Transat anglaise en solitaire, au terme d'une traversée Plymouth-Newport (Etats-Unis) épuisante (Le Monde du 28 juin), le skipper de *Fujicolor II* s'apprêtait à mener son équipage à la victoire dans la course Québec-Saint-Malo.

Les positions du *Banque-Populaire* de Francis Joyon et du *Région-Haute-Normandie* de Paul Vatine lui ont été communiquées à une heure

du matin dans la nuit de dimanche à lundi. « Nous les attendions depuis plusieurs heures pour pouvoir être sûr de les contrôler jusqu'à l'arrivée », disait le skipper de *Fujicolor* aux premières heures de la matinée. Le passage du rocher du Fastnet, dimanche matin avec 1 heure et 55 min. d'avance sur *Banque-Populaire* a permis à *Fujicolor II* de négocier au mieux la traversée de la Manche jusqu'à Saint-Malo.

Dans cette ultime régatée, Loïck Peyron a déjoué les pièges des passages près des côtes anglaises et celles des marées. « Il y avait tellement de courants contraires et si peu de vent que nous sentions le bateau comme sur un tapis roulant », raconte Loïck Peyron. Il a su exploiter les vents faibles de sud d'une dépression progressivement étouffée par la permanence de l'anticyclone qui caline l'ouest de la France. *Fujicolor II* a profité de sa courte avance pour économiser les vêtements de bord qui attendaient ses adversaires en lutte avec le jusant de la marée descendante.

MER MÉCHANTE

Fujicolor II s'apprêtait également à battre de quelques heures le record établi par Serge Madec sur *Jet-Service* en 1988. Le trimaran est resté en tête de la course depuis la sor-

tie de l'estuaire du Saint-Laurent. Loïck Peyron a ainsi réussi à être le premier à profiter des vents portants de la dépression atlantique qui se creusait sur Terre-Neuve.

De son PC météo de Fréjus, Pierre Lanier, le routier, suggérait à l'équipage de tout faire pour négocier

début de l'été, *Fujicolor II* s'est frayé un chemin au milieu d'un fleuve que Loïck Peyron connaît bien pour l'avoir parcouru en 1984 avec le Canadien Mike Birch dans la première édition de la Québec-Saint-Malo : « J'ai participé à toutes les éditions de ce que je considère comme la plus

Jean Le Cam en tête de la Solitaire du « Figaro »

Jean Le Cam, sur *Guy Cotten-Chattawak*, a gagné, dimanche 18 août, la deuxième étape de la Solitaire du Figaro à la voile, course entre Howth (Irlande) et Saint-Nazaire. Il prend par la même occasion la tête du classement général.

Après avoir été longtemps bloqué à une dizaine de milles du but par un manque total de vent, alors que ses concurrents en avaient trouvé un peu au large, Jean Le Cam a enfin bénéficié d'une brise thermique. Au bout d'un long suspense, il a finalement franchi la ligne d'arrivée avec 24 minutes d'avance sur Marc Guesard sur *Ville-de-Nantes*. Derrière, Hervé de Kergarion (*Le Phare-du-Bout-du-Monde*) et Frank Cammas (*Skipper-El*), se tenaient en une minute. Michel Desjoyeaux (TBS), vainqueur de la première étape, se classe septième, et prend la troisième place au classement général. Le départ de la troisième étape, entre Saint-Nazaire et Gijón (Espagne), doit être donné mercredi 21 août.

der en position favorable les vents violents qui ont balayé l'Atlantique d'est en ouest la semaine dernière. Sur des eaux encombrées de déchets de toutes sortes, billes de bois, mais aussi porcs, réfrigérateurs, échappés de maisons éventrées par les inondations sur le Québec au

belle des courses en équipage, et Thierry Brault, un des quatre équipiers, avait remporté la première en 1984.

Autour d'un skipper remis des émotions de sa traversée en solitaire par plusieurs semaines de repos et de planche à voile dans sa re-

traite du Poulguen, l'équipage de *Fujicolor II* plaisait sur le Saint-Laurent, à la recherche du confort évadé d'une banque dévastée par les pluies, avant qu'un objet flottant non identifié ne vienne ébranler un des flotteurs. Il n'était que temps, de toute façon, de se préparer à affronter l'Atlantique. « Nous n'avons pas retrouvé l'océan comme nous l'attendions », dit Loïck Peyron. Pas de grands surfs ou portant sur une mer formée, mais des vagues en pleine queue qui se sont acharnées contre le bateau pendant plusieurs jours. J'avais peur pour l'équipage mais je craignais encore plus de voir *Fujicolor* céder avant eux.

Loïck Peyron retrouvait alors cette fureur liquide qui peuple ses cauchemars depuis la Transat anglaise ; ces déferlantes qui avaient failli retourner *Fujicolor II* après avoir eu raison du *Primagaz* de Laurent Bourgnon et de *Banque-Populaire*. Sur une mer méchante, dans les vents violents du centre de la dépression qui les avait rejoints, Loïck Peyron et son équipage ont rapidement perdu les 100 milles d'avance gagnés en sortant en tête du Saint-Laurent. Mais la route orthodromique choisie par Pierre Lanier leur a permis d'échapper par des détours vers le nord aux condi-

tions les plus extrêmes et aux vents contraires. Le skipper de *Fujicolor* voulait ajouter cette Transat à un palmarès qui est en train de devenir l'un des plus impressionnants de la course au large. Cette victoire en équipage s'ajoute à ses titres en solitaire et à ses succès dans les deux dernières éditions de la Course de l'Europe. A trente-sept ans, le Baulois s'impose comme le meilleur skipper actuel de multicoque.

En mettant en vente son *Fujicolor II* auréolé de ses récentes victoires, Loïck Peyron pourrait tenter d'agrandir le parc des multicoques qui a failli être décliné par les chavirements dans la Transat anglaise. Il espère ainsi maintenir l'intérêt de la prochaine Route du rhum. La plus belle des courses à travers l'Atlantique qu'il se sent aujourd'hui en mesure de gagner. « Ma plus grosse frustration est d'avoir décliné dans la dernière lors que j'étais en bonne position. » Même si *Fujicolor II* a su imposer sa classe aux colères de l'Atlantique Loïck Peyron aimerait mettre en chantier un nouveau trimaran. Il retrouverait ensuite son équipage pour tenter de conquérir le Trophée Jules-Verne, en battant le record du tour du monde à la voile.

Christophe de Chenay

L'En Avant de Guingamp respire le parfum vénéneux de l'Europe

Les Bretons affrontent le Rotor Volgograd pour une place en Coupe de l'UEFA

GUINGAMP

de notre envoyé spécial
Pour la première fois, l'En Avant de Guingamp affronte une équipe étrangère, les White Stars de Birmingham. Le public s'est déplacé en masse au stade de Montboreil. Surprise. En guise de Britanniques, les Guingampais découvrent une joyeuse bande de copains déguisés en femmes. Nous sommes en mars 1977, et dans le pays du Trix, le carnaval de la mi-carême est sacré. Mardi 20 août, les joueurs de Francis Smerecki auront besoin de tout leur sérieux pour se débarrasser des Russes du Rotor Volgograd, pour le compte du dernier tour de la Coupe Intertoto, qualificatif pour la coupe de l'UEFA.

FOOTBALL

Presque soixante-dix ans après la plaisanterie des White Stars, racontée dans le livre de Jean-Michel Le Boulanger (« En Avant de Guingamp, 1912-1995, l'aventure »), les Guingampais se reprennent à rêver d'exotisme.

Même si Jaro, Poti et Chelny, les précédents adversaires en Coupe Intertoto, n'étaient que des formations sympathiques et déterminées, le club ouvre une nouvelle page de son histoire.

Depuis la refonte de la deuxième division, en 1992, qui avait relégué l'En Avant en National 1, les exploits se sont enchaînés chaque saison, jusqu'aux portes de l'Europe. Sur la place du centre, la boutique du club, ouverte en juin, doit régulièrement renouveler ses stocks. Juste à côté, le bistro l'Époque accueille, les soirs de matches, des supporters briochnis, fatigués des résultats en dents de scie de leur équipe, à peine de retour en deuxième division. Un pied de nez à l'histoire, dans un département des Côtes-d'Armor où, longtemps, l'En Avant a vécu dans l'ombre des « pros » de Saint-Brieuc.

Bertrand Salomon, un discret chef d'entreprise local, est président du club depuis cinq ans. Mais son expérience est riche des quinze années passées comme vice-président au côté de Noël Le Graët, élu président de la

Ligue nationale de football (LNF) le 19 octobre 1991. Aujourd'hui, Bertrand Salomon partage l'essentiel des tâches avec l'entraîneur Francis Smerecki. A la tête d'un des quatre plus petits budgets de première division (45 millions de francs), l'En Avant ne peut se permettre un organigramme plus important sous peine « de jouer avec sept joueurs ».

COUPS DE POUCE

Cette direction ressermée incarne aussi les valeurs de travail et d'amitié sur lesquelles s'est forgée l'aventure guingampaise. Mais dans l'entourage du club, tout le monde sait que le patrimoine de l'En Avant ne se partage pas si facilement. Depuis le boulevard de Courcelles, où siège la LNF, Noël Le Graët veille au grain, et nombreux sont ceux qui ne parlent pas « du président, mais des présidents d'En Avant ».

L'œil du maître reste d'autant plus présent dans les affaires du club que M. Le Graët est devenu, le 18 juin 1995, le maire de la ville. Les coups de pouce dont a pu bénéficier l'En Avant ne sont un se-

cret pour personne, et Bertrand Salomon confie lui-même que le contrat signé avec l'équipementier Adidas « a été facilité par les relations étroites qu'entretenaient Noël Le Graët et Robert Louis-Dreyfus ».

A la veille de leur rendez-vous historique avec l'Europe, les Guingampais, éternels « Petit Poucet », pourraient découvrir la saveur du doute. Vendredi 16 août, les hommes de Smerecki ont perdu à Bastia (0-1), après un match nul concédé il y a une semaine à domicile contre Montpellier.

Après deux journées de championnat, ils n'émargent qu'au quinzième rang, avec un point. Claude Michel, un pur produit du club, aujourd'hui capitaine, rappelle déjà « que le classement après dix journées annonce souvent celui de la fin de saison ». Et, pour la première fois cette année, quatre équipes, au lieu de deux, rejoindront la deuxième division.

Francis Smerecki, sacré meilleur entraîneur français en 1995, demeure parfaitement conscient du piège que représente cette

deuxième saison parmi l'élite. « Si nous battons Volgograd, nous jouerons un match tous les quatre jours jusqu'en septembre, alors que notre effectif ne le permet pas. Mais comment refuser une telle avancée sportive ? », s'interroge l'entraîneur. Sans moyens financiers, l'En Avant ne s'est offert que les renforts de Christophe Horlaville (Cannes) et d'Eric Assadourian (Lyon). Il n'a pu retenir ni Xavier Gravelaine, séduit par le nouveau défi de l'Olympique de Marseille, ni Hubert Fournier, parti à Mönchengladbach.

Les « grognaards », comme Lionel Rouzel, présent depuis 1993, deviennent rares, et la politique de formation des jeunes a été un peu éclipsée par les succès de l'équipe fanion. Pour Francis Smerecki : « Rien ne sert de marquer l'histoire du club en jouant en coupe d'UEFA, si on ne se maintient pas en première division. »

Paradoxe luxueux, une défaite contre Volgograd ne serait qu'une simple rançon de la gloire, dans l'attente de nouveaux butins.

Fabrice Tassel

Le rugby sud-africain pris dans une tourmente raciale

Les Springboks se sont à nouveau inclinés face aux All Blacks (23-19) dans un climat de crise

DURBAN

correspondance
Pour le rugby sud-africain, l'état de grâce né de sa victoire dans la Coupe du monde 1995 est fini.

RUGBY

Battus pour la deuxième fois en deux semaines par les All Blacks (23-19) et trois essais à un, samedi 17 août au King's Park de Durban, les Springboks - du moins leur fédération - s'enlisent dans une crise qui risque de raviver les divisions raciales en Afrique du Sud.

Après une semaine pendant laquelle la Fédération sud-africaine de rugby (SARU) a multiplié les gaffes et les scandales, la performance des Springboks relève presque du miracle. « La semaine a été très dure pour nous, concède

André Markgraaff, leur entraîneur. Non seulement il y a la bataille contre les All Blacks, mais nous subissons la pression de tous les côtés. Humainement, ça ne peut que nous affecter. »

Pour commencer, il y eut les surprises de la sélection annoncée lundi 12 août. Le pilier Os du Randt était retenu malgré sa sortie, peu avant la fin du premier match, pour une « commotion cérébrale ». D'ordinaire, une telle blessure nécessite un repos forcé d'au moins trois semaines. Mais Os du Randt aurait avoué à son entraîneur qu'il en avait eu assez du match et qu'il se sentait « trop fatigué » pour continuer. Sévèrement réprimandé, le géant de l'Etat libre d'Orange a donc néanmoins retrouvé sa place.

L'ailier James Small n'a pas eu la même chance. Le bouillant ailier, dont les talents d'attaquant ont fait cruellement défaut samedi, a

été évincé par les sélectionneurs à cause d'une sortie nocturne non autorisée. Après plusieurs jours de débat national à la « une » des journaux, la commission de discipline, réunie jeudi, a jugé Small « non coupable ». Mais il était trop tard, et samedi, alors que le public de Durban scandait « We want James ! » (Nous voulons James !), le joueur sud-africain le plus sélectionné depuis le retour des Boks sur la scène internationale en 1992 passait une partie de sa journée au golf.

LE DRAPEAU DE L'APARTHEID
Encore plus controversée fut la décision de titulariser Henry Tromp au talonneur. Reconnu coupable pour coups et blessures ayant entraîné la mort du fils d'un de ses entraîneurs noirs, ce puissant fermier du Nord-Transvaal avait passé cinq mois en prison. Accusé de vol par son propre père, l'ado-

lescent fut attaché à un arbre par Tromp, puis « corrigé » au fouet dans la manière « traditionnelle » des paysans de cette province conservatrice.

Sa sélection a fait réagir l'ANC, déjà scandalisée par l'apparition dans le public de l'ancien drapeau sud-africain, lors des précédents matches à Bloemfontein et au Cap. Samedi, le porte-parole de l'ANC au KwaZulu Natal, Dumsani Makhaya, a déclaré que la présence du « drapeau de l'apartheid » pourrait compromettre la présence du XV sud-africain dans les compétitions internationales : « Toutes les forces démocratiques de ce pays vont regarder ce match de près, et nous ne tolérerons pas la présence des symboles de l'apartheid. Si c'est le cas, nous serons obligés de considérer la possibilité d'une campagne pour isoler le rugby sur le plan international. »

Dans l'enceinte du King's Park,

flottait effectivement une bonne douzaine d'anciens drapeaux. Si bien que peu avant le coup d'envoi, la SARU a publié une déclaration pour désamorcer la crise : « Nous voudrions dire sans équivoque que nous ne reconnaissons qu'un seul drapeau, le drapeau national de l'Afrique du Sud. » Steve Tshwete, ministre des sports, a accusé, dimanche, le rugby d'aggraver les divisions raciales. Dans un article dans le *Sunday Times* de Johannesburg, il estime que ce sport « n'a toujours pas franchi le seuil d'une nouvelle ère », et que ses dirigeants encouragent la division du pays sur des bases raciales. Plus tôt, le ministre des finances, Trevor Manuel, avait déclaré son soutien inconditionnel aux All Blacks. Une « trahison » jugée responsable de la nouvelle baisse du rand sud-africain.

Ian Borthwick

Nuages et orages progressent vers l'est

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

L'ANTICYPHON

Nuages et orages progressent vers l'est

L'ANTICYCLONE sur l'Europe centrale se décale lentement vers l'est, ce qui permet l'intrusion par l'ouest d'une perturbation océanique. Elle prendra un caractère orageux du fait des températures élevées. Les régions de l'extrême nord et de l'extrême est seront touchées en dernier.

Mardi, dès le matin, les régions de la façade atlantique ainsi que le Béarn connaîtront un ciel couvert accompagné de pluies plutôt faibles dans la partie nord, mais

assez soutenues des Charentes aux Pyrénées où elles prendront un caractère orageux. Les nuages avanceront de la Bretagne intérieure aux Pays-de-Loire, Poitou, Limousin, Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon. Plus à l'est, un ciel pré-orageux avec encore des apparitions ensoleillées se mettra en place de la Basse-Normandie au Centre et au Massif Central. Le soleil ne restera prédominant que sur le Nord, la Picardie, la Haute-Normandie, la région parisienne, le Nord-Est, la Provence, la Côte d'Azur et la Corse.

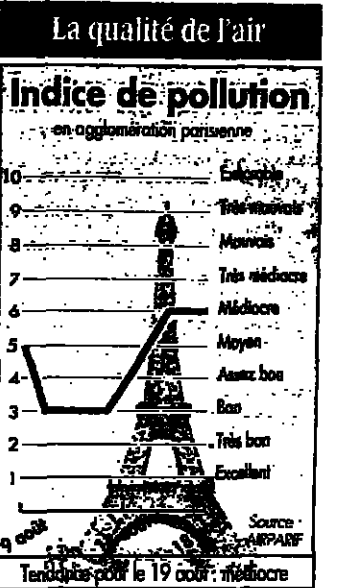
Mardi après-midi, les nuages progresseront vers l'est. Le ciel deviendra de plus en plus menaçant sur la Normandie, le Bassin parisien, la Bourgogne, le Massif Central. Les ondées d'abord éparpillées prendront un caractère plus généralisé et souvent orageux en soirée. De la Bretagne à la Touraine, au Limousin et aux Pyrénées, le ciel restera pluvieux. Les orages seront parfois violents sur la région Midi-Pyrénées et les Cévennes. Toutefois, une timide amélioration se produira de l'Anjou aux Landes avec un ciel moins gris. Sur les régions du Nord et de l'Est, le temps sera lourd. Les nuages chaotiques laisseront filtrer quelques rayons du soleil mais provoqueront des ondées orageuses sur le relief. La Provence verra arriver l'aggravation en soirée alors que la Corse profitera encore du soleil. Les vents souffleront faiblement, sauf des rafales possibles sous orages.

Les températures minimales seront douces, comprises entre 15 et 18 degrés au Nord (localement 12 dans le Nord-Est) et 18 à 22 degrés au Sud. L'après-midi, il ne fera que 20 à 23 degrés sur la façade atlantique, 26 à 28 degrés sur le reste du pays avec des pointes à 32 degrés en Provence.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)

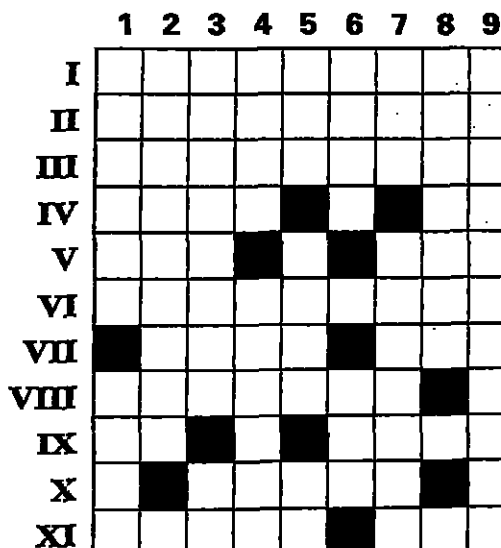


Prévisions pour le 20 août vers 12h00



MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6890



HORIZONTALEMENT
1. Se comporter comme un cochon. - II. Quand elle est grande est souvent mûre. - III. On n'y vend que ce qui est dessous. - IV. Où il n'y a pas de cargaison. Participe. - V. D'un audiaire. Placé. - VI. Un traitement à la vapeur. - VII. Roi de Suède. Coule dans le Bocage. - VIII. On aurait tort de croire

qu'elles peuvent nous apporter la lumière. - IX. Pour bien jouer, il doit avoir une bonne articulation. Port du Japon. - X. Un spécialiste des cycles. - XI. Sherry, pour les Anglais. Sans taches.

VERTICALEMENT
1. Moche, au Pérou. Peut faire peur quand elle est grosse. - 2. Bien réduite. - 3. Les Edentés n'en font évidemment pas partie. Evoque une bonne façon de parler. - 4. Est parfois traité de muet. Fait face. - 5. Éprouvée par celui qui avait la rage. Un ballon, pour des Suisses. En France. - 6. Dans le Cher. Un ensemble de puissances éternelles. - 7. Pronom. Une période de travail. - 8. Un stimulant du système parasympathique. - 9. Montrerait une grande fermeté.

SOLUTION DU N° 6889
HORIZONTALEMENT
1. Marmite. Calcul. - II. Opiomane. Azur. - III. Nille. Vanniers. - IV. Nos. Rhénaire. - V. Anastie. LA. - VI. Nenni. Alençon. - VII. Et. Naines. Rouge. - VIII. Ars. An. PÉ. Ve. - IX. Cruises. Aéré. - X. Assourdissant. - XI. Péon. Méditerranée. - XII. Ube. - XIII. Rasent. Umana. On. XIV. Al. Usées. Sept. - XV. Lestes. Ecu. Tes.

VERTICALEMENT
1. Monnaie. Caporal. - 2. Apion. Tarse. Aie! - 3. Rilsan. Rusons. - 4. Mol. Tension. Eut. - 5. Imerina. Su. Arce. - 6. Ta. Irit. Ermites. - 7. En. Vénardes. - 8. Eve. Enlèvement. - 9. Cardus. SL. - 10. Na. Peso. Eau. - 11. Lanigère. Arum. - 12. Catin. Nô. Anabes. - 13. Urée. Cuvette. Et. - 14. Loger. Ope. - 15. Sésone. Enfants.

ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABO

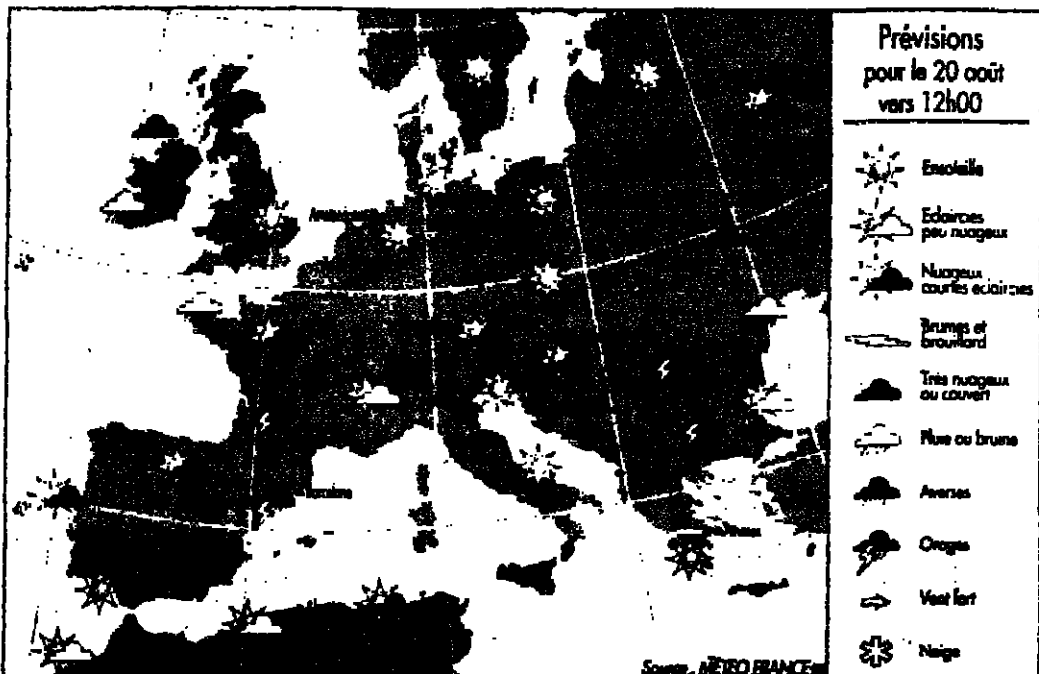
Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : Le Monde Service Abonnements, 24, avenue de la République - 75001 Paris Cedex 01 - Tél. : 01 42 17 32 90.

Je choisis la durée suivante	France	Europe, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas	Autres pays de l'Union européenne
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
3 mois	536 F	572 F	790 F

LE MONDE (ISSN : 0000-0000) is published daily for \$ 0.02 per year + LE MONDE #21 bis, rue Claude Bernard 69001 Paris Cedex 03, France, périodiquement postage paid at Champlain, N.Y. 12919-4318. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE at 101 West 10th Street, Champlain, N.Y. 12919-4318. Pour les abonnements étrangers aux USA: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404, Virginia Beach VA 23462-0904 USA Tel.: 800-426-3643

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____
Pays : _____
Ci-joint mon règlement de : _____ FF par chèque bancaire ou postal; par Carte bancaire _____

Signature et date obligatoires
Changement d'adresse :
● par écrit 10 jours avant votre départ.
● par téléphone 4-jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonné.)
Remarque: Portage à domicile ● Suspension vacances.
● Tarif autres pays étrangers ● Paiement par prélèvements automatiques mensuels.
35 (1) 42-17-32-90 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.
● Par Minitel 3615 code LE MONDE, accès ABO.



Prévisions pour le 20 août vers 12h00

TEMPÉRATURES	20/8	TOURS	20/8	CHICAGO	20/8	LESBONNE	20/8	PRÉTORIA	20/8
du 18 août									
ALGER	27/16	ALGER	27/16	ALGER	27/16	ALGER	27/16	ALGER	27/16
AMSTERDAM	20/14	AMSTERDAM	20/14	AMSTERDAM	20/14	AMSTERDAM	20/14	AMSTERDAM	20/14
ATHÈNES	32/23	ATHÈNES	32/23	ATHÈNES	32/23	ATHÈNES	32/23	ATHÈNES	32/23
BANGKOK	32/26	BANGKOK	32/26	BANGKOK	32/26	BANGKOK	32/26	BANGKOK	32/26
BARCELONE	26/22	BARCELONE	26/22	BARCELONE	26/22	BARCELONE	26/22	BARCELONE	26/22
BELGRADE	27/14	BELGRADE	27/14	BELGRADE	27/14	BELGRADE	27/14	BELGRADE	27/14
BERLIN	20/15	BERLIN	20/15	BERLIN	20/15	BERLIN	20/15	BERLIN	20/15
BOMBAY	32/25	BOMBAY	32/25	BOMBAY	32/25	BOMBAY	32/25	BOMBAY	32/25
BRAZILIA	26/19	BRAZILIA	26/19	BRAZILIA	26/19	BRAZILIA	26/19	BRAZILIA	26/19
BRUXELLES	22/15	BRUXELLES	22/15	BRUXELLES	22/15	BRUXELLES	22/15	BRUXELLES	22/15
BUENOS AIRES	23/16	BUENOS AIRES	23/16	BUENOS AIRES	23/16	BUENOS AIRES	23/16	BUENOS AIRES	23/16
CAEN	20/15	CAEN	20/15	CAEN	20/15	CAEN	20/15	CAEN	20/15
CHANGHAI	28/18	CHANGHAI	28/18	CHANGHAI	28/18	CHANGHAI	28/18	CHANGHAI	28/18
CHENNAI	32/24	CHENNAI	32/24	CHENNAI	32/24	CHENNAI	32/24	CHENNAI	32/24
CHONGQING	28/18	CHONGQING	28/18	CHONGQING	28/18	CHONGQING	28/18	CHONGQING	28/18
CHUNMONT	28/14	CHUNMONT	28/14	CHUNMONT	28/14	CHUNMONT	28/14	CHUNMONT	28/14
DIJON	20/14	DIJON	20/14	DIJON	20/14	DIJON	20/14	DIJON	20/14
FORD-DE-PI	31/22	FORD-DE-PI	31/22	FORD-DE-PI	31/22	FORD-DE-PI	31/22	FORD-DE-PI	31/22
GRANVILLE	20/14	GRANVILLE	20/14	GRANVILLE	20/14	GRANVILLE	20/14	GRANVILLE	20/14
GUANGZHOU	28/18	GUANGZHOU	28/18	GUANGZHOU	28/18	GUANGZHOU	28/18	GUANGZHOU	28/18
HANOI	32/26	HANOI	32/26	HANOI	32/26	HANOI	32/26	HANOI	32/26
HONGKONG	27/25	HONGKONG	27/25	HONGKONG	27/25	HONGKONG	27/25	HONGKONG	27/25
ISTANBUL	27/19	ISTANBUL	27/19	ISTANBUL	27/19	ISTANBUL	27/19	ISTANBUL	27/19
JERUSALEM	32/22	JERUSALEM	32/22	JERUSALEM	32/22	JERUSALEM	32/22	JERUSALEM	32/22
KEN	30/18	KEN	30/18	KEN	30/18	KEN	30/18	KEN	30/18
KUALA LUMPUR	26/19	KUALA LUMPUR	26/19	KUALA LUMPUR	26/19	KUALA LUMPUR	26/19	KUALA LUMPUR	26/19
KINSHASA	28/18	KINSHASA	28/18	KINSHASA	28/18	KINSHASA	28/18	KINSHASA	28/18
LE CAIRE	32/23	LE CAIRE	32/23	LE CAIRE	32/23	LE CAIRE	32/23	LE CAIRE	32/23
LIMA	17/15	LIMA	17/15	LIMA	17/15	LIMA	17/15	LIMA	17/15
LIUKE	20/14	LIUKE	20/14	LIUKE	20/14	LIUKE	20/14	LIUKE	20/14
LOS ANGELES	24/14	LOS ANGELES	24/14	LOS ANGELES	24/14	LOS ANGELES	24/14	LOS ANGELES	24/14
LUXEMBOURG	27/23	LUXEMBOURG	27/23	LUXEMBOURG	27/23	LUXEMBOURG	27/23	LUXEMBOURG	27/23
MADRID	19/16	MADRID	19/16	MADRID	19/16	MADRID	19/16	MADRID	19/16
MAKARSKA	32/21	MAKARSKA	32/21	MAKARSKA	32/21	MAKARSKA	32/21	MAKARSKA	32/21
MEXICO	32/22	MEXICO	32/22	MEXICO	32/22	MEXICO	32/22	MEXICO	32/22
MILAN	28/19	MILAN	28/19	MILAN	28/19	MILAN	28/19	MILAN	28/19
MONTREAL	24/16	MONTREAL	24/16	MONTREAL	24/16	MONTREAL	24/16	MONTREAL	24/16
MOSCOW	28/13	MOSCOW	28/13	MOSCOW	28/13	MOSCOW	28/13	MOSCOW	28/13
MUNICH	20/15	MUNICH	20/15	MUNICH	20/15	MUNICH	20/15	MUNICH	20/15
NEW DELHI	33/26	NEW DELHI	33/26	NEW DELHI	33/26	NEW DELHI	33/26	NEW DELHI	33/26
NEW YORK	28/24	NEW YORK	28/24	NEW YORK	28/24	NEW YORK	28/24	NEW YORK	28/24
OSAKA	30/17	OSAKA	30/17	OSAKA	30/17	OSAKA	30/17	OSAKA	30/17
PARIS	20/14	PARIS	20/14	PARIS	20/14	PARIS	20/14	PARIS	20/14
PRAGUE	24/11	PRAGUE	24/11	PRAGUE	24/11	PRAGUE	24/11	PRAGUE	24/11
RABAT	26/15	RABAT	26/15	RABAT	26/15	RABAT	26/15	RABAT	26/15
RIO DE JANEIRO	27/18	RIO DE JANEIRO	27/18	RIO DE JANEIRO	27/18	RIO DE JANEIRO	27/18	RIO DE JANEIRO	27/18
SAN FRANCISCO	19/12	SAN FRANCISCO	19/12	SAN FRANCISCO	19/12	SAN FRANCISCO	19/12	SAN FRANCISCO	19/12
SANTO DOMINGO	32/20	SANTO DOMINGO	32/20	SANTO DOMINGO	32/20	SANTO DOMINGO	32/20	SANTO DOMINGO	32/20
SEVILLE	29/18	SEVILLE	29/18	SEVILLE	29/18	SEVILLE	29/18	SEVILLE	29/18
ST-PETERSBURG	25/17	ST-PETERSBURG	25/17	ST-PETERSBURG	25/17	ST-PETERSBURG	25/17	ST-PETERSBURG	25/17
STOCKHOLM	22/15	STOCKHOLM	22/15	STOCKHOLM	22/15	STOCKHOLM	22/15	STOCKHOLM	22/15
SYDNEY	20/18	SYDNEY	20/18	SYDNEY	20/18	SYDNEY	20/18	SYDNEY	20/18
TENERIFE	30/23	TENERIFE	30/23	TENERIFE	30/23	TENERIFE	30/23	TENERIFE	30/23
TOKYO	32/25	TOKYO	32/25	TOKYO	32/25	TOKYO	32/25	TOKYO	32/25
TUNIS	32/23	TUNIS	32/23	TUNIS	32/23	TUNIS	32/23	TUNIS	32/23
VARSOVIE	27/16	VARSOVIE	27/16	VARSOVIE	27/16	VARSOVIE	27/16	VARSOVIE	27/16
VENISE	27/17	VENISE	27/17	VENISE	27/17	VENISE	27/17	VENISE	27/17
VIENNE	24/16	VIENNE	24/16	VIENNE	24/16	VIENNE	24/16	VIENNE	24/16



Situation le 19 août, à 0 heure, temps universel

LE CARNET DU VOYAGEUR

AFRIQUE DU SUD. Le nombre des touristes n'a augmenté que de 0,2 % sur les cinq premiers mois, contre 30 % pour la même période en 1995. La chute de la fréquentation hôtelière de 4,4 % en juin, par rapport à juin 1995, confirme une stagnation de l'explosion touristique de ces dernières années. Les vacanciers craignent surtout l'insécurité qui règne en Afrique du Sud. - (Reuters).

ALLEMAGNE. Le nombre de passagers qui sont passés par l'aéroport de Francfort a augmenté de 0,7 % en juillet et de 2,1 % pour les sept premiers mois de l'année. Mais Air France et British Airways accroissent leur part du trafic de passagers aux dépens de Lufthansa, en particulier à partir d'autres aéroports. - (Reuters).

CALCUTTA. Les rickshaws à pied (pousse-pousse) devraient être interdits d'ici à la fin de l'année à Calcutta, afin d'essayer de rendre la circulation plus fluide dans la ville la plus peuplée d'Inde. Calcutta compte encore des milliers de rickshaws tirés par des hommes à pied, dont la plupart opèrent illégalement, mais il en existe aussi tirés par une bicyclette ou un vélomoteur. - (AFP).

INDE. Air India, qui pâtit d'un important manque d'avions - la compagnie ne dispose que de vingt-six appareils -, projette de « louer » à d'autres compagnies aériennes certaines de ses lignes commerciales. - (AFP).

ISRAËL. A l'aéroport Ben-Gourion de Jérusalem, des dizaines de vacanciers ont raté leur avion ces dernières semaines, en raison de l'accroissement des mesures de sécurité. Les passagers doivent arriver trois heures à l'avance et subir souvent de longs interrogatoires. - (AP).

JAPON. Du mardi 13 au jeudi 15 août, les transports aériens, maritimes, ferroviaires et routiers ont été paralysés dans plusieurs régions du Japon en raison de la tempête et des pluies diluviennes provoquées par le passage du typhon Kirk. Tokyo a été épargné, mais un record de chaleur y a été enregistré avec 38,7°. - (AFP).

PARIS EN VISITE

Mercredi 21 août

LA MAISON DE VICTOR HUGO (37 F + prix d'entrée), 11 heures, 6, place des Vosges (Monuments historiques).

MUSÉE DU MOYEN ÂGE (36 F + prix d'entrée) : les Thermes de Lutèce et les galeries souterraines, 14 heures ; l'hôtel des abbés de Cluny et les collections médiévales, 15 h 30 (Musées nationaux).

LE CIMETIÈRE DE PASSY (35 F), 14 h 30, 2, rue du Commandant-Schlossing (Ville de Paris).

DE LA CITÉ AU LOUVRE, histoire des palais royaux (50 F), 14 h 30, sortie du métro Cité (Frédérique Jannet).

MARAIS : sur les traces de l'en-

ceinte de Philippe Auguste (40 F), 14 h 30, sortie du métro Pont-Marie (Sauvegarde du Paris historique).

LA CONCIERGERIE (37 F + prix d'entrée), 15 heures, 1, quai de l'Horloge, dans la cour (Monuments historiques).

DE MOUFFETARD aux Arènes de Lutèce (50 F), 15 heures, sortie du métro Censier-Daubenton (Découvrir Paris).

LES ÉGOUTS (25 F), 15 heures, devant l'entrée face au 93, quai d'Orsay (Ville de Paris).

L'ÎLE SAINT-LOUIS (50 F), 15 heures, 1, rue Saint-Louis-en-l'Île (Paris balades).

LE LONG DE LA BIÈRE (55 F), 15 heures, sortie du métro Corvisart (Paris et son histoire).

MARAIS : hôtels, jardins et place des Vosges (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

JEUX

LOTTO	
1 ^{er} tirage	12 14 16 20 31 40
2 ^{ème} tirage	4 21 22 31 41 42

LOTTO 50/50	
RÉSULTATS OFFICIELS	
1 ^{er} tirage	12 14 16 20 31 40
2 ^{ème} tirage	4 21 22 31 41 42

Communiquez !

Adresser un E-Mail sur Internet ?
Envoyer un fax ?

C'est possible à partir de votre Minitel !

3615 LEMONDE

MARCHÉ DE L'ART Une centaine d'œuvres signées Van Gogh, Renoir, Monet, Picasso ou Chagall ont été achetées à grands frais par des japonais à la fin des années 80. ● LE

CHIFFRE D'AFFAIRES du marché de l'art occidental au Japon a atteint les 1 000 milliards de yens par an (environ 50 milliards de francs) en 1986-1987 avant de s'effondrer brutalement au

début des années 90. ● **BANQUE-ROUTES ET FAILLITES** frauduleuses se sont, depuis, multipliées au Japon. Les tableaux ont été saisis par les créanciers, sans que l'on sache toujours où

ils se trouvent. Ainsi a-t-on perdu la trace des Noces de Pierrette, de Picasso, vendu 7,5 milliards de yens en 1989 au promoteur Tomonori Tsurumaki. ● **L'ARRIVÉE MASSIVE** de ces ta-

bleaux sur le marché pourrait provoquer son effondrement. Les musées locaux tendent, par leurs acquisitions, à soutenir les prix. Mais leurs achats sont souvent contestés.

Des tableaux otages de la spéculation japonaise

Des œuvres de Van Gogh, Renoir ou Picasso, achetées au plus fort de la spéculation, ont été saisies par les créanciers - banques, organismes de crédit - de leurs propriétaires en faillite. Le public n'y a plus accès et l'on ignore où elles se trouvent

TOKYO

de notre correspondant

Où se trouvent-elles ? Dans quelles conditions sont-elles conservées ? On sait peu de choses des œuvres - une centaine - signées Van Gogh, Renoir, Monet, Picasso ou Chagall, achetées à grands frais par des personnalités japonaises à la fin des années 80, au cours de la « bulle financière », période de spéculation intense. Les acquéreurs ont, depuis, fait faillite et les tableaux saisis par leurs créanciers, généralement des banques et des organismes de crédit, sont aujourd'hui « en prison ».

« On pourrait ouvrir un petit Musée d'Orsay avec ces chefs-d'œuvre confisqués et les milliers de tableaux de maîtres de moindre importance (Utrillo, Dufy) qui ont fini dans les caves des banques », affirme le critique d'art Shinichi Segi, qui s'inquiète : « Non seulement, le public n'y a plus accès, mais encore on ne sait pas exactement où ils se trouvent et surtout on ignore dans quelles conditions (température, degré d'humidité, etc.) ils sont gardés ».

M. Segi estime que la valeur de ces tableaux représente la moitié des quelque 3 000 milliards de yens (environ 150 milliards de francs) qui ont circulé sur le marché de l'art nippon entre 1987 et 1990. Ces peintures sont à 80 % occidentales (le reste étant représenté par la peinture japonaise traditionnelle, *nihonga*) et les deux tiers sont des œuvres de peintres français, essentiellement impressionnistes.

■ **RAIDER - SANS SCRUPULES**

Parmi les œuvres occidentales « en prison » figurent *Les Noces de Pierrette*, de Picasso. Cette peinture de la période bleue a été vendue à Drouot-Montaigne, en novembre 1987, 7,5 milliards de yens (soit 35 millions de francs au cours de l'époque). Jolie « cubiste » pour le propriétaire, le collectionneur suédois Frederik Roos, qui avait acquis la toile 25 millions de francs huit mois auparavant. L'acquéreur japonais qui suivait de Tokyo les enchères grâce à une



« Les Noces de Pierrette », de Picasso, huile sur toile, 115 x 195 cm (1905).

liaison satellite, était le promoteur-spéculateur nippon, Tomonori Tsurumaki, qui, deux ans plus tard, faisait faillite. Le tableau se trouvait, aujourd'hui, entre les mains de son créancier, l'organisme de crédit Leak qui, selon la rumeur, souhaiterait le remettre sur le marché. Mais, contacté par *Le Monde*, cet organisme affirme ne pas être en possession des *Noces de Pierrette*.

Le sort réservé à d'autres toiles saisies est encore plus obscur : c'est le cas de celles que possédait la société de crédit Aichi Finance, qui a fait faillite cette année. Son PDG, Yasumichi Morishita, l'un des grands araqueurs de la place, avait commencé sa carrière comme usurier et devint un *raider* sans scrupules, surnommé « la vipère » dans les milieux boursiers. Avec sa galerie, Aska International (rebaptisée Mori International), Morishita, qui était un actionnaire de Christie's International, spéculait aussi sur les tableaux - en compagnie de M. Tsurumaki, au départ son employé. Il avait acheté, en 1989, *La Maternité* et *Au Lapin agile*, du même Picasso. Avec une autre galerie appartenant à

un distributeur de voitures Toyota, à Nagoya, Masahiko Sawada, également en faillite, Aska investit quelque 100 milliards de yens (environ 5 milliards de francs) en peintures impressionnistes.

■ **UNE FORTE PERTE DE VALEUR**

La frénésie spéculative de la fin de la décennie 1980 a été une « manne » pour les marchands de tableaux (occidentaux et japonais) qui ont fait des fortunes colossales grâce à ce que l'on appelait alors le *japanese price* (le prix japonais), très supérieur au prix mondial. Au cours de la première moitié des années 80, le chiffre d'affaires du marché de l'art occidental au Japon tournait autour des 200 milliards de yens par an (environ 10 milliards de francs). A partir de 1986-1987, ce chiffre se multipliait par cinq. Le coup d'envoi de la frénésie spéculative sur les tableaux occidentaux ayant été l'achat par la compagnie d'assurance Yasuda des *Tournevis* de Van Gogh (58 milliards de yens). Entre 1987 et 1990, le Japon a importé, chaque année, près d'un million de tableaux de l'étranger. En 1995, le marché de l'art oc-

cidental ne se chiffrait plus qu'à 24 milliards de yens, soit 5 % du montant de 1990 et les prix avaient chuté : en d'autres termes, les tableaux ont perdu de 20 % à 30 % de leur valeur par rapport au prix d'achat de la période spéculative.

Le Portrait du docteur Gachet, de

Van Gogh, qui avait ainsi été acheté en 1990 pour 12 milliards de yens par un excentrique fabriquant de papier, Ryoei Saito, ne vaut plus aujourd'hui que 8 milliards. Dans la foulée, Saito s'était offert un *Moulin de la galette*, de Renoir, en affirmant publiquement qu'il emporterait les œuvres dans sa tombe. La faillite de sa société et ses créanciers l'en ont dissuadé : il est mort en mars dernier, et les tableaux ont fini dans un entrepôt. On ne trouve guère aujourd'hui sur le marché nippon que des pièces de faible valeur marchande, mais dont le prix a chuté de manière vertigineuse. Ainsi, *Le Repas du pauvre*, une gravure de Picasso, valait 61 millions de yens en 1989, puis 14 millions en 1992 et, enfin, 9 millions en 1995.

Les marchands d'art alimenteraient bien remettre ces tableaux sur le marché mais leurs possesseurs actuels, les créanciers de ces aventuriers des affaires aux abois, sont soucieux d'éviter des pertes supplémentaires et refusent de s'en dessaisir à des prix qu'ils estiment trop bas par rapport à celui du gage.

Tous craignent, en outre, qu'une libération massive de tableaux confisqués ne fasse s'effondrer le marché de l'art. « Au-

Les musées prennent la relève

Il existe actuellement au Japon 146 musées publics municipaux ou préfectoraux, disposant de fonds et soutiens de prestige. Les deux tiers ont été construits au cours des dix dernières années. Pourtant l'achat, en février, par le Musée d'Utsunomiya (au nord de Tokyo) de *La Grande Famille*, œuvre du surréaliste René Magritte, au prix de 620 millions de yens (environ 1 200 000 francs) a fait hurler les contribuables : il était, en effet, estimé à 120 millions de yens par un marchand d'art new-yorkais. De même, en 1994, la municipalité de Tokyo fut-elle accusée d'avoir acheté à un prix exorbitant 600 millions de yens, environ 120 millions de francs) une œuvre de Roy Lichtenstein destinée au nouveau Musée d'art moderne de la capitale. Puis ce fut le tour de la municipalité d'Osaka, pour avoir dépensé 1,9 milliard de yens pour un *Modigliani* et une vingtaine d'autres toiles.

Les villes de Fukunaka et d'Aomori ont acheté respectivement un *Dali* (560 millions de yens) et trois rideaux de théâtre peints par Chagall pour 1,5 milliard de yens. Après les spéculateurs, ce sont les musées qui, en raison du laxisme des contrôles sur l'utilisation des fonds publics ou des subventions pour la promotion de la culture, tendent à faire grimper les prix.

Trois visions singulières pour trois classiques

Mozart boulevardier, Schoenberg mélancolique et Messiaen éthéré

SALZBOURG

de notre envoyé spécial

Nikolaus Harnoncourt ayant décidé de ne plus diriger d'opéras au Festival de Salzbourg au motif

qu'on ne s'y préoccupe pas assez de musique et trop de théâtre, c'est le Néerlandais Edo De Waart qui monte au pupitre. Il dirige avec une vivacité un peu rude ; les phrases sont découpées au scalpel ; le contrepoint des bois (formidables bassons et flûtes) surgit de la fosse comme la lumière transperce un vitrail. La mise en scène de Luc Bondy va dans le même sens. Trop. Elle apu-

se ce qui ne devrait jamais l'être. Ses *Noces* ? Du théâtre de boulevard supérieurment intelligent et maîtrisé, mais du théâtre de boulevard quand même : les portes claquent, les chanteurs galopent à travers la scène, les gags sont au rendez-vous et le metteur en scène cherche à tout prix la complicité du public. On en vient à perdre patience, à ne plus vouloir regarder pour seulement écouter. Les chanteurs tiennent bien leur rôle, bien que la Comtesse de Solweig Krügelborn soit vocalement un peu lourde, presque pâteuse et que Dmitri Hvorostovsky ait une diction qui manque de projection. Une mention pour l'exceptionnel Chérubin de Susan Graham, mo-

FESTIVAL DE SALZBOURG

zartienne idéale, à la voix claire, timbrée, persuasive. Les décors de Peduzzi sont élégants, mais sans vraie force évocatrice. On ne peut donc finalement pas très bien ce qu'a voulu dire Harnoncourt. Ce qui se passe dans le Stadtkino est d'une tout autre portée. Le metteur en scène suisse Christoph Marthaler a entrepris, contre toute attente, de « mettre du théâtre sur » le *Pierrot lunaire* d'Arnold Schoenberg et le *Quatuor pour la fin du temps* d'Olivier Messiaen. Il y a, dans son spectacle, une adéquation idéale entre un lieu, un décor, la musique et sa mise en scène. Loin de démarquer ces deux œuvres, Marthaler invente un discours théâtral qui en multiplie l'atmosphère et les fait entendre comme on ne les avait jamais re-

çues. Lorsque l'on prend place dans le Stadtkino, on remarque d'abord cette salle déglacée, aux murs de béton jaunasse et de briques dépareillées d'où surgissent des buses de chauffage en acier inoxydable. On porte le regard vers le plafond, poutrelles de béton brut, gros tuyaux métalliques. On regarde la scène. Le décor semble le prolongement de ce lieu dont on sait trop s'il est en ruine ou en travaux, sorte de salle d'attente déshumanisée qui pourrait être celle d'un hôpital, d'une gare ou d'une prison. On ne les voit pas, mais ils sont là, le récitant (d'habitude, c'est une femme qui « *spricht* » l'œuvre de Schoenberg), les *Pierrots*, pauvres créatures décalées - en attente de quoi ? Une grande balance, un fau-

Zimmermann, un violoniste miraculeux

Frank Peter Zimmermann, trente et un ans, sourit comme un adolescent frondeur face à l'assemblée qui le fête. Se doute-t-il du miracle qu'il vient d'accomplir dans le *Concerto pour violon de Beethoven* ? Se doute-t-il qu'il a soulevé de terre cette œuvre qui ne pardonne pas la moindre inattention, la moindre baisse d'inspiration, dont la ligne de chant, sans cesse à découvert, expose le soliste comme un équilibriste sans filet ? On ne se souvient pas, ni au concert ni au disque, d'une telle liberté dans le chant, d'une sonorité aussi immaculée et de phrasés aussi purs que les trilles d'un norisignol dans la nuit. Avec Lorin Maazel et des Vienneois plus inspirés que jamais, Zimmermann vient de confirmer ce que l'on pressentait, ce violoniste est un ange créateur.

★ *Concerto pour violon et orchestre*, de Ludwig van Beethoven, avec Frank Peter Zimmermann (violin), l'Orchestre philharmonique de Vienne, Lorin Maazel (direction). Grosses Festspielhaus, le 18, 20 h 30.

teuil club crasseux, un bureau, un distributeur de chewing-gum, une femme habillée en homme, quatre hommes. La musique n'a pas commencé qu'ils bougent lentement. Les musiciens arrivent. Le pianiste se lave les mains, une femme rigole - ce spectacle fera rire, quand il n'exprime qu'angoisse, mystère, irréalité blafarde. Le récitant « *parle-chante* » d'une voix de fausset. Son regard convulsif, ses gestes excessifs sortent du cinéma muet. Les *Pierrots* vont et viennent indépendamment de la musique ; la femme démonte les prises électriques, les poignées de porte ; les hommes montent sur la balance ; se perchent repliés sur eux-mêmes comme des gargouilles ou des malades, dansent comme des aliénés. Une porte s'ouvre, des régisseurs font rouler un grand piano. Les acteurs gênent leur travail, ne savent où se poser. Mélange du vrai, du faux. L'ambiance est alourdie par quelques rires, des spectateurs qui arrivent en retard et gênent eux aussi. Les musiciens jouent alors le *Quatuor pour la fin du temps*, créé par Messiaen, Henri Akoka, Etienne Pasquier et Jean Le Boulère, devant trois mille prisonniers, du Stalag VIII, le 15 janvier 1941. Non comme une prière, mais à la façon d'un chant éthéré qu'écourent les acteurs descendus de scène, figés face au public, après avoir pesé leur vie sur la balance.

Alain Lompech

Philippe Pons

■ **MUSIQUE** : le violon de Niccolò Paganini va être joué le 30 août en Suède dans un concert public. L'autorisation en a été donnée par la fondation Paganini aux violonistes Dina Schneidermann et Emil Kamilarov. Les concerts auront lieu du 30 août au 3 septembre au château d'Uppsala, au nord de Stockholm. Depuis 1954, le violon, un Guarnerius del Gesù baptisé « *il Cannone* », n'est joué que par les lauréats du concours Paganini de Gênes. Assuré pour 37,5 millions de dollars, il sortira d'Italie pour la première fois depuis 1840.

■ **INDUSTRIES MUSICALES** : Thorn EMI menacé de procès par les compositeurs britanniques. Selon le *Financial Times*, une cinquantaine d'auteurs et de compositeurs ayant signé des chansons d'Elvis Presley, Tom Jones, ou Pet Shop Boys réclament la moitié des droits pour la diffusion de leurs chansons en dehors du Royaume-Uni, au lieu des 25 % actuels. Selon la société britannique des auteurs et compositeurs, qui a formulé la plainte, le groupe Thorn EMI, pourtant en position délicate alors qu'il vient de se scinder en deux (EMI pour les disques, Thorn plc pour l'électroménager) a refusé toute conciliation.

■ **ARTS** : le Symposium international de sculpture monumentale sur granits bretons s'est tenu à Guéhenno (Morbihan). Les œuvres de sept artistes (dont un Burkinabé, Ky Striki, et un Roumain, Mihai Pacurar) seront installées le long d'un circuit touristique dans le nord Morbihan. Du 15 juillet au 15 août, dix mille visiteurs sont venus voir travailler les sculpteurs.

هكذا من الأصل

**La révolution
informationnelle**
JOËL DE ROSNAY

ARGENT ET ÉLECTIONS AUX ÉTATS-UNIS

Le trésor de guerre du président Clinton

[illegible]

Par **THOMAS FERGUSON**

ALORS que le président des États-Unis, M. William Clinton, tire déjà profit de l'extraordinaire impopularité de M. Newton Gingrich et du Congrès républicain, les aides du cycle économique permissif pour des démocrates de conserver la Maison Blanche le 5 novembre prochain. Mais...

roug
Par IGNACIO RAMONET

[illegible]

JEAN-CHARLES BLAIS - Sans titre (1980)

AOÛT
1996

[illegible]

ETATS-UNIS

N° NUMÉRO 1
ÉTATS-UNIS
Double jeu américain en Colombie (Noam Chomsky).
SOCIÉTÉ
(Eduardo Galeano).

SOCIETE

le jeu
msky).

SOCIÉTÉ

Guerre aux pauvres ! (Eduardo Galeano).

MEVACES

...ieur de la fi

MENACES

re aux pauvres ! (Editions)

MEVAGES

L'autophagie, risque majeur de la fin du siècle
(Denis Duclos).

LITTÉRATURE

nouvelle inédite (D)

LITTÉRATURE
nouvell

autophagie, risque
enis Duclos).

LITTÉRATURE

« L'écran crevé », une nouvelle inédite (Didier
Daeninckx).

Egalité

saillie ? par
- Lou

ESPAGNE

ONDE DIPLO
ESPAGNE
Qui a peur des Catalans ? (Manuel Vazquez Montalban).
IDÉOLOGIE
Le mythe unique (Susan George)

IDÉOLOGIE

IDÉOLOGIE
Comment la pensée devint unique (Susan George, François Brune).

TECHNOLOGIES
du cybermonde (I)

TECHNOLOGIES

TECHNOLOGIES
Aux avant-postes du cybermonde (Ingrid Carlander).

LOISIRS

LOISIRS

Un ethnologue à Center Parcs (Marc Augé).

Egalement au sommaire

MENAGES
risque majeur de la fin du siècle (os).

LITTÉRATURE
an crevé», une nouvelle inédite (Didier meckx).

Egalement au sommaire

● JAPON : Et si l'Etat faisait faillite ? par Gavan McCormack
● AFRIQUE : Ce village malien dont la réussite stupéfie le monde, par Patrick Coupechoux
● CANADA : Les ambitions pacifiques de Vancouver, par Florence Beaugé
● ENFANCES : Le commerce mondial de la prostitution des mineurs, par Claire Brisset
● MÉDIAS : Les journalistes américains en accusation, par Serge Halimi
● CINÉMA : Faut-il interdire les films sanginaires ?, par Olivier Mongin
● MÉDITERRANÉE : Pour une communauté culturelle, par Albert Jacquard.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 22 F

**EN VENTE CHEZ
VOTRE MARCHAND
DE JOURNAUX
22 F**

Les crimes commis par Marc Dutroux et ses complices suscitent dégoût et colère en Belgique

Des pétitions réclament l'instauration de peines de prison incompressibles

BRUXELLES
de notre correspondant
Francophones et néerlandophones pour une fois réunis par ce fait divers hors du commun, les Belges ont découvert avec dégoût et colère les forfaits commis au domicile « familial » de Marc Dutroux, à Sars-la-Bussière, au sud-ouest de Charleroi. Sabine Darmon et Laetitia Delhez, les deux adolescentes retrouvées, jeudi 15 août, séquestrées - mais vivantes - dans une autre résidence de Dutroux à Marcinelle, l'avaient échappé belle (Le Monde daté 18-19 août). Les cadavres de Julie Léjume et Mélissa Russon, enlevées en juin 1995 par le même individu, près de Liège, ont été exhumés, samedi 17 août, à Sars-la-Bussière, dans le jardin de Dutroux.

Avec un complice, Michel Lelièvre, genre « idiot du village » vivant de petits boulots, Dutroux a aussi avoué le rapt de deux autres adolescentes flamandes, An Marchal (17 ans) et Eefje Lambrechts (19 ans), disparues le 22 août 1995 près d'Ostende. Dimanche après-midi, les enquêteurs semblaient conserver l'espoir de retrouver celles-ci vivantes tandis qu'une atmosphère tendue régnait, à Sars-la-Bussière, un habitant lançant par exemple : « Un homme comme ça, on ne le juge pas, on le jette à la rue, on le lapide ! »

Dutroux, un électricien de 39 ans, rejette la responsabilité de la mort de Julie et Mélissa sur Lelièvre et un autre acolyte, dont le cadavre a aussi été retrouvé avec celui des victimes. Ces deux complices auraient laissé mourir les fillettes de faim, contrairement aux instructions de leur chef, « seulement » intéressé par les abus sexuels. C'est en raison

de ce désaccord que l'homme aurait été exécuté par Dutroux.

Sinistre ironie, Dutroux aurait confié la mission d'intendance à ses complices parce qu'il devait purger une courte peine de prison, pour une affaire de vol. Par deux fois, en décembre 1995 et en mars 1996, son domicile de Sars-la-Bussière avait été perquisitionné sans que les policiers remarquent quoi que ce soit. L'incompétence, le manque de moyens, le rejet des responsabilités sur d'autres dans le complexe système judiciaire belge semblent devoir servir de toile de fond à cette affaire.

Dutroux et ses complices sont-ils de simples dévils pervers, vivant dans certains faubourgs pauvres d'une Belgique sinistrée sur le plan économique, avec des maisons en état de quasi-abandon propices aux activités criminelles en toute discrétion ? Ou bien appartiennent-ils à un réseau organisé ? Trouvées chez des casses pour pédophiles seraient examinées. Plusieurs personnes ont été entendues, notamment un ancien agent immobilier

bruxellois et son épouse, ancienne avocate radiée du barreau. Dimanche, on n'en savait pas davantage.

LIBÉRÉ AU BOUT DE TROIS ANS

Ces derniers mois, les parents de Julie et Mélissa s'étaient beaucoup dépensés pour faire avancer l'enquête. Outre des affiches répandues dans tout le pays, des portraits des disparus avaient été diffusés sur Internet. Jacques Pradel avait évoqué l'affaire à TF1 dans son émission « Avis de recherche ». En décembre 1995, estimant l'enquête mal conduite, ces parents avaient déposé une plainte contre l'État belge devant le tribunal des référés de Bruxelles, plainte classée sans suite. Samedi soir, une magistrate du parquet de Liège s'est rendue au domicile des Léjume et des Russon pour leur apprendre la terrible nouvelle. Peu après, visant le Garde des sceaux qui avait ordonné la libération du récidiviste Dutroux, une pancarte est apparue à la fenêtre du père de Mélissa : « L'ancien ministre Wathelet a-t-il la conscience tran-

quille ? » Condamné en 1989 à treize ans de prison pour abus sexuels sur des adolescentes, Dutroux avait retrouvé la liberté au bout de trois ans. Des pétitions circulaient déjà dans plusieurs localités pour réclamer l'instauration de peines incompressibles. Celles-ci n'existent pas dans le code pénal belge, qui a définitivement aboli la peine de mort en 1995.

La multiplication des disparitions d'adolescents ou d'enfants, ces dernières années en Belgique, a créé dans le pays une psychose que la libération de Laetitia et Sabine n'a pas, bien entendu, atténuée. Une cellule nationale d'enquête avait été mise sur pied, en 1995, par la justice. D'autre part, une association de bénévoles, « Marc et Corine », qui avait été créée en 1992 à Liège par les parents d'un jeune couple assassiné par des toxicomanes, se mobilise à chaque « disparition » en lançant des avis de recherche tant en Belgique qu'à l'étranger.

Jean de la Guérivière

« Nénette et Boni », de Claire Denis, obtient le Léopard d'or du Festival du cinéma à Locarno

LOCARNO
de notre envoyé spécial
Rarement le palmarès d'un festival international aura inspiré à ce point l'approbation. Loin des compromis et des complaisances qui président trop souvent à ce genre d'opération, c'est une idée forte et cohérente du cinéma que le jury de Locarno a défendu, sans se

laisser impressionner ni par les afférences d'images, ni par la « correction politique ». Outre les remarquables *Nénette et Boni* de Claire Denis, *Un instant d'innocence* de Mohsen Makhmalbaf (tous deux attendus en France pour la fin de l'année) et *Les Rois de l'asphalte* d'Oussama Fawzi (Le Monde du 15 août), ce sont donc judicieusement le film australien de la cinéaste hongkongaise Clara Law, *Floating Life*, et la première réalisation du Tchèque Petr Vachek, *Marian*, qui figurent aussi parmi les heureux élus de cette 49^e édition.

Soit deux films qui mettent en relief, à travers des cas particuliers, la crise des sociétés dont ils sont issus. La cinéaste chinoise construit une sorte de jeu de piste affectif et géographique pour évoquer les difficultés d'une famille confrontée à l'émigration, problème particulièrement brûlant à la veille du rattachement de la colonie britannique à la République populaire. De son côté, le jeune réalisateur tchèque filme de face, avec un calme désespoir et de splendides images, l'insoluble situation d'un jeune Tzigane, victime et responsable d'une exclusion sans retour au fil des institutions carcérales dans lesquelles se déroule sa courte existence.

VITALITÉ FRANÇAISE

Mais le Festival de Locarno ne se limite pas à sa compétition officielle. L'une des principales qualités de cette manifestation est de présenter un grand nombre de films de toute nature mais aussi de suggérer des rapprochements, des filiations et des comparaisons entre œuvres du patrimoine et courts métrages de débutants, fictions et documentaires. Ainsi la manifestation s'attache à dessiner chaque année les tendances du cinéma mondial. Le dessin qui ressort de cette quarante-neuvième édition est pour le moins curieux. Il est dominé par une présence imposante, et une absence inhabituelle. La présence est celle du cinéma français, qui non seulement s'adapte à la récompense suprême, mais a figuré avec honneur dans toutes les sections, et fait montre d'une belle vitalité grâce au

vaste ensemble de courts métrages présentés. Une présence qui s'affirme, dans une certaine mesure, par défaut, les autres « piliers » habituels de ce genre manquant cette année de mordant, du moins à titre collectif. En témoignent notamment la discrétion des cinématographies asiatiques, depuis quelques années pointes fortes des manifestations internationales. De même le beau film de Makhmalbaf ne saurait dissimuler la sous-représentation du cinéma iranien. L'un des plus féconds depuis le début de la décennie, mais qui est en ce moment victime d'une brutale reprise en main par les autorités de Téhéran.

Si les points de vue personnels, voire intimistes, ont en grande partie dominé ce festival, les tumultes du siècle ont aussi figuré en bonne place dans les sélections locales. L'évocation des combattants anarchistes de la guerre d'Espagne, caricaturée dans *Libertarias* de Vicente Aranda, ne méritait guère un coup d'œil. Mais l'expression stalinienne a inspiré deux œuvres fortes, quoique très différentes : *Concert pour un rot*, d'Oleg Kovalov, poème expressionniste zébré de violence, et surtout *Le Violon de Rotshild*, d'Edgardo Cozarinski, complexe évocation de la terreur, de la censure et de l'antisémitisme dans l'Union soviétique des années trente à cinquante, construite autour des figures du compositeur Chostakovitch et de son élève Benjamin Fleischman.

Au sein d'une sélection inégale, mais globalement de bonne qualité, il faut enfin signaler le travail exceptionnel de Gérard Caillaud, à partir d'un texte inédit du philosophe Pierre Legendre : *La Fabrique de l'homme occidental* allie fécondité intellectuelle et force esthétique. D'étonnants reportages se combinent à un texte d'une remarquable acuité pour interroger la nature et le sens des systèmes de représentation dont se dote l'humanité contemporaine. Le film est d'ores et déjà annoncé sur Arte pour le 15 novembre, il faut souhaiter qu'il trouvera également place sur le grand écran.

Jean-Michel Frodon

Le palmarès

Léopard d'or : *Nénette et Boni*, de Claire Denis (France).
Léopards d'argent : *Floating Life*, de Clara Law (Australie), et *Marian*, de Petr Vachek (République tchèque).
Léopards de bronze : Valeria Bruni-Tedeschi et Grégoire Colin pour leur interprétation de *Nénette et Boni*.
Mention spéciale à Mohsen Makhmalbaf pour l'ensemble de son œuvre et en particulier

Un instant d'innocence.

Prix du jury : *Les Rois de l'asphalte*, d'Oussama Fawzi. Léopards de demain (courts métrages) : *Une robe d'été*, de François Ozon (France). *Entre frère et sœur*, d'Isabelle Blanc (Suisse).
Prix de la semaine de la critique : *Une saison au paradis*, de Richard Dindo (Suisse).
Prix du public : *Microcosmos*, de Claude Nuridsany et Marie Perennou (France).

M. Fillon estime « dépassés » les courts séjours dans l'espace

Claudie André-Deshays devait rejoindre Mir lundi

APRÈS un décollage sans histoires, « à la seconde près », de Baïkonour (Kazakhstan) samedi 17 août, la cosmonaute française Claudie André-Deshays et ses deux coéquipiers russes Valéri Korzoun et Alexandre Kaléri devaient rejoindre la station russe Mir lundi 19 août. D'après le plan de vol, l'amarrage de leur vaisseau Soyuz TM-24 était prévu à 16 h 48 (heure de Paris) et le nouvel équipage devait franchir vers 18 h 20 le sas qui lui permettrait de rejoindre les Russes Youri Anafienko et Youri Oussatchev et l'Américaine Shannon Lucid.

Rompant quelque peu avec l'enthousiasme général, François Fillon, ministre délégué à la poste, aux télécommunications et à l'espace, a confirmé que la mission de la première cosmonaute française marque la fin d'une époque. M. Fillon a estimé, dans un entretien publié lundi 19 août par *Le Figaro*, que « les vols de courte durée comme ceux effectués jusqu'à présent avec les Russes apparaissent dépassés ».

Le ministre confirme ainsi implicitement l'incertitude qui règne sur la réalisation des deux autres vols dont le principe était prévu par le dernier accord de coopération spatiale franco-russe (Le Monde du 17 août). Il reconnaît, surtout, publiquement ce que de nombreux spécialistes affirment en privé depuis un certain temps : les séjours de quinze jours, ou même un mois en orbite n'apprennent plus grand-chose aux médecins et aux biologistes sur les réactions de l'organisme humain à l'absence de pesanteur. Seuls des missions d'au moins six mois peuvent permettre de nouveaux progrès des connaissances dans ce domaine.

« Le CNES étudie en ce moment le passage à des vols de très longue durée, de l'ordre de six mois ou

plus », a précisé le ministre. Dès à présent, des discussions sont en cours avec l'Agence spatiale russe. Ces discussions ne s'engagent pas sous un angle très favorable pour la France. Jusqu'à la fin de 1997 au moins, la station Mir affiche complet. Des astronautes américains s'y succéderont sans interruption pour s'entraîner et préparer, avec leurs collègues russes, les procédures et les technologies en vue du montage en orbite de la future station internationale Alpha, qui devrait débuter en novembre 1997.

5 MILLIONS PAR JOUR

Au-delà, les Russes annoncent leur intention de continuer l'exploitation de leur station Mir jusqu'en 2000 au moins. Ils voudraient aussi commercialiser les séjours sur la partie qui leur sera réservée à bord d'Alpha. Mais le but avoué de ces offres de service est de financer et rentabiliser les investissements que Moscou a de plus en plus de mal à assurer dans le domaine spatial. La « location » des structures orbitales russes se fera donc vraisemblablement au prix fort.

Pour les seize jours de la mission Cassiopée, le CNES a dû payer 63 millions de francs « cash », plus l'équivalent de 21 millions de francs en matériel et prestations diverses. Ce qui met le jour en orbite à un peu plus de 5 millions de francs et le prix d'un séjour de six mois à 900 millions de francs. Les vols de longue durée pourront aussi être réalisés sur Columbus, le module européen d'Alpha. Mais les Français n'y auront accès qu'en proportion de leur participation à ce programme, soit 27,6 % (contre 41 % pour l'Allemagne).

Jean-Paul Dufour

LES CAHIERS DE SCIENCE & VIE

LES GRANDS INGENIEURS

Léonard de Vinci

Il maîtrisait toutes les techniques du dessin : peinture, sculpture, architecture, construction de machines... Découvrez Léonard de Vinci à la fois artiste et ingénieur de la Renaissance.

DES HISTOIRES RICHES EN DÉCOUVERTES

Frémissement à la Bourse de Paris

LA BOURSE DE PARIS restait pratiquement stable lundi 19 août en milieu de journée avec une progression de 0,56 %. L'indice CAC s'établissait à 1989,81 points.

Quelques heures auparavant, la Bourse de Tokyo avait terminé la séance en hausse. L'indice Nikkei des valeurs vénétoises avait gagné 1,31 %, pour s'inscrire en clôture à 21 106,41 points.

Sur le marché des changes, le franc reculait légèrement lundi matin vis-à-vis du mark. Il s'inscrivait à 3,4185 francs au cours des premiers échanges entre banques. Le dollar, lui, progressait, s'échangeant à 5,0987 francs, 1,4912 mark et 108,06 yens.

Les investisseurs restaient prudents dans l'attente des réunions de la Réserve fédérale américaine, mardi 20 août, puis de la Bundesbank et de la Banque de France.

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	Cours BDF 1408	% 1308	Actuel	Vente
Allemagne (100 DM)	341,9800	-0,18	330	334
Ecu	6,4310	-0,04	—	—
Euro (100 US\$)	5,0730	-0,26	4,7600	5,3600
Belgique (100 F)	16,9900	-0,16	16,0300	17,1300
Pays-Bas (100 f)	304,6900	-0,18	—	—
Italie (1000 li)	3,3420	-0,09	3,1000	3,6000
Danemark (100 kr)	86,4100	-0,09	89	85
Irlande (100 Ir)	8,1555	-0,13	7,7700	8,5200
Grande-Bretagne (1 £)	7,2650	-0,23	7,4000	8,2500
Grèce (100 drach)	2,1385	-0,09	1,9000	2,4000
Suède (100 kr)	76,3900	-0,34	71	81
Suisse (100 F)	420,9900	-0,13	407	431
Norvège (100 N)	79,0000	-0,05	74	85
Autriche (100 sch)	48,5830	-0,19	47,0500	50,1500
Espagne (100 pes)	4,0255	-0,07	3,7900	4,3900
Portugal (100 esc)	3,3300	—	2,9700	3,6700
Canada (1 dollar)	3,6905	-0,11	3,5900	3,7900
Japon (100 yens)	4,7038	-0,05	4,4800	4,9200

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le lundi 19 août, à 12 h 30 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei 20981,10 +0,56 +6,23

Hong Kong Index 11166,80 +0,01 +11,78

Tokyo Nikkei sur 3 mois

20981,10 +0,56 +6,23

11166,80 +0,01 +11,78

20981,10 +0,56 +6,23

11166,80 +0,01 +11,78

20981,10 +0,56 +6,23

11166,80 +0,01 +11,78

20981,10 +0,56 +6,23

11166,80 +0,01 +11,78

20981,10 +0,56 +6,23

11166,80 +0,01 +11,78

20981,10 +0,56 +6,23

11166,80 +0,01 +11,78

20981,10 +0,56 +6,23

11166,80 +0,01 +11,78

20981,10 +0,56 +6,23

11166,80 +0,01 +11,78

20981,10 +0,56 +6,23

11166,80 +0,01 +11,78

20981,10 +0,56 +6,23

11166,80 +0,01 +11,78

20981,10 +0,56 +6,23

11166,80 +0,01 +11,78

20981,10 +0,56 +6,23

11166,80 +0,01 +11,78

20981,10 +0,56 +6,23

11166,80 +0,01 +11,78

20981,10 +0,56 +6,23

11166,80 +0,01 +11,78

20981,10 +0,56 +6,23

11166,80 +0,01 +11,78

20981,10 +0,56 +6,23

11166,80 +0,01 +11,78

OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

Cours au Var. en % Var. en %

Paris CAC 40 1979,52 -0,05 +5,75

Londres FT 100 3818,40 -0,13 +3,49

Zurich 1200 1200 0,00 +12,88

Milan MIB 30 1200 1200 0,00 +9,45

Frankfurt Dax 30 2538,54 -0,02 +12,64

Bruxelles 1200 1200 0,00 +12,64

Suisse SMI 1200 1200 0,00 +12,64

Madrid Ibez 35 1200 1200 0,00 +10,80

Amsterdam CDS 1200 1200 0,00 +15,30

Tirage du Monde daté dimanche 18-19 août : 522 440 exemplaires

مكتبة من الأصل

La police belge sur la piste d'un réseau international de pédophiles

LES RESPONSABLES

quête sur les... tions d'adresses... semblent « con... d'un réseau... philes, qui au... mulations de... publique l'ar... jeunes flamand... 1995, n'ont tou... vées, l'opinion p... ment traumatisé... samedi, des... llettes enlevées... mande le renforc... contre les vadeu... annonçant une r... tion anticipée. Le... tice a réaffirmé l'application de p... sibles.

La leçon des Jeux

TONY VOLPENTI

springer sans p... avec des proches... aux Jeux paralymp... putent à Atlanta d... des conditions d... précieuses que... olympiques. Tira... cette expérience. M... directeur exécutif... ney, explique d... Monde qu'il faut... aux athlètes « En... perts du Comité int... olympique vont exam... dossiers de candida... pour l'organisation... 2004. La ville lauréate... le 5 septembre 1996... titra, 2004.

Contrebassiste sans vanité



Didier Levallet

CONTRABASSISTE et compositeur, Didier Levallet a dirigé plusieurs formations de jazz : Fusion System, Confluence, Swing System, jalons d'une carrière « sans vanité », d'accompagnement de grands musiciens en tournée et de découvreur et de professeur. Il a été prés de Cluj depuis 1980. Il y organise du 24 au 31 août l'une des manifestations musicales importantes de ce mois d'août.

Lire pag. 17

« Les trois du chef » par François L

M 0147-821-700 F